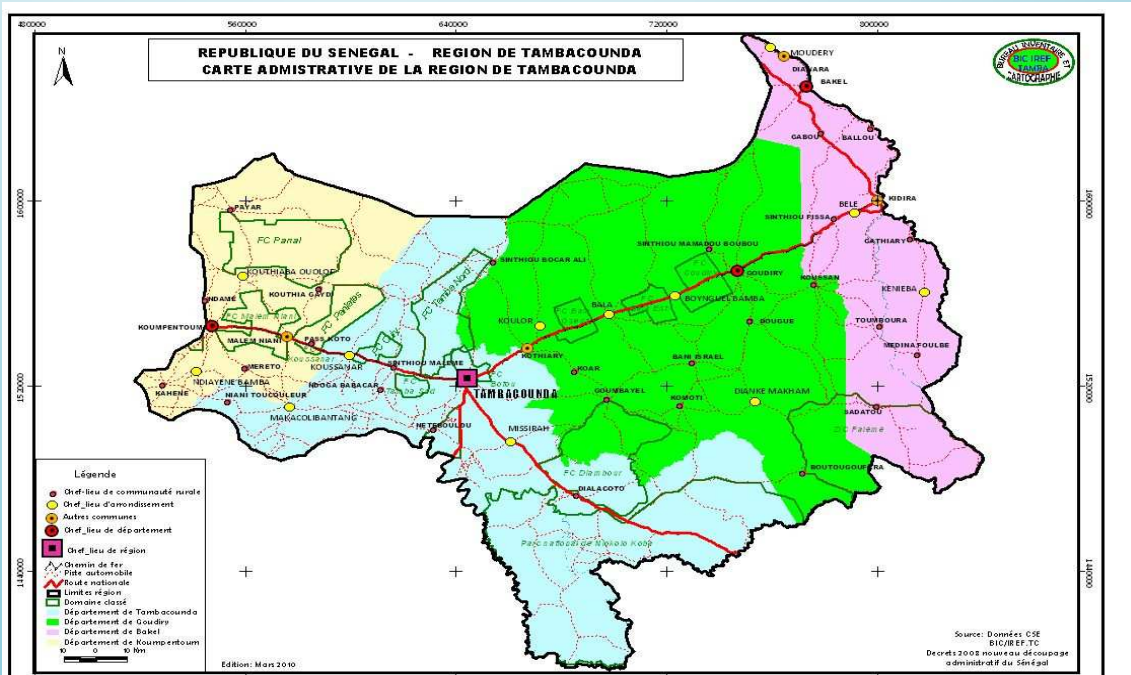
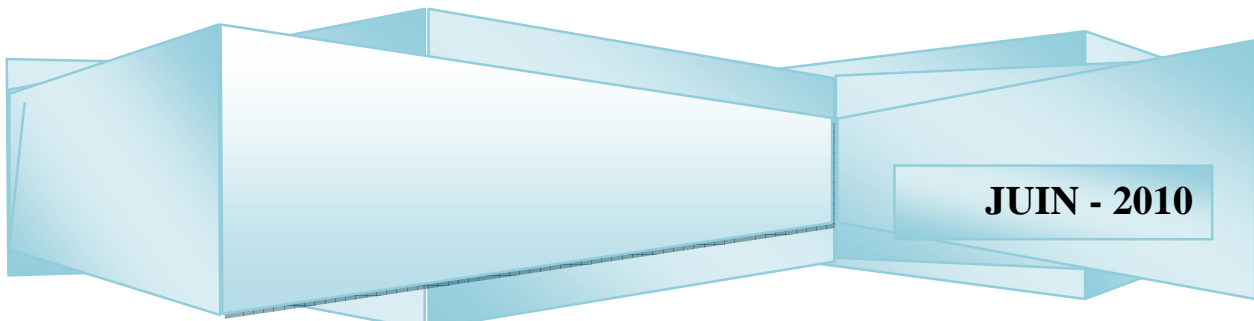


ANSD
Agence Nationale de
la Statistique et de la Démographie

**SERVICE REGIONAL DE LA STATISTIQUE ET DE LA DEMOGRAPHIE DE
TAMBACOUNDA**



**SITUATION ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA REGION DE TAMBACOUNDA -
2009**



JUIN - 2010

COMITE DE REDACTION

Président :	Babakar FALL , Directeur Général ANSD
Vice Président :	Mamadou Falou MBENGUE , Directeur Général Adjoint ANSD
Coordonnateur Général :	Mamadou DIENG , Conseiller à l'Action régionale
Rédacteurs :	Samba Gallo BA , Chef de Service Régional Awa Mady KABA , Adjoint Chef de Service Régional
Assistance technique :	Hamidou BA Conseiller technique du DG Mamadou DIENG Conseiller à l'action régionale
Personnel d'Appui :	Mouhadji DAFF , Informaticien Nafissatou LY , Assistante Cheikh Amala CISSOKHO , Chauffeur Mamadou DANDIOGO , Gardien

Service Régional de la Statistique et de la Démographie de Tambacounda
Quartier – Liberté. – Téléphone / fax : (221) 33 981 11 82 / 33 981 00 44
Site Internet : www.ansd.sn

BIBLIOGRAPHIE

- ❖ Rapport régional 2009 de l'Inspection Régionale des eaux et Forêts de Tambacounda
- ❖ Evaluation de la GOANA an1-2009/2010, DRDR
- ❖ Rapports de Commercialisation de l'arachide
- ❖ Rapport du Service régional des Pêches de Tambacounda
- ❖ Rapport de l'Inspection régionale des Services vétérinaires
- ❖ Rapport du Service régional de l'hygiène
- ❖ Rapports d'activités des Postes de Santé de la région, Région Médicale
- ❖ Situation Economique et Sociale de la région de Tambacounda, Editions de 2000 à 2008 du Service régional de la Statistique et de la Démographie.
- ❖ Projections démographiques de la Population du SENEGAL, ANSD
- ❖ Rapport de l'Inspecteur d'Académie de Tambacounda
- ❖ Rapport service régional du Tourisme
- ❖ Rapport Direction régionale de la Poste
- ❖ Rapport du Sous-Groupement des Sapeurs Pompiers de Tambacounda
- ❖ Rapport SDE Tambacounda
- ❖ Statistiques des maisons d'arrêt et de correction de Tambacounda et Kédougou

LISTE DES TABLEAUX

TABLEAU N° 1 :	REPARTITION DE LA POPULATION DE LA REGION DE TAMBACOUNDA PAR DEPARTEMENT EN 2009	15
TABLEAU N° 2 :	SUPERFICIE ET DENSITE DE LA REGION DE TAMBACOUNDA	17
TABLEAU N° 3 :	EFFECTIFS DU DIPE EN 2009 SELON LE STATUT	20
TABLEAU N° 4 :	STRUCTURES DU DIPE EN 2009 SELON LE STATUT	21
TABLEAU N° 5 :	STRUCTURES DU DIPE EN 2009 SELON LE TYPE	21
TABLEAU N° 6 :	PERSONNELS DU DIPE EN 2009 SELON LE STATUT	21
TABLEAU N° 7 :	EFFECTIFS DE L'ÉLEMENTAIRE EN 2009 SELON LE STATUT	22
TABLEAU N° 8 :	STRUCTURES DE L'ÉLEMENTAIRE EN 2009 SELON LE STATUT	22
TABLEAU N° 9 :	PERSONNELS DE L'ÉLEMENTAIRE EN 2009	23
TABLEAU N° 10 :	EFFECTIFS DU MOYEN EN 2009 SELON LE STATUT	23
TABLEAU N° 11 :	EFFECTIFS DU SECONDAIRE GENERAL EN 2009 SELON LE STATUT	24
TABLEAU N° 12 :	STRUCTURES DU MOYEN SECONDAIRE GENERAL EN 2009 SELON LE CYCLE	24
TABLEAU N° 13 :	PERSONNELS DU PUBLIC DU MOYEN SECONDAIRE GENERAL EN 2009 SELON LE CYCLE	25
TABLEAU N° 14 :	PERSONNELS DU PUBLIC DU MOYEN SECONDAIRE GENERAL EN 2009 SELON LE STATUT	25
TABLEAU N° 15 :	EFFECTIFS DE L'ETFP EN 2009 SELON LE STATUT	26
TABLEAU N° 16 :	STRUCTURES DE L'ETFP EN 2009 SELON LE STATUT	26
TABLEAU N° 17 :	ENSEIGNANTS DE L'ETFP EN 2009 SELON LE STATUT	27
TABLEAU N° 18 :	EFFECTIFS DU NON FORMEL EN 2009 SELON LE STATUT	27
TABLEAU N° 19 :	RAPPEL DU PLAN STRATEGIQUE A MOYEN TERME ET DES CIBLES DU CDSMT	28
TABLEAU N° 20 :	RESULTATS ATTEINTS EN 2009	30
TABLEAU N° 21 :	REPARTITION DU PERSONNEL ETATIQUE SELON LE DISTRICT EN 2009	33
TABLEAU N° 22 :	REPARTITION DU PERSONNEL COMMUNAUTAIRE SELON LE DISTRICT EN 2009	34
TABLEAU N° 23 :	REPARTITION DES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES SELON LE DISTRICT 2009	34
TABLEAU N° 24 :	ACTIVITES DE CONSULTATIONS CURATIVES ET PREVENTIVES	35
TABLEAU N° 25 :	REPARTITION DES ACTIVITES DE CONSULTATIONS DANS LA REGION EN 2009	36
TABLEAU N° 26 :	REPARTITION DES ACTIVITES D'HOSPITALISATION AU NIVEAU DES PAVILLONS SELON LE DISTRICT EN 2009	39
TABLEAU N° 27 :	REPARTITION DES ACTIVITES DE CONSULTATIONS AU NIVEAU DES MATERNITES SELON LE DISTRICT EN 2009	39
TABLEAU N° 28 :	REPARTITION DES ACTIVITES DE SUIVI DES ENFANTS SELON LE DISTRICT EN 2009	40
TABLEAU N° 29 :	REPARTITION DES ACTIVITES DE SURVEILLANCE NUTRITIONNELLE ET PONDERALE SELON LE DISTRICT EN 2009	41
TABLEAU N° 30 :	SITUATION DE LA PLUVIOMETRIE EN 2009	43
TABLEAU N° 31 :	MISE EN PLACE DE L'ARACHIDE DANS LA REGION DE TAMBACOUNDA	44
TABLEAU N° 32 :	SITUATION DU MATERIEL AGRICOLE DE 2004	46
TABLEAU N° 33 :	POINTS DE COLLECTE PROGRAMMES ET EXECUTES	48
TABLEAU N° 34 :	MOUVEMENTS DES DIFFERENTS TONNAGES REPERTORIES A LA DATE DU 22 MARS 2010	49
TABLEAU N° 35 :	COMMERCIALISATION DU COTON GRAINE AU 22 MARS 2010	50
TABLEAU N° 36 :	SITUATION PROGRAMME EQUIPEMENT EN MONDE RURAL 22/03/2010	54
TABLEAU N° 37 :	RECAPITULATION ANNUELLE DES PRODUCTIONS REGIONALES PAR SPECULATION: TAMBACOUNDA	55
TABLEAU N° 38 :	RECAPITULATION ANNUELLE DES PRODUCTIONS REGIONALES PAR SPECULATION: TAMBACOUNDA	56
TABLEAU N° 39 :	RESULTATS DEFINITIFS DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2009/2010	57
TABLEAU N° 40 :	REPARTITION DES EFFECTIFS DU CHEPTEL PAR ESPECES ET PAR DEPARTEMENT EN 2009	58
TABLEAU N° 41 :	CAMPAGNE DE VACCINATION DANS LE DEPARTEMENT DE BAKEL	59
TABLEAU N° 42 :	AUTRES VACCINATIONS DANS LES POSTES VETERINAIRES	59
TABLEAU N° 43 :	MOYENS MIS EN ŒUVRE	60
TABLEAU N° 44 :	LES PETITS RUMINANTS	60
TABLEAU N° 45 :	LES EQUINS	60
TABLEAU N° 46 :	LA VOLAILLE	61
TABLEAU N° 47 :	SYNTHESE DES RESULTATS DE LA REGION	61
TABLEAU N° 48 :	RECENSEMENT DES METIS	62
TABLEAU N° 49 :	DOMAINE CLASSE	64
TABLEAU N° 50 :	ZONES AMODIEES	65
TABLEAU N° 51 :	EXECUTION DE L'EXPLOITATION DU CHARBON DE BOIS CONTRACTUALISE	67
TABLEAU N° 52 :	EXECUTION DE L'EXPLOITATION DU CHARBON DE BOIS CONTRACTUALISE PAR LES PRODUCTEURS LOCAUX	67
TABLEAU N° 53 :	EXECUTION DE L'EXPLOITATION DU CHARBON DE BOIS DE RESERVE	67
TABLEAU N° 54 :	CIRCULATION DU CHARBON DE BOIS, DU BOIS DE CHAUFFE ET DU BOIS D'ARTISANAT A PARTIR DES ZONES DE PRODUCTION	68
TABLEAU N° 55 :	RECAPITULATION SUR LE BOIS D'ARTISANAT A USAGE DE SCULPTURE	69
TABLEAU N° 56 :	BOIS D'ARTISANAT A USAGE DE MENUISERIE	69
TABLEAU N° 57 :	EXPLOITATION LOCALE DES PRODUITS FORESTIERS NON LIGNEUX	70
TABLEAU N° 58 :	COMITES DE LUTTE CONTRE LES FEUX DE BROUSSE	71
TABLEAU N° 59 :	OUVERTURE DE PARE-FEU	71
TABLEAU N° 60 :	REHABILITATION DE PARE-FEU	71
TABLEAU N° 61 :	FEUX PRECOCES	71
TABLEAU N° 62 :	FEUX DE BROUSSE	72
TABLEAU N° 63 :	PRODUCTION DE PLANTS PAR TYPE DE PEPINIERE ET PAR ESPECE	73
TABLEAU N° 64 :	ZONES AMODIEES	75
TABLEAU N° 65 :	PERMIS DE CHASSES DELIVRES	76
TABLEAU N° 66 :	RECETTES LIEES A LA CHASSE	76
TABLEAU N° 67 :	RECETTES FORESTIERES	76
TABLEAU N° 68 :	LES RESSOURCES HUMAINES	83
TABLEAU N° 69 :	MISE A LA DISPOSITION DANS D'AUTRES STRUCTURES	83
TABLEAU N° 70 :	MOYENS MATERIELS	84
TABLEAU N° 71 :	VISITE DES LIEUX	85
TABLEAU N° 72 :	INSPECTIONS DES ERP	87
TABLEAU N° 73 :	EDUCATION POUR LA PROMOTION DE L'HYGIENE PUBLIQUE	88
TABLEAU N° 74 :	TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT	91
TABLEAU N° 75 :	VISITES DOMICILIAIRES	93

TABLEAU N° 76 :	TRAITEMENTS DOMICILIAIRES.....	96
TABLEAU N° 77 :	IMPREGNATIONS ET RE-IMPREGNATIONS DES MOUSTIQUAIRES ET MATERIAUX DIVERS	97
TABLEAU N° 78 :	QUANTITES DE PRODUITS.....	97
TABLEAU N° 79 :	SUIVI DES MANIPULATEURS DE DENREES ALIMENTAIRES	98
TABLEAU N° 80 :	ACTIVITES DE BUREAU DE CONSTRUCTION	98
TABLEAU N° 81 :	BILAN GENERAL DES INTERVENTIONS EN 2009	100
TABLEAU N° 82 :	SORTIES DE SECOURS PAR NATURE DE L'INTERVENTION	101
TABLEAU N° 83 :	REPARTITION DES MOYENS D'APPEL UTILISES PAR NATURE DE L'INTERVENTION	102
TABLEAU N° 84 :	INTERVENTION PAR NATURE DU RISQUE	103
TABLEAU N° 85 :	INCENDIES PAR MATERIALIZATION DES FAITS	103
TABLEAU N° 86 :	REPARTITION DES ASSISTANCES AUX ACCIDENTS	105
TABLEAU N° 87 :	REPARTITION DES ACCIDENTS SUR LA VOIE PUBLIQUE	106
TABLEAU N° 88 :	REPARTITION DES ASSISTANCES AUX MALADES PAR NATURE	107
TABLEAU N° 89 :	REPARTITION DES ASSISTANCES AUX PERSONNES EN DANGER	107
TABLEAU N° 90 :	REPARTITION DES ASSISTANCES AUX ASPHYXIÉS	108
TABLEAU N° 91 :	REPARTITION DES CORPS SANS VIE	108
TABLEAU N° 92 :	NOMBRE D'INTERVENTIONS PAR NATURE ET PAR DUREE	109
TABLEAU N° 93 :	NOMBRE D'INTERVENTIONS PAR NATURE ET PAR TRANCHE HORAIRE.....	110
TABLEAU N° 94 :	REPARTITION DES BUREAUX DE POSTE PAR DEPARTEMENT - ANNEE: 2009	112
TABLEAU N° 95 :	REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE DANS LE DEPARTEMENT DE TAMBACOUNDA: 2009	113
TABLEAU N° 96 :	REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE DANS LE DEPARTEMENT DE BAKEL/ ANNEE: 2009	114
TABLEAU N° 97 :	REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE DANS LE DEPARTEMENT DE GOUDIRY	114
TABLEAU N° 98 :	REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE DANS LE DEPARTEMENT DE KOUMPEMTOUM.....	115
TABLEAU N° 99 :	REPARTITION DES MANDATS SELON LA NATURE ET LE DEPARTEMENT - ANNEE : 2009	115
TABLEAU N° 100 :	REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE- ANNEE : 2009	116
TABLEAU N° 101 :	REPARTITION DU VOLUME DE COURRIER POSTAL PAR BUREAU DE POSTE EN 2009	117
TABLEAU N° 102 :	ETAT DE FONCTIONNEMENT DES INFRASTRUCTURES DANS LES DIFFERENTES LOCALITES EN 2009	120
TABLEAU N° 103 :	EVOLUTION DES ABONNES	123
TABLEAU N° 104 :	EVOLUTION DE LA PRODUCTION D'EAU EN M3	124
TABLEAU N° 105 :	EVOLUTION DE LA CONSOMMATION (VENTE) D'EAU EN M3.....	124
TABLEAU N° 106 :	COMPOSITION DE LA POPULATION CARCERALE SELON L'INFRACTION M.A.C.DE TAMBACOUNDA/ANNEE 2009.....	127
TABLEAU N° 107 :	COMPOSITION DE LA POPULATION CARCERALE SENEGALAISE DE LA M.A.C. DE TAMBA PAR MOIS POUR L'ANNEE 2009	128
TABLEAU N° 108 :	COMPOSITION DE LA POPULATION CARCERALE ETRANGERE DE LA M.A.C. DE TAMBA PAR MOIS POUR L'ANNEE 2009.....	128
TABLEAU N° 109 :	RECAPITULATIF DE LA POPULATION CARCERALE M.A.C. DE TAMBACOUNDA/2009	129
TABLEAU N° 110 :	REPARTITION DE LA POPULATION DE LA REGION DE TAMBACOUNDA PAR ARRONDISSEMENT EN 2008 ET 2009	136

LISTE DES GRAPHIQUES

GRAPHIQUE N° 1.	REPARTITION DE LA POPULATION DE TAMBACOUNDA PAR DEPARTEMENT.....	16
GRAPHIQUE N° 2.	REPARTITION DE LA POPULATION DE LA REGION DE TAMBACOUNDA SELON LE MILIEU DE RESIDENCE EN 2009	16
GRAPHIQUE N° 3.	REPARTITION DE LA POPULATION URBAINE DE LA REGION DE TAMBACOUNDA PAR COMMUNE.....	17
GRAPHIQUE N° 4.	EVOLUTION DE LA POPULATION DE LA REGION DE TAMBACOUNDA SELON LE DEPARTEMENT DE RESIDENCE ENTRE 2008/2009.....	18
GRAPHIQUE N° 5.	EVOLUTION DE LA POPULATION DE LA REGION DE TAMBACOUNDA SELON L'ARRONDISSEMENT DE RESIDENCE ENTRE 2008/2009	18
GRAPHIQUE N° 6.	REPARTITION TOTALE DES CONSULTANTS PAR DISTRICT	37
GRAPHIQUE N° 7.	POURCENTAGE DE LA REPARTITION TOTALE DE CONSULTANTS NOUVEAU CAS SELON L'AGE.....	37
GRAPHIQUE N° 8.	REPARTITION TOTALE DES ACTIVITES DE CONSULTATIONS PAR DISTRICT DE LA REGION	37
GRAPHIQUE N° 9.	POURCENTAGE DE LA REPARTITION TOTALE DES ACTIVITES DE CONSULTATIONS DE LA REGION DE TAMBACOUNDA SELON L'AGE ..	38
GRAPHIQUE N° 10.	SITUATION DU FINANCEMENT TOTAL INJECTE (FCFA) ET SA REPARTITION PAR DEPARTEMENT A LA DATE DU 22 MARS 2010	48
GRAPHIQUE N° 11.	REPRESENTATION GRAPHIQUE DES QUANTITES D'ARACHIDE ACHETEES, EVACUEES ET DES STOCKES A LA DATE 22 MARS 2010 (TONNES)	49
GRAPHIQUE N° 12.	EVOLUTION DE LA CONSOMMATION (VENTE) D'EAU EN M3 ENTRE 2002 ET 2009	125

SOMMAIRE

AVANT PROPOS	10
PRESENTATION DE LA REGION DE TAMBACOUNDA	12
A. LE RELIEF.....	12
B. LA PLUVIOMETRIE	12
C. LES TEMPERATURES	12
D. LES VENTS	13
E. LES SOLS	13
F. LA VEGETATION	13
G. LA FAUNE.....	14
H. LE RESEAU HYDROGRAPHIQUE	14
CHAPITRE I. DEMOGRAPHIE	15
INTRODUCTION	15
I.1 ETAT ET STRUCTURE DE LA POPULATION DE LA REGION DE TAMBACOUNDA	15
I.1.1 ETAT DE LA POPULATION	15
I.1.2 STRUCTURE PAR AGE ET SEXE.....	18
I.2 REPARTITION SPATIALE DE LA REGION DE TAMBACOUNDA.....	18
CONCLUSION	19
CHAPITRE II. EDUCATION	20
INTRODUCTION	20
II.2 ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE	22
II.3 ENSEIGNEMENT MOYEN SECONDAIRE GENERAL	23
II.4 ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL	24
II.5 L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL	25
II.5.1 PRESENTATION DU PROGRAMME ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE	25
II.5.1 PRESENTATION DU PROGRAMME EDUCATION NON FORMELLE	27
II.6 RAPPEL DU PLAN STRATEGIQUE SECTORIEL A MOYEN TERME, DES CIBLES DU CDSMT ET DU PTA OU POBA	27
II.7 LES INDICATEURS EN 2009	30
CHAPITRE III. SANTE	33
INTRODUCTION	33
III.1 REPARTITION DU PERSONNEL ETATIQUE SELON LE DISTRICT EN 2009.....	33
III.2 REPARTITION DU PERSONNEL COMMUNAUTAIRE SELON LE DISTRICT EN 2009	34
III.3 REPARTITION DES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES SELON LE DISTRICT EN 2009	34
III.4 ACTIVITES DE CONSULTATIONS CURATIVES ET PREVENTIVES.....	35
III.5 REPARTITION DES ACTIVITES DE CONSULTATIONS DANS LA REGION EN 2009.....	36
III.6 REPARTITION DES ACTIVITES D'HOSPITALISATION AU NIVEAU DES PAVILLONS SELON LE DISTRICT EN 2009	39
ACTIVITES PREVENTIVES.....	39
III.7 REPARTITION DES ACTIVITES DE CONSULTATIONS AU NIVEAU DES MATERNITES SELON LE DISTRICT EN 2009.....	39
III.8 REPARTITION DES ACTIVITES DE SUIVI DES ENFANTS SELON LE DISTRICT EN 2009	40
III.1 REPARTITION DES ACTIVITES DE SURVEILLANCE NUTRITIONNELLE ET PONDERALE SELON LE DISTRICT EN 2009.....	41
CONCLUSION	41
CHAPITRE IV. AGRICULTURE	42
LA SITUATION DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2009_2010 (GOANA II)	42
INTRODUCTION	42
IV.1 LA PLUVIOMETRIE	42
IV.2 LA SITUATION PHYTOSANITAIRE	43
IV.3 LA SITUATION DES INONDATIONS.....	44
IV.4 LA MISE EN PLACE DES INTRANTS	44
IV.4-1 LA MISE EN PLACE DES SEMENCES.....	44
IV.4-1-1 LES SEMENCES D'ARACHIDE.....	44

IV.4-2	LA MISE EN PLACE DES SEMENCES D'ESPECES VIVRIERES	44
IV.4-3	LA MISE EN PLACE DES ENGRAIS	45
IV.5	LA SITUATION ACTUALISEE DU MATERIEL AGRICOLE.....	45
IV.6	LES RESULTATS DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2009/2010 (GOANA).....	47
	LA COMMERCIALISATION.....	47
IV.7	COMMERCIALISATION DANS LA REGION DE TAMBACOUNDA AU 26 FEVRIER 2010	47
IV.7-1	LE FINANCEMENT DE LA COMMERCIALISATION DE L'ARACHIDE A LA DATE DU 26 FEVRIER 2010	47
IV.7-2	SITUATION DE LA COMMERCIALISATION DE L'ARACHIDE A LA DATE DU 22 MARS 2010	48
IV.7-3	LES MOUVEMENTS DES QUANTITES REPERTORIEES.....	48
IV.7-4	SITUATION DE LA COLLECTE DE SEMENCES D'ARACHIDE A LA DATE DU 22 MARS 2010.....	49
IV.1	RESULTATS DU PROGRAMME NATIONAL D'AUTOSUFFISANCE EN RIZ (PNAR).....	51
	CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS	52
	CHAPITRE V. ELEVAGE	58
	INTRODUCTION	58
V.1	REPARTITION DES EFFECTIFS DU CHEPTEL PAR ESPECES ET PAR DEPARTEMENT EN 2009 (EN NOMBRE DE TETES).....	58
V.2	CAMPAGNE DE VACCINATION 2009/2010.....	58
V.3	ORGANISATION	59
V.4	RESULTATS	60
	CONTRAINTES ET RECOMMANDATIONS	62
	CONCLUSION	63
	CHAPITRE VI. EAUX ET FORETS	64
	INTRODUCTION	64
VI.1	PATRIMOINE FORESTIER DE LA REGION	64
VI.1.1	SITUATION DU DOMAINE FORESTIER.....	64
VI.2	PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT FORESTIER.....	65
VI.4	REALISATIONS DU SERVICE.....	65
VI.3.1	RAPPEL DES ACQUIS MAJEURS DE LA REGION	65
VI.3.2	BILAN DES REALISATIONS PAR COMPOSANTE THEMATIQUE.....	66
VI.3.2.1	AMENAGEMENTS FORESTIERS	66
VI.3.2.2	EXPLOITATIONS FORESTIERES	66
VI.3.2.3	PROTECTION DES FORETS	70
VI.3.3	REBOISEMENT ET CONSERVATION DES SOLS	72
	SEMENCES	72
	CONTRAINTES	74
VI.3.4	GESTION DE LA FAUNE	75
	CONCLUSION	80
	CHAPITRE VII. HYGIENE	82
	INTRODUCTION	82
VII.1	RESSOURCES.....	83
VII.1.1	RESSOURCES HUMAINES	83
VII.1.2	MISE A LA DISPOSITION DANS D'AUTRES STRUCTURES	83
VII.1.4	MOYENS MATERIELS	84
VII.2	ACTIVITES MENEES.....	84
VII.2.1	VISITE DES LIEUX.....	84
VII.2.2	INSPECTIONS DES E.R.P.....	85
VII.3	INSPECTIONS CONSTATEES.....	86
VII.3.1	VISITES DOMICILIAIRES	86
VII.3.2	INSPECTIONS DES E.R.P.....	87
VII.3.3	EDUCATION POUR LA PROMOTION DE L'HYGIENE PUBLIQUE.....	88
VII.3.4	SUIVI DE LA QUALITE DE L'EAU DE BOISSON	89
VII.3.5	TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT	91
VII.4	SUIVI DES INFRACTIONS.....	93

VII.4.1	VISITES DOMICILIAIRES	93
VII.4.2	INSPECTIONS DES E.R.P.....	93
VII.4.3	NATURE DE SAISIES.....	94
VII.1	OPERATIONS TECHNIQUES.....	96
VII.5.1	TRAITEMENTS DOMICILIAIRES	96
VII.5.2	GRANDES ENVERGURES	96
VII.5.3	IMPREGNATIONS ET REIMPREGNATIONS DES MOUSTIQUAIRES MATERIAUX DIVERS	96
VII.5.4	SUIVI DES MANIPULATEURS DE DENREES ALIMENTAIRES	97
VII.5.5	ACTIVITÉS DE BUREAU DE CONSTRUCTION.....	98
	CONCLUSION	98
	CHAPITRE VIII. ASSISTANCE DES SAPEURS POMPIERS	100
	INTRODUCTION	100
VIII.1	BILAN GENERAL DES INTERVENTIONS.....	100
VIII.2	SORTIES DE SECOURS PAR NATURE DE L'INTERVENTION : BILAN GENERAL DE L'ANNEE 2009.....	101
VIII.3	REPARTITION DES MOYENS D'APPEL.....	102
VIII.4	INTERVENTIONS PAR NATURE DU RISQUE	102
VIII.5	INCENDIES PAR MATERIALIZATION DES FAITS	103
VIII.6	REPARTITION DES ASSISTANCES AUX ACCIDENTS	105
VIII.7	REPARTITION DES ACCIDENTS SUR LAVOIE PUBLIQUE	105
VIII.8	REPARTITION DES ASSISTANCES AUX MALADES PAR NATURE	106
VIII.9	REPARTITION DES ASSISTANCES AUX PERSONNES EN DANGER.....	107
VIII.10	REPARTITION DES ASSISTANCES AUX ASPHYXIES.....	108
VIII.11	REPARTITION DES CORPS SANS VIE.....	108
VIII.12	NOMBRE D'INTERVENTIONS PAR NATURE ET PAR DUREE	108
VIII.1	NOMBRE D'INTERVENTIONS PAR NATURE ET PAR TRAN CHE HORAIRE.....	109
	CONCLUSION	111
	CHAPITRE IX. LA POSTE	112
	INTRODUCTION	112
IX.1	REPARTITION DES BUREAUX DE POSTE PAR DEPARTEMENT - ANNEE 2009.....	112
IX.2	REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE DANS LE DEPARTEMENT DE TAMBACOUNDA/ ANNEE 2009	113
IX.3	REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE DANS LE DEPARTEMENT DE BAKEL : 2009	113
IX.4	REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE DANS LE DEPARTEMENT DE GOUDIRY.....	114
IX.5	REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE DANS LE DEPARTEMENT DE KOUMPENTOUM	114
IX.6	REPARTITION DES MANDATS SELON LA NATURE ET PAR DEPARTEMENT/ ANNEE 2009.....	115
IX.7	REPARTITION TOTALE DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE AU NIVEAU REGIONAL.....	116
IX.1	REPARTITION DU VOLUME DE COURRIER POSTAL PAR BUREAU DE POSTE EN 2009	116
	CONCLUSION	118
	CHAPITRE X. HYDRAULIQUE RURALE	119
	INTRODUCTION 119	
X.1	ETAT DE FONCTIONNEMENT DES INFRASTRUCTURES DANS LES DIFFERENTES LOCALITES EN 2009.....	119
	CONCLUSION	119
	CHAPITRE XI. HYDRAULIQUE URBAINE	123
	INTRODUCTION	123
XI.1	EVOLUTION DES ABONNES	123
XI.2	EVOLUTION DE LA PRODUCTION D'EAU EN M3	123
XI.1	EVOLUTION DE LA CONSOMMATION (VENTE) D'EAU EN M3	124
	CONCLUSION	125
	CHAPITRE XII. JUSTICE.....	126
	INTRODUCTION	126
XII.1	COMPOSITION DE LA POPULATION CARCERALE SELON L'INFRACTION A LA M.A.C DE TAMBACOUNDA EN 2009.....	126
XII.2	COMPOSITION DE LA POPULATION CARCERALE SENEGALAISE DE LA M.A.C DE TAMBACOUNDA PAR MOIS EN 2009	127
XII.3	COMPOSITION DE LA POPULATION CARCERALE ETRANGERE DE LA M.A.C DE TAMBACOUNDA PAR MOIS EN 2009.....	128

XII.1	RECAPITULATIF DE LA POPULATION CARCERALE DE LA M.A.C DE TAMBACOUNDA EN 2009	129
	CONCLUSION	129
	CHAPITRE XIII. TOURISME	130
	INTRODUCTION	130
XIII.1	LES POTENTIALITES DE LA REGION	130
XIII.2	CAPACITE D'HEBERGEMENT TOURISTIQUE	131
XIII.3	LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	131
XIII.1	LES CONTRAINTES.....	131
	CONCLUSION 132	
	CHAPITRE XIV. JEUNESSE ET SPORTS	133
	INTRODUCTION	133
XIV.1	LES INFRASTRUCTURES SOCIO-EDUCATIVES ET SPORTIVES.....	133
XIV.1.1	LES INFRASTRUCTURES SPORTIVES.....	134
XIV.1.2	LES INFRASTRUCTURES SOCIO-EDUCATIVES.....	134
	CONCLUSION	135

AVANT PROPOS

Le Gouvernement du Sénégal, avec l'appui des partenaires au développement, a engagé depuis 2004 une réforme en profondeur du Système Statistique National (SSN) pour le rendre plus performant et l'adapter aux mutations économiques, politiques et sociales en cours. Il s'agit de doter notre pays d'un système d'information statistique capable d'appuyer efficacement la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des nouvelles stratégies et politiques de développement, notamment la Stratégie de Réduction de la Pauvreté, la Stratégie de Croissance Accélérée et les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Dans ce cadre, le Sénégal a élaboré une Stratégie Nationale de Développement de la Statistique (SNDS) pour la période 2008–2013 afin que la production statistique se fasse de manière transparente et conformément aux besoins des utilisateurs et aux normes de qualité retenues au niveau mondial. Cette stratégie élaborée selon une démarche participative et transparente a été validée le 25 juin 2007. Elle a permis, non seulement de diagnostiquer l'ensemble du Système Statistique National pour en identifier toutes les insuffisances à corriger et les acquis à conserver, mais également et surtout, de s'accorder sur une vision et un plan d'actions à mettre en œuvre pour permettre au SSN de se hisser au niveau des plus performants du monde.

Depuis la mutation institutionnelle de l'ex Direction de la Prévision et de la Statistique (DPS) en Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie (ANSD) et Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE), intervenue en 2006, les autorités de l'Agence ont très tôt compris la nécessité de renforcer les Services Régionaux de la Statistique et de la Démographie (SRSD), en moyens humains et matériels. Cela, pour matérialiser leur ambition de tendre vers une décentralisation plus poussée des activités opérationnelles de l'Agence ; le siège s'occupant des activités d'impulsion, de conception, de coordination, d'harmonisation des concepts, définitions et méthodes, de contrôle et de suivi-évaluation pour l'ensemble du Système Statistique National.

Les Situations Economiques et Sociales (SES) régionales, réalisées chaque année par les SRSD pour l'année N-1, figurent en bonne place parmi les produits phares de l'ANSD. Elles constituent d'importants instruments de planification du développement économique et social régional et outils d'aide à la décision aux niveaux régional et local. L'exercice d'analyse de la conjoncture qu'elles constituent n'a évidemment pas pour ambition l'exhaustivité, encore moins l'exactitude,

mais il veut présenter de manière synthétique les modes de fonctionnement essentiels de l'économie régionale.

Les SES seront complétées par les rapports régionaux des nombreuses enquêtes et autres recensements que l'ANSD est en train de préparer et qui seront davantage décentralisées pour permettre de mieux satisfaire les besoins en informations statistiques des acteurs et décideurs locaux. La présente édition, comme celles qui l'ont précédée, essaie d'embrasser la quasi-totalité des secteurs de l'activité économique et sociale de la région. Elle met surtout en relief l'information quantitative et tente, par des analyses sommaires, de décrire la situation de chaque secteur d'activité au niveau régional. Que les responsables des services techniques de la région trouvent ici l'expression de nos vifs remerciements pour leur collaboration sans faille et la qualité de leurs informations. Tout le mérite de ce document leur revient et les imperfections sont à inscrire au passif des rédacteurs.

Les remarques et suggestions en vue d'améliorer le document sont les bienvenues.

Babakar FALL
Directeur Général
Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie

PRESENTATION DE LA REGION DE TAMBACOUNDA

La nouvelle région de Tambacounda est née de la scission de l'ancienne région de Tambacounda en 2008. Elle a été créée par la loi 2008-14 du 18 mars 2008 modifiant la loi 72-02 du 1er Février 1972 relative à l'organisation de l'Administration Territoriale et Locale. La nouvelle région couvre une superficie 42 706 km². Sa population est estimée à 630 247 habitants en 2009, soit une densité de 15hbs au km². Suite au nouveau découpage, certains villages ont été rattachés à d'autres communautés rurales. La région de Tambacounda compte 4 départements, 8 communes, 12 arrondissements, 38 communautés rurales.

Les 12 arrondissements sont répartis comme suit :

Département de BAKEL	:	3 arrondissements
Département de GOUDIRY	:	4 arrondissements
Département de KOUMPENTOUM	:	2 arrondissements
Département de TAMBACOUNDA	:	3 arrondissements

La région est limitée : au Nord par la République Islamique de Mauritanie et les régions de Louga et de Matam, au Sud par la région de Kédougou, à l'Est par la République du Mali et la République Islamique de Mauritanie, à l'Ouest par la République de Gambie et les régions de Kolda et de Kaffrine.

A. Le Relief

Dans l'ensemble, la région est caractérisée par un relief plat entrecoupée par de légères dépressions. Ces dépressions sont des vallées fossiles du système du fleuve du Sandougou, du Mayel diby et de quelques mares, entre autres.

B. La pluviométrie

La région de Tambacounda se situe entre les isohyètes 450 et 1 200 mm ; elle figure parmi les régions les plus pluvieuses du pays. Cependant cette pluviométrie varie dans le temps et dans l'espace : les mois d'Août et Septembre sont les plus pluvieux, la saison des pluies dure 4 à 5 mois et son installation s'effectue de manière échelonnée du Sud au Nord. La quantité d'eau et le nombre de jours de pluie sont décroissants du Sud au Nord

C. Les températures

On distingue deux grandes périodes de régime thermique. La période de basses températures, allant de Juillet à février avec plus de fraîcheur aux mois de décembre et de Janvier et la période de hautes températures se situant entre mars et juin.

D. Les vents

Sous l'effet de l'anticyclone des Açores, la région est soumise aux types de vents que sont les alizés maritimes de secteur Nord, les alizés continentaux de direction Nord-Est, l'harmattan du secteur Est avec de l'air chaud et sec et la mousson avec de l'air chaud et humide. Entre janvier et juin la vitesse des vents observée à Tambacounda est supérieure à 2 m/s.

E. Les sols

On distingue différents types de sols :

1. Les sols peu évolués que sont:
 - a. Les sols peu évolués d'érosion : qui doivent leur jeunesse essentiellement à l'érosion qui intervient en relation avec la pente.
 - Lithosols formés sur roche dure ;
 - Rigosols, formés sur roche tendre ;
 - b. Les sols peu évolués d'apport : formés par renouvellement de matériaux.
2. Les sols ferrugineux tropicaux :
 - a. Les sols ferrugineux tropicaux peu lessivés : caractérisés par des horizons colorés de façon vive et homogène. Ce sont des terres à mil et arachide ;
 - b. Les sols ferrugineux tropicaux lessivés : formés sur matériaux divers.
3. Les sols hydro morphes :
 - a. Les sols hydro morphes formés sur matériaux alluvial
 - b. Les sols hydro morphes formés sur matériaux sableux
 - c. Les sols hydro morphes formés sur matériaux gravillonnaires

F. La Végétation

Elle est abondante et variée compte tenu des conditions écologiques favorables à son développement et de la diversité des écosystèmes. Suivant le domaine phytogéographique et la strate, on relève la prédominance de certaines espèces.

Pour la strate arborée, les combrétacées dominent dans le domaine soudano – sahélien, alors que dans le domaine soudano-guinéen le peuplement est plus composite avec au moins huit (8) espèces dominantes et on y note la présence de formations azonales d'essences mono

spécifiques, constituées de bambousaie, ronneraie et de raphieraie. Le tapis herbacé est dominé dans les deux domaines par les grandes andropogonnées annuelles.

G. La Faune

La région de Tambacounda constitue le dernier bastion de la faune du Sénégal. En effet, la région renferme une faune riche et variée. On y trouve des oiseaux, des mammifères, des batraciens, des amphibiens, des reptiles, des insectes, etc.

On y rencontre également les espèces soudaniennes, comme l'hippopotame, et les espèces sahéennes (Gazelle). L'existence de cette faune est la conséquence d'un habitat bien conservé par endroits, avec des conditions de sécurité pour la survie des espèces. C'est la présence de cette faune qui favorise le développement du tourisme cynégétique.

H. Le Réseau Hydrographique

La région de Tambacounda est arrosée par un réseau hydrographique très important constitué par le fleuve Sénégal, la Falémé, le fleuve Gambie ainsi que plusieurs affluents et marigots qui drainent chaque année environ 30 milliards de m³ d'eau.

CHAPITRE I. DEMOGRAPHIE

INTRODUCTION

Suite au nouveau découpage et à de nouvelles créations de départements, d'arrondissements, de communautés rurales ainsi que du rattachement de certains villages à d'autres communautés rurales, l'Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie a dû procéder aux ajustements nécessaires dans la perspective de l'élaboration du répertoire des localités. Cependant, compte tenu de l'inexistence de données concernant les superficies et les structures de population des nouvelles entités administratives, certaines analyses ne s'auraient être faites en 2009.

I.1 ETAT ET STRUCTURE DE LA POPULATION DE LA REGION DE TAMBACOUNDA

I.1.1 ETAT DE LA POPULATION

En 2009, la population de la région de Tambacounda est estimée à 630 248 habitants. Cette population est répartie comme suit :

Tableau N° 1 : Répartition de la population de la région de Tambacounda par département en 2009

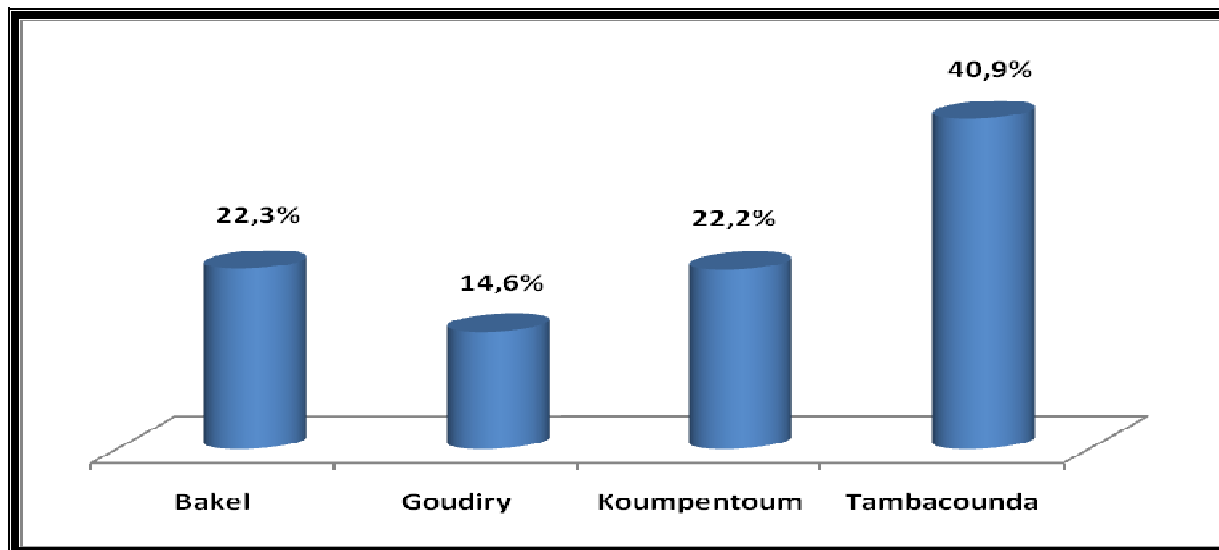
Département	Effectif	%
Bakel	140 836	22,3%
Goudiry	91 709	14,6%
Koumpentoum	139 863	22,2%
Tambacounda	257 840	40,9%
Total	630 248	100,0%

Source : Projections démographiques à partir des résultats du RGPH3 / ANSD

La population régionale est inégalement répartie avec une forte concentration (41% de la population) dans le département de Tambacounda qui est ainsi le plus peuplé.

Le département de Goudiry est le moins peuplé (15%), tandis que ceux de Bakel et de Koumpentoum ont presque le même poids démographique (22%).

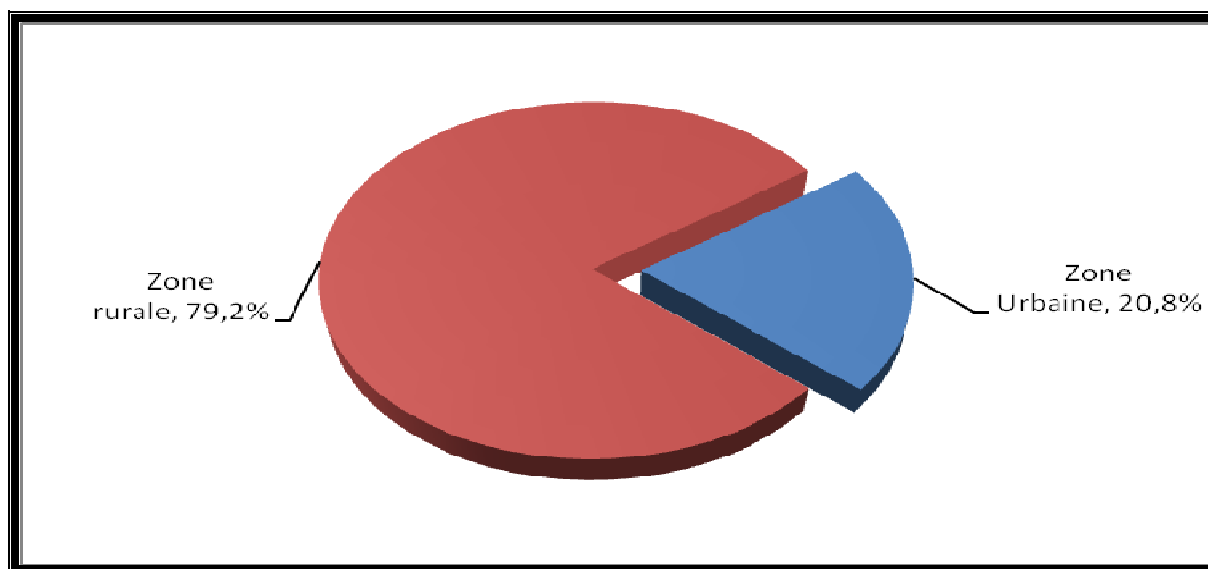
Graphique N° 1. Répartition de la population de Tambacounda par département



Source : Projections démographiques à partir des résultats du RGPH3 / ANSD

Dans la région de Tambacounda, les arrondissements les plus peuplés, de plus de 60 000 habitants, sont : Bamba Thialene (70 096 habitants, Missirah (66 641 habitants), Makacoulibantang (64 470 habitants), Moudery (62 559 habitants). Les arrondissements les moins peuplés sont : Koulor (15 371 habitants), Bala (15 608 habitants), Kéniéba (19 726 habitants).et Dianké Makhan (19 963 habitants).

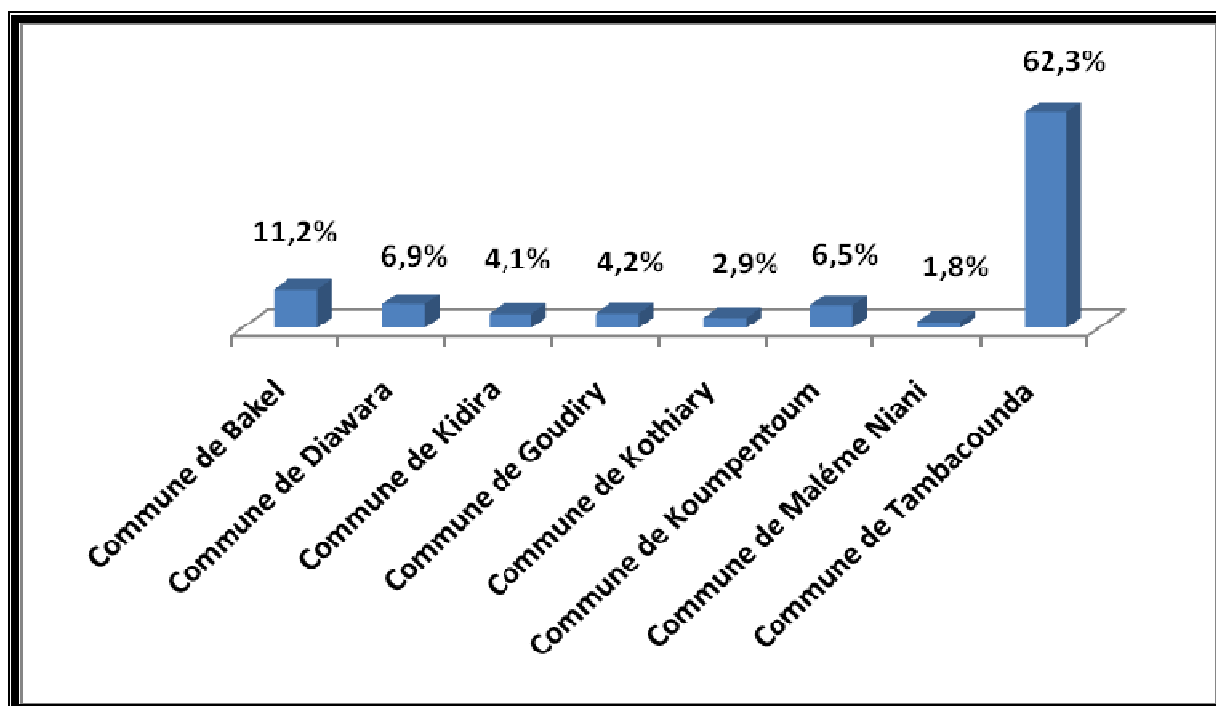
Graphique N° 2. Répartition de la population de la région de Tambacounda selon le milieu de résidence en 2009



Source : Projections démographiques à partir des résultats du RGPH3 / ANSD

Le milieu rural abrite plus de 79% (498 991 habitants) de la population régionale. Quant à la population urbaine (131 256 habitants), elle se répartit entre les huit (8) communes que compte la région. C'est la commune de Tambacounda, avec 62% de la population, qui est la plus peuplée, suivie de Bakel (11%).

Graphique N° 3. Répartition de la population urbaine de la région de Tambacounda par commune



Source : Projections démographiques à partir des résultats du RGPH3 / ANSD

Du fait de sa très grande superficie et de sa faible population de la région de Tambacounda, la densité de la population est relativement faible, 15 habitants au km² ;

Tableau N° 2 : Superficie et densité de la région de Tambacounda

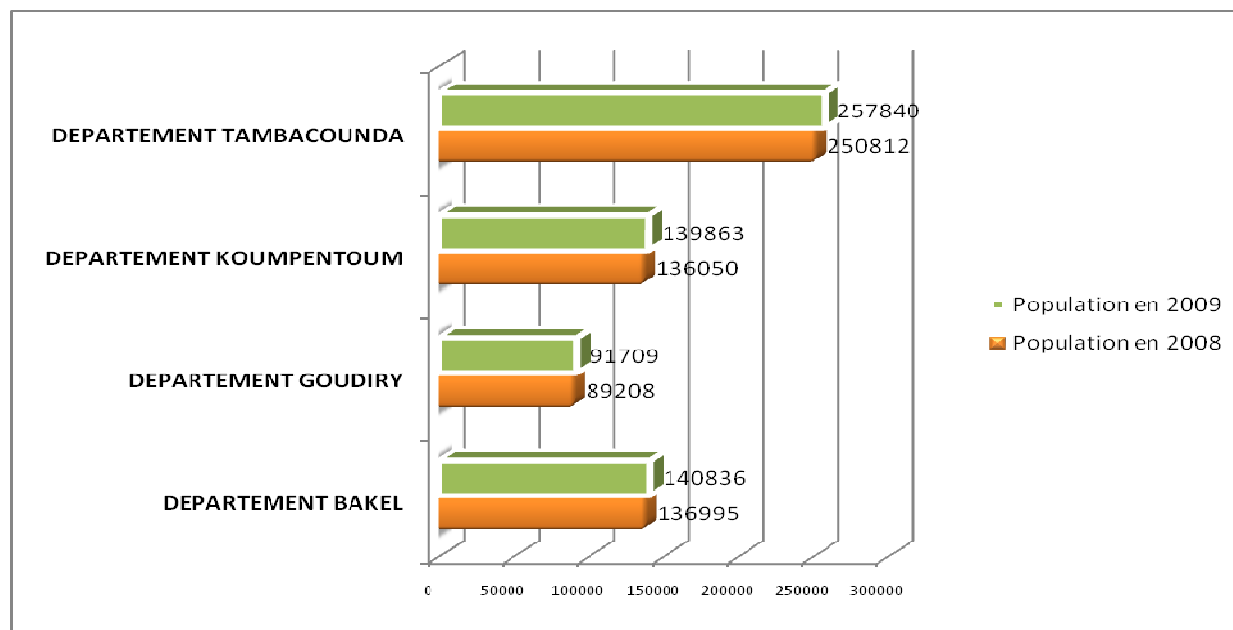
SUPERFICIE Km2	POPULATION 2009	DENSITE hbt/Km2
42 706	630 247	15 hbts/km2

Source : Projections démographiques à partir des résultats du RGPH3 / ANSD

I.1.2 STRUCTURE PAR AGE ET SEXE

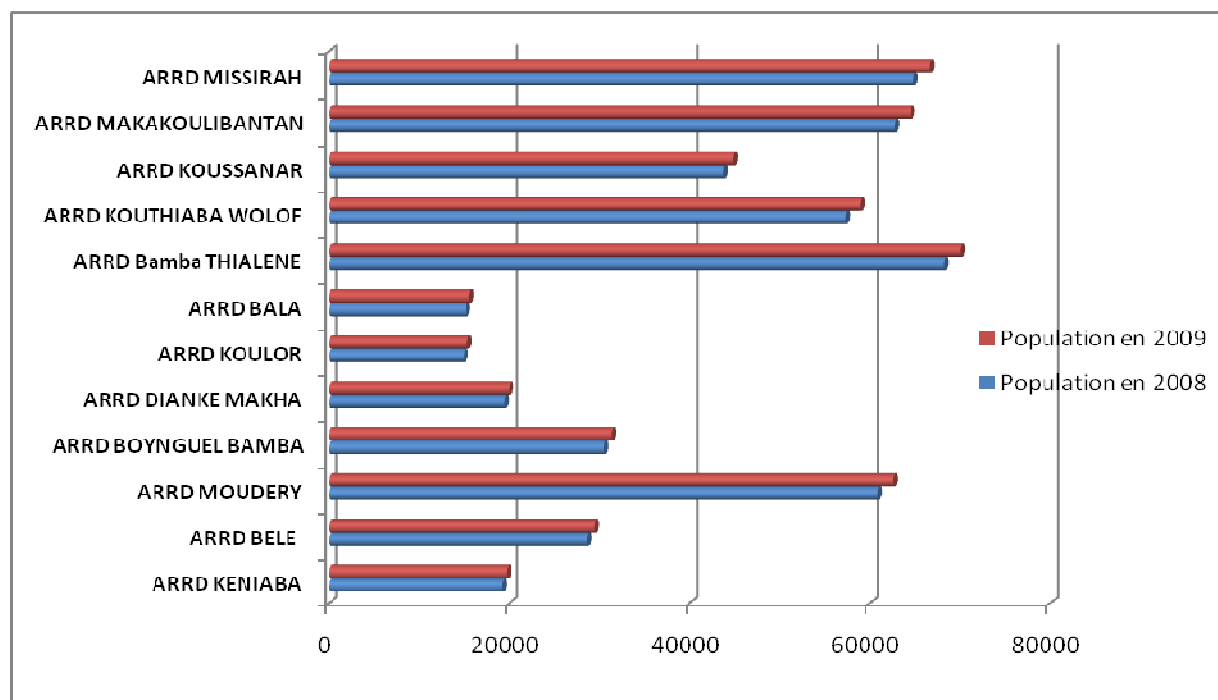
I.2 REPARTITION SPATIALE DE LA REGION DE TAMBACOUNDA

Graphique N° 4. Evolution de la population de la région de Tambacounda selon le département de résidence entre 2008/2009



Source : SRSD de Tamba à partir des projections de la population de la région de 2002 à 2012, ANSD

Graphique N° 5. Evolution de la population de la région de Tambacounda selon l'arrondissement de résidence entre 2008/2009



Source : SRSD de Tamba à partir des projections de la population de la région de 2002 à 2012, ANSD

CONCLUSION

La population de la région de Tambacounda est jeune. Elle est aussi essentiellement rurale, malgré une légère amorce d'urbanisation. Les taux d'urbanisation demeurent encore très faibles. Cette tendance se poursuivra certainement avec le désenclavement de certaines localités et la mise en œuvre de grands projets structurants.

La population est inégalement répartie, certains arrondissements ont un poids démographique très faible par rapport à l'étendue des superficies, par conséquent un habitat dispersé et des densités encore faibles.

CHAPITRE II. EDUCATION

INTRODUCTION

L'importance de l'éducation et de la formation dans la marche vers le développement n'est plus à démontrer. Notre pays consacre une part très importante de son budget au secteur de l'éducation. Dans la région de Tambacounda beaucoup d'efforts ont été consentis pour un bon maillage de la carte scolaire. On peut également signaler les résultats notables obtenus en matière d'achèvement du cycle élémentaire ainsi que d'accès et de durée des jeunes filles à l'école.

II.1. LA PETITE ENFANCE

En 2009, les effectifs de la petite enfance s'établissent à 8 392 enfants, répartis entre le public, le privé et le communautaire. Les effectifs, dans le département de Bakel se chiffrent à 5 009 enfants, soit 59,7% de l'ensemble des enfants inscrits dans les 3 départements de l'ancienne région de Tambacounda. Les chiffres consignés dans le tableau indiquent qu'il y a plus de filles que garçons dans les établissements privés et les établissements communautaires pour l'ensemble des élèves inscrits au niveau de la petite enfance.

Tableau N° 3 : **Effectifs du DIPE en 2009 selon le statut**

Zone	Public			Privé			Communautaire			Total
	G	F	T	G	F	T	G	F	T	
IDEN de Bakel	248	240	488	53	55	108	565	547	1 112	1 708
IDEN de KDG	393	329	722	0	0	0	479	474	953	1 675
IDEN de TBA	439	450	889	511	607	1 118	1 427	1 575	3 002	5 009
Région de TBA	1 080	1 019	2 099	564	662	1 226	2 471	2 596	5 067	8 392

❖ Structures

L'ancienne région de Tambacounda compte 114 établissements en 2009. Parmi ceux-ci, 72 ont été érigés dans le département de Tambacounda, 22, dans le département de Kédougou et 20 dans le département de Bakel.

La case des Tout Petits, les écoles maternelles, et les garderies d'enfants constituaient les différentes structures ayant accueilli la petite enfance en 2009.

Tableau N° 4 : Structures du DIPE en 2009 selon le statut

Zone	Public	Privé	Communautaire	Total
IDEN de BKL	5	2	13	20
IDEN de KDG	8	0	14	22
IDEN de TBA	22	11	39	72
Région de TBA	35	13	66	114

Tableau N° 5 : Structures du DIPE en 2009 selon le Type

Zone	Case Communautaire	Case des Tout-petits	Ecole Maternelle	Garderie	Total
IDEN de BKL		14	4	2	20
IDEN de KDG		14	8	0	22
IDEN de TBA		32	24	16	72
Région de TBA		60	36	18	114

❖ Personnels

Le personnel de l'Éducation qui travaille dans la petite enfance est composé de Fonctionnaires, de Maîtres contractuels, de Volontaires et de Vacataires de l'Éducation et d'animateurs. Au total, 285 agents étaient répartis entre les 3 IDEN de l'ancienne région de Tambacounda.

Tableau N° 6 : Personnels du DIPE en 2009 selon le statut

Zone	Fonctionnaires			MC			VE			Animateurs			Auxiliaires			Total
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	H	F	T	
IDEN de BKL	0	1	1	1	13	14	14	18	32	2	0	2				49
IDEN de KDG	2	4	6	7	8	15	4	8	12	13	4	17				50
IDEN de TBA	3	8	11	11	21	32	8	22	30	34	79	113				186
Région de TBA	5	13	18	19	42	61	26	48	74	49	83	132				285

II.2 ENSEIGNEMENT ELEMENTAIRE

L'Enseignement Elémentaire comptait un effectif de 111841 agents en 2009. Une partie de ce personnel travaillait dans les structures publiques et l'autre dans les structures privées.

Tableau N° 7 : Effectifs de l'élémentaire en 2009 selon le statut

Zone	Public			Privé			TOTAL
	G	F	T	G	F	Total	
IDEN de Bakel	17519	16841	34360	2024	1403	3427	37787
IDEN de KDG	13584	11419	25003	381	284	665	25668
IDEN de Tambacounda	24215	23138	47353	536	497	1033	48386
Région de Tambacounda	55318	51398	106716	2941	2184	5125	111841

❖ Structures

Dans l'Elémentaire, on dénombrait 866 établissements pour l'ensemble des 3 IDEN de l'ancienne région de Tambacounda. Le tableau indique qu'il y avait 848 établissements dans le public, alors que le privé n'en disposait que de 18. L'IDEN de Bakel détenait le plus grand nombre d'établissements privés.

Tableau N° 8 : Structures de l'Elémentaire en 2009 selon le statut

Zone	Public	Privé	Total
IDEN de BKL	285	13	298
IDEN de KDG	222	2	224
IDEN de TBA	341	3	344
Région de TBA	848	18	866

❖ Personnels

L'effectif des agents qui travaillaient dans l'Elémentaire en 2009 se chiffrait à 2933 personnes. Ce personnel est composé de Fonctionnaires, Maîtres Contractuels, Volontaires et Vacataires de l'Education et d'autres catégories d'agents. L'IDEN de Tambacounda comptait à elle seule 1126 agents, celle de Kédougou : 810 agents et l'IDEN de Bakel disposait de 997 agents. Les Corps Emergents que sont les Maîtres Contractuels et les Volontaires et Vacataires de l'Education

représentaient 82,78% du personnel dans l'Elémentaire. Les Fonctionnaires ne représentaient que 17% de ce personnel.

Tableau N° 9 : **Personnels de l'élémentaire en 2009**

Zone	Fonctionnaires	MC	VE	Autres	Total
IDEN de BKL	109	615	272	1	997
IDEN de KDG	126	468	215	1	810
IDEN de TBA	266	632	226	2	1126
Région de TBA	501	1715	713	4	2933

II.3 ENSEIGNEMENT MOYEN SECONDAIRE GENERAL

❖ Effectifs de l'enseignement moyen secondaire général

L'effectif dans l'Enseignement Moyen Secondaire se chiffrait à 23 297 agents en 2009, comme l'indiquent les données du tableau n°105.

L'effectif des garçons dépasse celui des filles aussi bien dans les établissements publics que dans les établissements privés. Cette différence au niveau de la parité s'est manifestée dans les 3 IDEN de l'ancienne région de Tambacounda. L'IDEN de Tambacounda conservait l'effectif le plus important par rapport aux autres IDEN puisqu'elle comptait 12 446 agents soit 53,42% de l'effectif total dans le Moyen Secondaire.

Tableau N° 10 : **Effectifs du Moyen en 2009 selon le statut**

Zone	Public			Privé			Total
	G	F	Total	G	F	Total	
IDEN de BKL	3457	1976	5433	84	47	131	5 564
IDEN de KDG	3587	1481	5068	125	94	219	5 287
IDEN de TBA	6966	4656	11622	483	341	824	12 446
Région de TBA	14010	8113	22 123	692	482	1174	23 297

II.4 ENSEIGNEMENT SECONDAIRE GENERAL

L'Enseignement Secondaire Général est regroupait un effectif de 4771 agents dans l'ensemble des 3 départements de l'ancienne région de Tambacounda en 2009. Les chiffres du tableau n°106 indiquent qu'il y a beaucoup plus de garçons que de filles aussi bien dans les établissements publics que dans les établissements privés. L'effectif des agents qui travaillaient dans les structures publiques représentait 82% de l'effectif total.

Tableau N° 11 : **Effectifs du Secondaire Général en 2009 selon le statut**

Zone	Public			Privé			Total
	G	F	T	G	F	T	
Départ. de BKL	491	159	650	0	0	0	650
Départ. de KDG	540	132	672	48	21	69	741
Départ. de TBA	1721	872	2593	514	273	787	3 380
Région de TBA	2752	1163	3915	562	294	856	4 771

❖ Structures enseignement Moyen Secondaire Général

L'Enseignement Moyen Secondaire Général était dispensé dans 58 établissements érigés dans les 3 départements de l'ancienne région de Tambacounda en 2009. Sur l'ensemble de ces structures, l'enseignement destiné au 1^{er} cycle était dispensé dans 47 établissements.

Tableau N° 12 : **Structures du Moyen Secondaire Général en 2009 selon le cycle**

Zone	1er Cycle			2ième Cycle			1er et 2ième Cycles			Total
	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total	Public	Privé	Total	
Départ. de BKL	9	2	11	0	0	0	3	0	3	14
Départ. de KDG	12	1	13	0	0	0	1	1	2	15
Départ. de TBA	20	3	23	2	1	3	1	2	3	29
Région de TBA	41	6	47	2	1	3	5	3	8	58

❖ Personnels

L'effectif du Moyen Secondaire Général se chiffrait à 886 agents en 2009. Les données du tableau n°108 révèlent que l'effectif dans le 1^{er} cycle représentait 65,23% de l'ensemble du

personnel. Aussi, on observe un grand écart entre l'effectif des garçons et celui des filles, les garçons étant beaucoup plus nombreux.

Les Fonctionnaires, les Professeurs Contractuels et les Vacataires composent le personnel dans l'Enseignement Moyen Secondaire Général. Les Fonctionnaires ne représentent que 9,37% de ce personnel. Les données du tableau indiquent aussi une faible représentativité des femmes.

Tableau N° 13 : **Personnels du Public du Moyen Secondaire Général en 2009 selon le cycle**

Zone	1er cycle			1er et 2ème cycles			2ème cycle			Total
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	
Départ. de BKL	96	6	102	85	10	95	0	0	0	197
Départ. de KDG	145	6	151	62	0	62	0	0	0	213
Départ. de TBA	276	49	325	42	4	46	97	8	105	476
Région de TBA	517	61	578	189	14	203	97	8	105	886

Tableau N° 14 : **Personnels du Public du Moyen Secondaire Général en 2009 selon le statut**

Zone	Fonctionnaire			Professeur			Vacataire			Total
				Contractuel						
	H	F	T	H	F	T	H	F	T	
Départ. de BKL	4	0	4	131	10	141	46	6	52	197
Départ. de KDG	7	0	7	135	3	138	65	3	68	213
Départ. de TBA	68	4	72	264	39	303	83	18	101	476
Région de TBA	79	4	83	530	52	582	194	27	221	886

II.5 L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

II.5.1 PRESENTATION DU PROGRAMME ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET FORMATION PROFESSIONNELLE

❖ Effectifs

Les établissements chargés de l'Enseignement Professionnelle disposaient d'un effectif de 893 agents en 2009. Ces structures sont subdivisées en établissements publics et en établissements privés. Les départements de Bakel et de Kédougou étaient dépourvus de structures privés

dispensant une formation professionnelle. Aussi, dans le département de Bakel, l'Enseignement Professionnelle était dispensé uniquement à des personnes de sexe féminin dans les établissements publics.

Tableau N° 15 : **Effectifs de l'ETFP en 2009 selon le statut**

Zone	Public			Privé			Total
	G	F	T	G	F	T	
Départ. de BKL	0	57	57	0	0	0	57
Départ. de KDG	317	82	399	0	0	0	399
Départ. de TBA	1	124	125	190	122	312	437
Région de TBA	318	263	581	190	122	312	893

❖ Structures

L'ancienne région de Tambacounda disposait de 8 établissements d'Enseignement Professionnel en 2009. On dénombrait 4 établissements publics et 4 établissements privés. Les établissements privés étaient implantés uniquement dans le département de Tambacounda.

Tableau N° 16 : **Structures de l'ETFP en 2009 selon le statut**

Zone	Public	Privé	Total
Départ. de BKL	1	0	1
Départ. de KDG	2	0	2
Départ. de TBA	1	4	5
Région de TBA	4	4	8

❖ Personnels

L'Enseignement Professionnelle avait un effectif de 113 personnes en 2009 dans l'ancienne région de Tambacounda. Les chiffres du tableau indiquent que c'est le département de Kédougou qui disposait d'un effectif supérieur à celui des départements de Tambacounda et de Bakel, soit 66,37% de l'effectif total.

Tableau N° 17 : Enseignants de l'ETFP en 2009 selon le statut

Zone	Public			Privé			Total
	G	F	T	G	F	T	
Départ. de BKL	1	4	5	0	0	0	5
Départ. de KDG	71	4	75	0	0	0	75
Départ. de TBA	4	6	10	21	2	23	33
Région de TBA	76	14	90	21	2	23	113

II.5.1 PRESENTATION DU PROGRAMME EDUCATION NON FORMELLE

❖ Effectifs

L'effectif du personnel recensé dans l'ancienne région de Tambacounda en 2009 se chiffrait à 7298 personnes, dont 5276 femmes.

Tableau N° 18 : Effectifs du Non Formel en 2009 selon le statut

Zone	Hommes	Femmes	Total
Région de TBA	2022	5276	7298

II.6 RAPPEL DU PLAN STRATEGIQUE SECTORIEL A MOYEN TERME, DES CIBLES DU CDSMT ET DU PTA OU POBA

Le tableau suivant rappelle le plan stratégique 2009/2011, il articule l'objectif sectoriel et les indicateurs qui y sont rattachés.

Dans la colonne « Année de référence » figurent les résultats de 2008. Les colonnes 2009-2010-2011 sont des projections, donc des objectifs intermédiaires à atteindre.

Tableau N° 19 : Rappel du plan stratégique à moyen terme et des cibles du CDSMT

OBJECTIF SECTORIEL	INDICATEURS	2008 An réf	2009	2010	2011
Universalisation de l'achèvement du cycle élémentaire	TBA	120.6%	124.7%	124.8%	124.9%
	TBS	83.3%	85.2%	87.8%	90.5%
	TBPS	07.9%	08.0%	08.9%	09.9%
	Taux de redoublement	02.8%	03.6%	03.8%	04.0%
	Taux de réussite au CFEE	73.5%	75%	75%	75%
	Taux d'achèvement	47.7%	54%	59%	64%
Amélioration de l'accès dans l'EMSG	TBS au moyen	27.8%	33.26%	38.87%	43.42%
	TBS au secondaire	07.8%	12.93%	14.43%	16.89%
	Taux de transition CM2/6è	60.6%	63%	65%	67%
	Taux de redoublement au moyen	15.1%	12.0%	10.3%	08.9%
	Taux de redoublement au secondaire	15.2%	13%	12%	11%
	Taux de transition 3è/2nde	44.4%	50%	55%	60%
Amélioration de l'accès et de la durée de séjour des filles dans tous les niveaux d'enseignement	TBS filles à l'élémentaire	80.8%	81%	84%	86%
	Indice de parité fille/garçon à la petite enfance	1.03	1	1	1
	Indice de parité fille/garçon à l'élémentaire	0.94	1	1	1
	Indice de parité fille/garçon au moyen	0.6	0.7	0.8	0.9
	Indice de parité fille/garçon au secondaire	0.43	0.5	0.6	0.7
	Pourcentage de filles dans les effectifs de la FPT	49.57%	55%	56%	56%
Promotion et orientation de la formation professionnelle vers le marché du travail.	Taux d'accroissement des effectifs de la FPT	05.6%	7%	8%	10%
	Flux sortant des formations FPT des trois niveaux de qualification	NR	NR	NR	NR
	Pourcentage d'apprenants formés selon l'APC	NR	NR	NR	NR
Eradication de l'analphabétisme et promotion des langues nationales.	Effectifs enrôlés dans les CAF	18760	6175	6175	6175
	Pourcentage de femmes dans les effectifs des CAF	75.64%	48.08%	48.08%	48.08%
	Effectifs enrôlés dans les ECB	0	3035	5148	8732
	Pourcentage de femmes dans les effectifs des ECB	0	67.01%	67.52%	68.01%
Amélioration de l'accès au Supérieur	Pourcentage de bacheliers admis à l'université	ND	ND	ND	ND

OBJECTIF SECTORIEL	INDICATEURS	2008 An réf	2009	2010	2011
	Taux d'accès au Supérieur (nbre d'étudiants/100 000 hbts)	ND	ND	ND	ND
	Part du privé dans les effectifs	ND	ND	ND	ND
Création des conditions d'une éducation de qualité à tous les niveaux de formation.	Pourcentage du budget de l'éducation alloué au DIPE	ND	ND	ND	ND
	Pourcentage du budget de l'éducation alloué à l'élémentaire	ND	ND	ND	ND
	Pourcentage du budget de l'éducation alloué au moyen secondaire	ND	ND	ND	ND
	Pourcentage du budget de l'éducation alloué au Supérieur	ND	ND	ND	ND
	Pourcentage du budget de l'éducation alloué à l'ETFP	ND	ND	ND	ND
	Taux de réussite au CFEE	73.5%	75%	75%	75%
	Taux de réussite au BFEM	26.0%	51%	56%	60%
	Taux de réussite au BAC	52.0%	66%	71%	76%
	Ratio inspecteur / maîtres	1/138	1/137	1/130	1/123
	Ratio manuels/élève (1 ^{ère} étape)	1.6	1,8	2	2
	Ratio manuels/élève (2 ^{ème} étape)	2.4	3,7	5	5
	Ratio manuels/élève (3 ^{ème} étape)	2.4	3,9	5	5
	% d'élèves atteignant le seuil de maîtrise minimum en français	61.3%	66.66%	68%	70%
	% d'élèves atteignant le seuil de maîtrise minimum en sciences	70.5%	75%	75%	80%
	% d'élèves atteignant le seuil de maîtrise désiré en maths	64%	68.33%	70%	72%
	Pourcentage d'auditeurs ayant atteint le seuil de maîtrise minimum en lecture	ND	ND	ND	ND
Pourcentage d'auditeurs ayant atteint le seuil de maîtrise minimum en écriture	ND	ND	ND	ND	

OBJECTIF SECTORIEL	INDICATEURS	2008 An réf	2009	2010	2011
	Pourcentage d'auditeurs ayant atteint le seuil de maîtrise minimum en calcul	ND	ND	ND	ND
	% d'écoles se référant aux progressions harmonisées et aux évaluations standardisées	98.10%	100%	100%	100%
	Nombre d'heures annuelles d'apprentissage à l'élémentaire	747	900	900	900
	Nombre de projets d'école financés	0	89	128	150
	Nombre de formateurs bénéficiant de formation continue	ND	ND	ND	ND
	Taux de réussite aux examens niveau 3 (BTS)	ND	ND	ND	ND
	Taux de réussite aux examens niveau 4 (BAC/ BT)	27.02%	45%	50%	55%
	Taux de réussite aux examens niveau 5 (BEP/CAP)	94.41%	100%	100%	100%

II.7 LES INDICATEURS EN 2009

Ce résumé se présente sous forme de tableau déroulant les objectifs sectoriels, les indicateurs de performance et le niveau d'atteinte des résultats en 2009

Tableau N° 20 : Résultats atteints en 2009

OBJECTIF SECTORIEL	INDICATEURS	2009
Universalisation de l'achèvement du cycle élémentaire	TBA	134.7%
	TBS	89.8%
	TBPS	09.3%
	Taux de redoublement	03.2%
	Taux de réussite au CFEE	69.9%
	Taux d'achèvement	50.4%
Amélioration de l'accès dans l'EMSG	TBS au moyen	30.1%
	TBS au secondaire	09.9%
	Taux de transition CM2/6è	60.6%
	Taux de redoublement au moyen	17.5%
	Taux de redoublement au secondaire	24.4%
	Taux de transition 3è/2nde	40.3%
Amélioration de l'accès et de la	TBS filles à l'élémentaire	87.7%

OBJECTIF SECTORIEL	INDICATEURS	2009
durée de séjour des filles dans tous les niveaux d'enseignement	Indice de parité fille/garçon à la petite enfance	1.04
	Indice de parité fille/garçon à l'élémentaire	0.95
	Indice de parité fille/garçon au moyen	0.6
	Indice de parité fille/garçon au secondaire	0.47
	Pourcentage de filles dans les effectifs de la FPT	44.95%
Promotion et orientation de la formation professionnelle vers le marché du travail.	Taux d'accroissement des effectifs de la FPT	09.3%
	Flux sortant des formations FPT des trois niveaux de qualification	ND
	Pourcentage d'apprenants formés selon l'APC	ND
Eradication de l'analphabétisme et promotion des langues nationales.	Effectifs enrôlés dans les CAF	7298
	Pourcentage de femmes dans les effectifs des CAF	72.29%
	Effectifs enrôlés dans les ECB	0
	Pourcentage de femmes dans les effectifs des ECB	0%
Amélioration de l'accès au Supérieur	Pourcentage de bacheliers admis à l'université	ND
	Taux d'accès au Supérieur (nbre d'étudiants/100 000 hbts)	ND
	Part du privé dans les effectifs	ND
		ND
Création des conditions d'une éducation de qualité à tous les niveaux de formation.	Pourcentage du budget de l'éducation alloué au DIPE	ND
	Pourcentage du budget de l'éducation alloué à l'élémentaire	ND
	Pourcentage du budget de l'éducation alloué au moyen secondaire	ND
	Pourcentage du budget de l'éducation alloué au Supérieur	ND
	Pourcentage du budget de l'éducation alloué à l'ETFP	ND
	Taux de réussite au CFEF	69.9%
	Taux de réussite au BFEM	31.2%
	Taux de réussite au BAC	37.83%
	Ratio inspecteur / maîtres	1/138
	Ratio manuels/élève (1 ^{ère} étape)	1.1
	Ratio manuels/élève (2 ^{ème} étape)	1.7
	Ratio manuels/élève (3 ^{ème} étape)	1.9
	% d'élèves atteignant le seuil de maîtrise minimum en français	66.49%
	% d'élèves atteignant le seuil de maîtrise minimum en sciences	71.75%
% d'élèves atteignant le seuil de maîtrise désiré en maths	67.66%	

OBJECTIF SECTORIEL	INDICATEURS	2009
	Pourcentage d'auditeurs ayant atteint le seuil de maîtrise minimum en lecture	ND
Pourcentage d'auditeurs ayant atteint le seuil de maîtrise minimum en écriture	ND	
Pourcentage d'auditeurs ayant atteint le seuil de maîtrise minimum en calcul	ND	
% d'écoles se référant aux progressions harmonisées et aux évaluations standardisées	100%	
Nombre d'heures annuelles d'apprentissage à l'élémentaire	830	
Nombre de projets d'école financés	13	
Nombre de formateurs bénéficiant de formation continue	ND	
Taux de réussite aux examens niveau 3 (BTS)	ND	
Taux de réussite aux examens niveau 4 (BAC/ BT)	37%	
Taux de réussite aux examens niveau 5 (BEP/CAP)	80.99%	

CONCLUSION

En 2009 les résultats atteints par le système éducatif de la région sont largement positifs par rapport aux projections. En effet le Taux brut de scolarisation est de 89,8%. Le Taux brut de scolarisation est de 30,1% dans le moyen et 9,9% dans le secondaire. L'accent a été mis sur l'éradication de l'analphabétisme et la promotion des langues nationales ainsi que la création de condition d'une éducation de qualité à tous les niveaux de formation.

CHAPITRE III. SANTE

INTRODUCTION

En 2009, la carte sanitaire de la région de Tambacounda compte 7 districts répartis comme suit : Bakel, Dianké, Goudiry, Kidira, Koumpentoum, Maka, Tambacounda.

La Situation sanitaire en 2009 sera traitée dans ce chapitre par une analyse de la répartition du personnel, par district, la cartographie des infrastructures et l'analyse des activités.

III.1 REPARTITION DU PERSONNEL ETATIQUE SELON LE DISTRICT EN 2009

L'effectif du personnel non étatique est de l'ordre de 1 154 Agents. Le personnel de santé occupe le premier rang, ils représentent 45 % des effectifs. Les effectifs d'infirmiers ou assistants infirmiers ou assimilés représentent 12 %. En 2009, la région compte en tout 26 médecins et 135 infirmiers ou assimilés 90 matrones et 107 Agents de santé communautaires. Sur le plan de la répartition spatiale, les effectifs sont plus concentrés dans les anciens districts comme celui de Tambacounda qui englobe 41 % des effectifs, les districts de Bakel et de Goudiry représentent respectivement 23% et 12 %.

Tableau N° 21 : Répartition du personnel étatique selon le District en 2009

PERSONNEL ETATIQUE	BAKEL	DIANKE	GOUDIRY	KIDIRA	KOUMP- ENTOUUM	MAKA	TAMBA- COUNDA	Total
Nombre de médecin	1	1	1	1	2	1	8	15
Nombre de pharmaciens	0	0	0	0	0	0	3	3
Nombre de médecins spécialistes	0	0	0	1	1	0	8	11
Nombre de chirurgiens dentistes	1	0	1	0	0	0	3	5
Nombre de sages femmes	6	1	2	4	2	2	13	30
Nombre d'infirmiers ou assistants infirmiers ou assimilés	21	5	10	10	11	7	71	135
Nombre de T.S.S	4	0	2	1	1	0	24	32
Nombre de T.S.O	1	0	1	1	0	0	1	4
Nombre de T.S.G.S	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres Techniciens supérieurs de santé	4	0	1	0	0	0	0	5
Nombre de Matrone	29	0	12	7	18	9	15	90
Nombre d'ASC	24	0	12	9	18	12	32	107
Nombre de vendeurs de ticket	19	0	8	4	0	6	9	46
Nombre de Gestionnaire de dépôt	20	0	9	6	0	7	15	57
Nombre d'agents d'hygiène et assimilés	2	3	1	1	1	1	17	26
Nombre de pers de santé	127	0	58	43	0	45	220	493
Autres catégories socioprofessionnelles	10	1	22	13	1	18	30	95
TOTAL	269	11	140	101	55	108	469	1154

* Tambacounda prend en compte le personnel de toutes les structures sanitaires publiques et privées dans le district

III.2 REPARTITION DU PERSONNEL COMMUNAUTAIRE SELON LE DISTRICT EN 2009

En 2009, les effectifs du personnel communautaire sont dans l'ordre de 358 agents. Les Agents de santé communautaire(ASC) et les matrones constituent l'essentiel des effectifs avec 109 ASC et 96 matrones soit respectivement 30% et 27%. On y retrouve également les gestionnaires de dépôts de médicaments, ils représentent 20% des effectifs communautaires

Tableau N° 22 : Répartition du personnel communautaire selon le District en 2009

PERSONNEL COMMUNAUTAIRE	Districts							Total
	BAKEL	DIANKE	GOUDIRY	KIDIRA	KOUMP-ENTOUM	MAKA	TAMBA-OUNDA	
Nombre de médecin	0	0	0	0	1	0	1	2
Nombre de pharmaciens	3	0	0	0	0	0	0	3
Nombre de sages femmes	0	0	1	0	1	0	0	2
Nombre d'infirmiers ou agents sanitaires	4	0	2	0	5	2	3	16
Nombre de Matrone	29	8	12	7	16	9	15	96
Nombre de A.S.C	24	10	12	9	10	12	32	109
Nombre de vendeurs de tickets	19	3	8	4	8	6	9	57
Nombre de Gestionnaire de dépôt	20	7	9	6	8	7	15	72
Autres catégories socio-professionnelles*	1	0	0	0	0	0	0	1
TOTAL	100	28	44	26	49	36	75	358

III.3 REPARTITION DES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES SELON LE DISTRICT EN 2009

En 2009, la région médicale de Tambacounda compte 7 districts, 61 Postes de santé fonctionnels, 88 cases de santé fonctionnelles et 39 maternités rurales. La dissémination des infrastructures laisse apparaître une nette concentration surtout au niveau des anciens districts de santé comme à Tambacounda, Bakel et Kédougou. La région compte également 2 centres de santé de référence c'est-à-dire avec un bloc opératoire notamment à Bakel et Goudiry, 7 maternités rattachées au Centre de santé et 43 Postes de santé complets avec maternité.

Tableau N° 23 : Répartition des infrastructures publiques selon le District 2009

Infrastructures publiques	DISTRICTS							Total
	BAKEL	DIANKE	GOUDIRY	KIDIRA	KOUMP-ENTOUM	MAKA	TAMBA-OUNDA	
Nbre de centres de santé	1	1	1	1	1	1	1	7
Nbre de centres de santé de référence (CS avec bloc opératoire)	1	0	1	0	0	0	0	2
Nbre total de postes de santé	18	5	7	8	7	3	13	61
Nbre total de postes de santé complets (avec maternité)	13	0	3	4	7	5	11	43
Nbre total de postes de santé sans maternité	5	5	4	4	0	0	2	20

Infrastructures publiques	DISTRICTS							Total
	BAKEL	DIANKE	GOUDIRY	KIDIRA	KOUMP- ENTOUM	MAKA	TAMBA- COUNDA	
Nbre total de postes de santé fonctionnels	18	5	7	8	7	3	13	61
Nbre de postes de santé en construction	0	3	3	1	6	4	5	22
Autres infrastructures en construction	0	1	0	1	1	1	0	4
Nbre de maternités dans la commune	1	1	1	1	1	1	3	9
Nbre de maternités hors de la commune	13	0	3	4	7	5	7	39
Nbre de maternités rattachées au centre de santé	1	1	1	1	1	1	1	7
Nbre de maternités rattachées aux postes de santé	13	0	3	4	7	5	11	43
Nbre de maternités isolées géographiquement	0	0	0	2	0	0	1	3
Nombre total de cases de santé	10	7	22	6	22	18	34	119
Nombre de cases de santé fonctionnelles	7	4	15	3	13	12	34	88
Nbre de sous brigades d'hygiène	1	0	1	1	1		1	5
Nombre de villages de reclassement social (Léproseries)	0	0	0	0	0	0	0	0
Nbre de villages psychiatriques	0	0	0	0	0	0	2	2
Nbre de URO	0	0	0	0	0	0	0	0
Nbre de CREN	0	0	0	0	0	0	0	0

III.4 ACTIVITES DE CONSULTATIONS CURATIVES ET PREVENTIVES

En 2009, les activités de consultation curatives et préventives ont connu les seuils suivants : 285187 CPC, 27620 CPN1, 24201 BCG et 7936 PF active. Les accouchements assistés ont concerné 9116 femmes avec en tout 51731 CPN. Pour ce qui concerne les CPN, on constate que c'est surtout dans les districts de Tambacounda, Bakel et Koumpentoum où l'on rencontre les plus grands ratios avec respectivement .37%, 20% et 12%.

Tableau N° 24 : **Activités de Consultations Curatives et Préventives**

DISTRICTS	Nombre de CPC	Nombre de CPN1 contact	BCG	PF active	SNP (0-36mois)	ACCH. ASSIST	Cabinet Dentaire	TOTAL CPN	TOTAL CPoN	TOTAL 0-11mois ECV
BAKEL	60052	3750	2903	3028	16737	1835	3609	10284	2572	2711
DIANKE	19219	1294	1453	427	1078	453	NA	2491	419	1295
GOUDIRY	22708	1754	3436	495	7327	494	763	5313	1531	2163
KIDIRA	8854	2310	1438	617	1236	552	694	4327	944	1022
KOUMPENTOUM	54184	5463	4347	615	6862	1511	NA	6297	1984	2650
MAKA	18562	2067	2168	440	1903	360	NA	3762	672	2650
TAMBACOUNDA	101608	10982	8456	2314	13299	3911	2819	19257	4412	5452
TOTAL	285187	27620	24201	7936	46539	9116	2819	51731	12534	17943

III.5 REPARTITION DES ACTIVITES DE CONSULTATIONS DANS LA REGION EN 2009

L'analyse des activités de consultations invite tout d'abord à l'observation du volume des consultants c'est-à-dire les nouveaux cas avant de s'intéresser aux consultations.

L'effectif des consultants en 2009 tout district confondu est de l'ordre de 280285 dont 36 % pour le district de Tambacounda. Dans les effectifs de consultants, on note une forte propension des malades dont les âges sont compris entre 26 et 49 ans, ils représentent 21 % des effectifs. En seconde position ce sont les 12-59 mois et 5-14 ans: ces deux cohortes représentent chacune plus de 18 % des consultants.

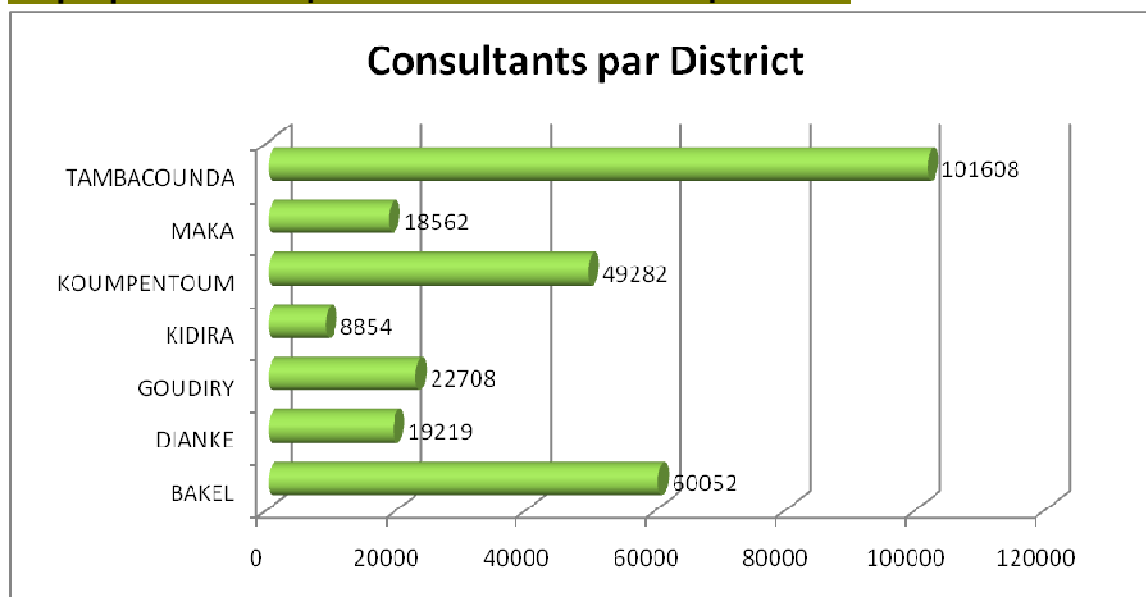
Pour ce qui concerne les consultations, l'effectif total en 2009 est 312448 pour tous les districts. Le volume des consultations est en étroite corrélation avec celui des consultants. C'est toujours dans la cohorte 26 et 49 ans où l'on note le plus de consultations (22%).

L'Analyse des consultations démontre que chaque consultant est revenu au moins une fois donc a respecté son rendez-vous.

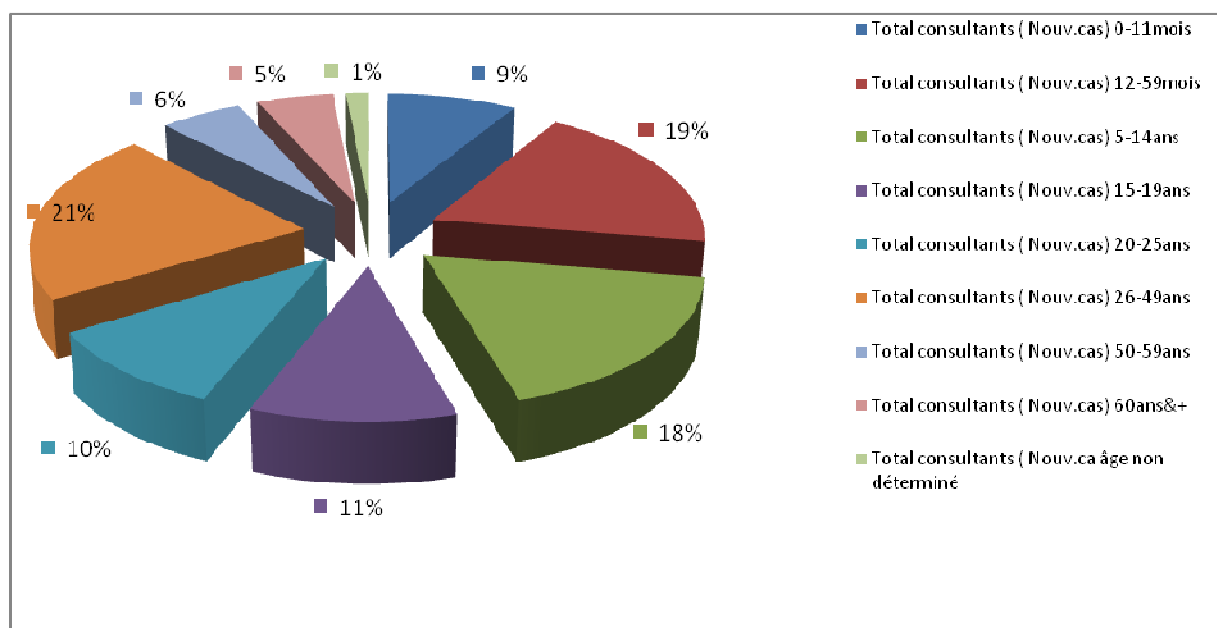
Tableau N° 25 : Répartition des activités de consultations dans la région en 2009

CONSULTATIONS	BAKEL	DIANKE	GOUDIRY	KIDIRA	KOUMPE NTOUM	MAKA	TAMBACOU NDA	Total
Total consultants (Nouv.cas) 0-11mois	4295	1291	1918	452	4776	1867	9877	24476
Total consultants (Nouv.cas) 12-59mois	9297	4252	4313	1321	9678	4347	19677	52885
Total consultants (Nouv.cas) 5-14ans	11217	4477	4628	1060	8080	3205	17305	49972
Total consultants (Nouv.cas) 15-19ans	7541	2055	2665	1190	4466	1703	10212	29832
Total consultants (Nouv.cas) 20-25ans	1814	2306	2735	1515	5198	2411	12635	28614
Total consultants (Nouv.cas) 26-49ans	15289	3215	3854	2252	10890	3463	21169	60132
Total consultants (Nouv.cas) 50-59ans	4523	995	1151	686	2755	640	4830	15580
Total consultants (Nouv.cas) 60ans&+	4372	264	1063	183	2536	821	5234	14473
Total consultants (Nouv.ca âge non déterminé)	1704	364	381	195	903	105	669	4321
Total Consultants	60052	19219	22708	8854	49282	18562	101608	280285
Total Consultations 0-11mois	4720	1334	2370	733	4981	1905	10462	26505
Total Consultations 12-59mois	10150	4370	5632	1899	9899	4386	20384	56720
Total Consultations 5-14ans	12577	4585	6522	1799	8244	3241	18243	55211
Total Consultations 15-19ans	8605	2131	3146	2261	4681	1722	10954	33500
Total Consultations 20-25ans	2058	2387	3427	2442	5430	2438	13777	31959
Total Consultations 26-49ans	16892	3297	5940	2934	11520	3515	24361	68459
Total Consultations 50-59ans	5198	1057	1523	1191	2993	657	5336	17955
Total Consultations 60ans&+	5450	298	1534	323	2712	859	5821	16997
Total consultations âge non déterminé	2157	384	560	256	985	105	695	5142
Total consultations	67807	19843	30654	13838	51445	18828	110033	312448

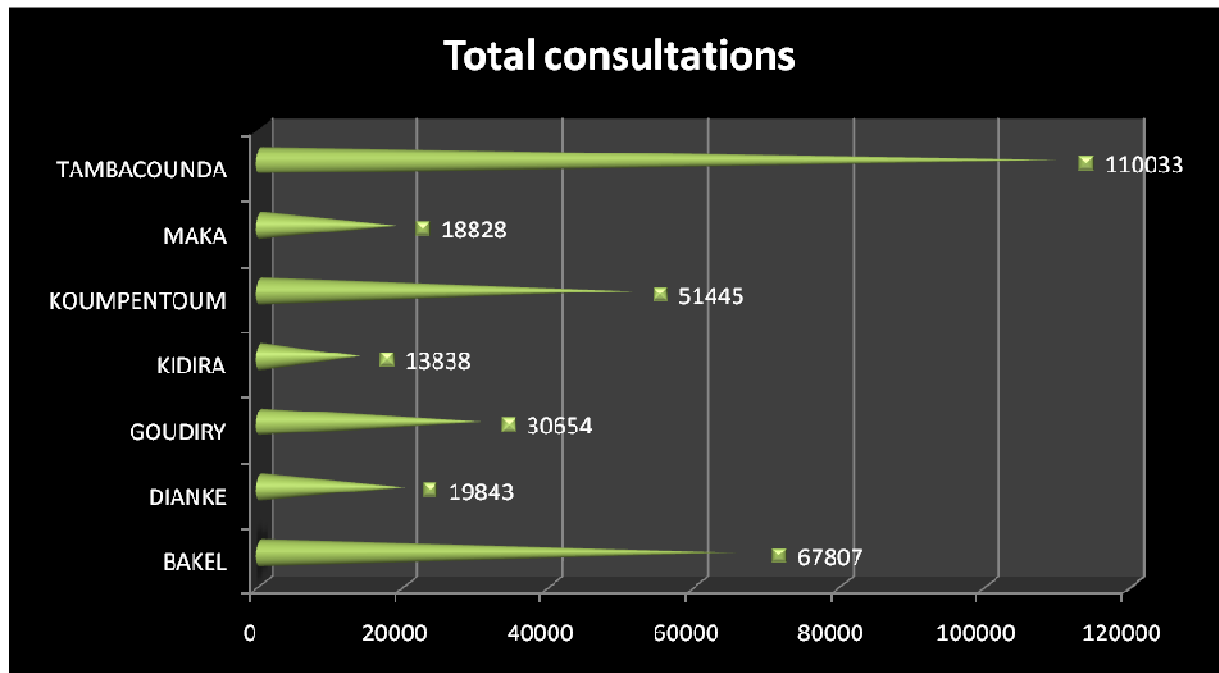
Graphique N° 6. Répartition totale des consultants par District



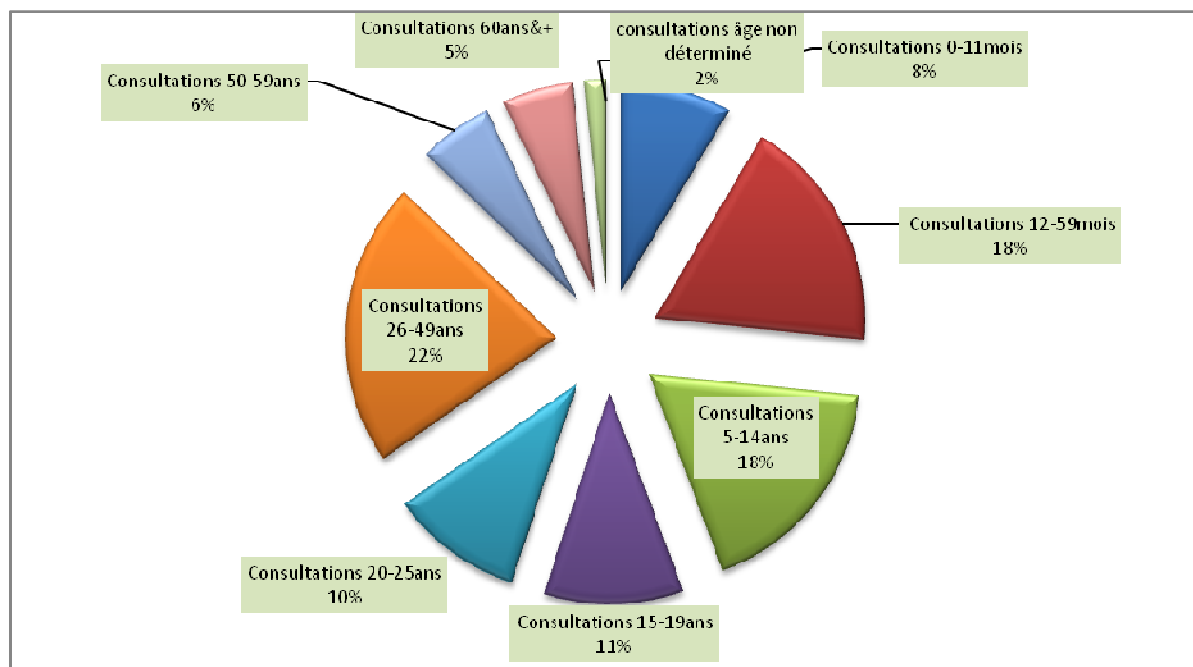
Graphique N° 7. Pourcentage de la Répartition totale de consultants nouveau cas selon l'âge



Graphique N° 8. Répartition totale des activités de consultations par district de la région



Graphique N° 9. Pourcentage de la répartition totale des activités de consultations de la région de Tambacounda selon l'âge



III.6 REPARTITION DES ACTIVITES D'HOSPITALISATION AU NIVEAU DES PAVILLONS SELON LE DISTRICT EN 2009

En 2009, le nombre total de lits est de 93 et on enregistre 7620 journées d'hospitalisation dont 51% dans les pavillons de Goudiry et 16% à Koumpentoum. Le nombre de malades hospitalisés évolue parallèlement au nombre de journées d'hospitalisation. Au total on note 95 décès et 11 malades évacués par les districts, ces évacués proviennent essentiellement du district de Kidira.

Tableau N° 26 : Répartition des activités d'hospitalisation au niveau des pavillons selon le District en 2009

PAVILLONS D'HOSPITALISATION	BAKEL	DIANKE	GOUDIRY	KIDIRA	KOUMPE NTOUM	MAKA	TAMBACO UNDA	Total
Lits installés au pavillon	37	3	31	6	7	6	3	93
Malades hosp.Pav sortis	391	137	1420	195	328	78	46	2595
Total journées hosp. Pavillon	1145	472	3917	468	1192	259	167	7620
Nombre de malades évacués	0	1	0	8	2	0	0	11
Nombre de malades évadés	0	0	0	0	3	0	0	3
Nbre de décès de malades hospitalisés	41	5	17	3	17	9	3	95

ACTIVITES PREVENTIVES

III.7 REPARTITION DES ACTIVITES DE CONSULTATIONS AU NIVEAU DES MATERNITES SELON LE DISTRICT EN 2009

En 2009, il y'a eu au total 50267 consultations prénatales et il a été décelé 1301 complications de grossesses et 34089 femmes supplémentées en fer. 19860 femmes ont été mises sous TPI et 7321 femmes actives toutes méthodes PF.

Tableau N° 27 : Répartition des activités de consultations au niveau des maternités selon le District en 2009

ACTIVITES PREVENTIVES	BAKEL	DIANKE	GOUDIRY	KIDIRA	KOUM-PENTOUUM	MAKA	TAMBA COUNDA District + hôpital*	Total
Consultations CPN1	2510	510	916	443	1157	683	5384	11603
Consultations CPN2	3334	972	1512	815	2724	1594	6928	17879
Consultations CPN3	2672	776	1279	694	1675	1053	5044	13193
Consultations CPN4	1768	233	704	393	741	432	2419	6690
Total consultations prénatales	10284	2491	5313	2345	6297	3762	19775	50267
Complications de la Grossesse	180	96	48	80	176	71	650	1301
Nombre de femmes suppl. en fer	2953	2276	2001	810	5918	2595	17536	34089
Nombre de femmes sous TPI	3409	1059	1683	1262	3083	1801	7563	19860

ACTIVITES PREVENTIVES	BAKEL	DIANKE	GOUDIRY	KIDIRA	KOUM-PENTOU	MAKA	TAMBA COUNDA District + hôpital*	Total
Total VAT 2 et +	3566	1017	1708	787	1558	820	4906	14362
Consultations Post Natales	5551	409	2085	406	1984	587	3102	14124
Actives toutes méthodes PF	3028	427	495	ND	617	440	2314	7321
Inactives toutes méthodes PF	212	198	47	ND	349	513	1195	2514

III.8 REPARTITION DES ACTIVITES DE SUIVI DES ENFANTS SELON LE DISTRICT EN 2009

Dans le cadre du suivi de l'enfance, il y'a eu au total 11551 consultants (inscrits), et les enfants 0 - 11 mois représentent 56%. Parmi ses 11551 enfants consultés c'est surtout au niveau des districts de Bakel et de Tambacounda où l'on note le plus de consultants avec respectivement 60% et 49%. Pour ce qui concerne les consultations des enfants ils sont dans l'ordre de 18216 consultations. On note également 7541 enfants (0 – 36) mois suivis.

Tableau N° 28 : Répartition des activités de suivi des enfants selon le District en 2009

SUIVI DES ENFANTS	BAKEL	DIANKE	GOUDIRY	KIDIRA	KOUMP ENTOUM	MAKA	TAMBA COUNDA	Total
Nbre de consultants (inscrits) 'Enfants 0 - 11 mois	3035	32	2239	437	1430	590	1795	6523
Nbre de consultants (inscrits) 'Enfants 12 - 23 mois	725	4	140	263	104	295	777	1583
Nbre de consultants (inscrits) 'Enfants 24- 36 mois	680	427	9	143	134	123	759	1169
Nbre de consultants (inscrits) 'Enfants 37 - 59 mois	615	22	0	0	0	0	668	668
Nbre de consultants (inscrits) 'Enfants 5- 14 ans	1885	1	0	0	0	0	1608	1608
Nbre de consultants (inscrits) Age non déterminé	3	0	0	0	0	0	0	0
Nbre total de consultants (inscrits)	6963	37	2388	843	1668	1008	5607	11551
Nbre de consultations (contact) 'Enfants 0 - 11 mois	11016	412	7038	437	3235	964	3885	15971
Nbre de consultations (contact) 'Enfants 12 - 23 mois	817	4	294	263	325	642	0	1528
Nbre de consultations (contact) 'Enfants 24- 36 mois	557	1	9	143	267	297	0	717
Nbre de consultations (contact) 'Enfants 37 - 59 mois	931	427	0	0	0	0	0	0
Nbre de consultations (contact) 'Enfants 5- 14 ans	1530	26	0	0	0	0	0	0
Nbre de consultations (contact) Age non déterminé	44	1	0	0	0	0	0	0
Nbre total de consultations (contact)	14858	454	7341	843	3827	1903	3885	18216
Enfants 0 - 36 mois suivis	ND	427	3351	843	1668	1008	0	7541
Enfants 6 - 59 mois suppl .vitamine A	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND

III.1 REPARTITION DES ACTIVITES DE SURVEILLANCE NUTRITIONNELLE ET PONDERALE SELON LE DISTRICT EN 2009

Les activités de surveillance nutritionnelles indiquent pour l'ensemble des districts 38086 enfants dans le vert, 5283 enfants dans le jaune, et 749 dans le rouge. Le nombre Total des cas de Diarrhée est de 6972.

Tableau N° 29 : Répartition des Activités de Surveillance Nutritionnelle et Pondérale selon le District en 2009

SURVEILLANCE NUTRITIONNELLE ET PONDERALE	BAKEL	DIANKE	GOUDIRY	KIDIRA	KOUMP-ENTOUUM	MAKA	TAMBA-COUNDA	TOTAL
Enfants 0 - 11 mois dans le vert	14359	771	6274	390	2692	476	6702	30964
Enfants 12 -23 mois dans le vert	1223	65	219	251	138	155	2992	5045
Enfants 24-36 mois dans le vert	935	16	0	140	108	61	807	2077
Enfants (Age non déterminé) dans le vert	32	0	0	0	0	0	0	0
Total enfants dans le vert	16549	852	6493	781	2938	692	10501	38086
Enfants 0 - 11 mois dans le jaune	784	198	744	43	450	103	1222	3547
Enfants 12 -23 mois dans le jaune	71	11	55	6	150	129	707	1129
Enfants 24-36 mois dans le jaune	9	6	14	2	130	52	394	607
Enfants (Age non déterminé) dans le jaune	0	0	0	0	0	0	0	0
Total enfants dans le jaune	864	215	813	51	730	284	2323	5283
Enfants 0 - 11 mois dans le rouge	26	7	20	4	93	11	247	408
Enfants 12 -23 mois dans le rouge	13	2	1	6	37	11	149	219
Enfants 24-36 mois dans le rouge	2	2	0	1	29	10	79	123
Enfants (Age non déterminé) dans le rouge	3	0	0	0	0	0	0	0
Total Enfants dans le rouge	44	11	21	11	159	31	475	749
Enfants 0 - 36 mois dans le vert	16513	852	6493	781	2938	692	10501	38086
Enfants 0 -36 mois dans le Jaune	864	215	813	51	730	284	2323	5283
Enfants 0 - 36 mois dans le Rouge	41	11	21	11	159	31	475	749
Enfants 0 - 36 malnutris récupérés	229							
Total des cas de Diarrhée	1456	668	669	307	1156	398	2318	6972
Nbre. de cas de Diarrhées 24-59 mois traitées par SSS	654	95	233	163	178	134	571	2028
Nbre de cas de Diarrhées 24-59 mois traitées par SRO	329	473	329	33	265	156	1238	2823
Nbre de cas de Diarrhées 24-59 mois traitées par ATB	1310	195	168	189	758	293	1171	4084

CONCLUSION

On note une densification de la carte sanitaire de la région de Tambacounda, avec la création de nouveaux districts. Ainsi, beaucoup d'efforts ont été accomplis pour améliorer la santé dans la région de Tambacounda. Cependant, il subsiste encore quelques contraintes notamment dans le domaine du personnel de santé très insuffisant en certains endroits et des problèmes de logistique pour atteindre les zones enclavées.

CHAPITRE IV. AGRICULTURE

LA SITUATION DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2009_2010 (GOANA II)

INTRODUCTION

La Campagne agricole 2009-2010 est marquée par la mise en œuvre de la Grande Offensive Agricole pour la Nourriture et l'Abondance (GOANA) année 2. Dans ce chapitre nous allons traiter : la pluviométrie, le déroulement de la campagne 2009_2010 (GOANA II) à travers, la situation phytosanitaire, la mise en place des intrants, la Situation actualisée du matériel agricole, les résultats des récoltes de la Campagne 2009/2010 (GOANA) et la commercialisation. On peut également noter que les facteurs de production semences et engrais pour les différentes cultures ont été mis en place le 21 mai 2009.

IV.1 LA PLUVIOMETRIE

Les premières pluies utiles de la campagne 2009-2010 ont été enregistrées en mi mai à Kédougou, Fongonlimby, Météo Tamba et Bala dans le Bakel. C'est à partir de mi juin que les pluies ont commencé à être régulières et significatives. La situation du cumul annuel à cette date a également atteint des maxima de 1188 mm à Bandafassi dans la région de Kédougou, 859 mm à Tamba et 784,9 mm à Goudiry. Par rapport à la campagne 2008/2009 à la même période, le nombre de postes déficitaires est de 57% à Tamba, 66% à Bakel et 0% à Kédougou.

Malgré le déficit relatif à Tamba et Bakel par rapport à 2008, la pluie est dans l'ensemble très bien répartie dans le temps et dans l'espace entraînant un bon comportement phénologique des cultures. A la date du 25 octobre 2009 la situation se résume ainsi qu'il suit : tous les postes pluviométriques de Kédougou dépassent le cap des 1070 mm, tous les postes de Tamba dépassent le cap des 600 mm. Tous les postes de Bakel et Goudiry ont dépassé 600 mm. Le cumul des nouveaux postes implantés bien après le démarrage des pluies varient entre 400 et 608 mm. Aucun poste n'est déficitaire par rapport à la normale 71-2000. Bien que déficitaire par endroit par rapport à 2008-2009 et avec un démarrage difficile (ex : département de Koumpentoum), la pluviométrie a été bien répartie.

Tableau N° 30 : Situation de la pluviométrie en 2009

DPTS	POSTES	Cumul semaine		Cumul Antérieur		Cumul 25/10/09		Cumul 25/10/08		Ecart	
		Mm	nbg	mm	nbg	mm	nbg	mm	nbg	mm	nbg
TAMBACOUNDA & Koumpentoum	Koumpentoum	46,5	1	744,2	40	790,7	41	877,6	59	-192,1	-18
	Koussanar	0	0	603,6	31	618,3	32	473,8	38	144,5	9
	Makacoulibantang	9,7	1	587,3	38	597	39	882,1	49	-192,1	-14
	Missirah	0	0	711,3	36	711,26	36	755,1	42	-43,8	-6
	Dialacoto	0	0	572,4	30	573,4	31	931,1	43	-358	-12
	SDDR Tamba	0	0	823,3	40	859,6	43	666,8	44	192,8	-1
	météo Tamba	0	0	665	41	667	43	650,9	45	16,1	-2
	Sinthiou Malème	0	0	453,5	11	453,5	11	0	0		
BAKEL & Goudiry	Bala	11,2	1	773,7	46	733,3	47	1050,7	58	-317,4	-11
	Goudiry	7,6	1	725,7	33	784,9	34	667,2	56	-117,7	-22
	Kidira	5,8	1	662,5	44	668,3	45	658,3	47	10	-2
	Kenieba	16,7	1	709	49	725,7	50	859,8	50	-134,1	0
	Bakel			678,3	55	678,3	55	586,5	41	91,8	14
	Diawara			671,4	39	671,4	39	532,8	39	138,6	0
	Diankémakhan	25,7	1	764,3	39	790	40				
	Koulor	4,5	1	736,7	45	741,2	47				
	Kothiary	26	1	732,4	26	758,4	43				
	Gabou	0,1	1	644,3	43	644,9	44	616,6	43	28,3	1
	Bélé	3,1	1	653,5	36	656,6	37				
Sinth. Fissa	0	0	128,6	7	128,6	7					

IV.2 LA SITUATION PHYTOSANITAIRE

La situation phytosanitaire a été marquée par l'apparition des sautereaux suivie surtout de celle des cantharides en Août-septembre. L'appui de la DPV en UPV et en produits phytosanitaires a permis de maîtriser la situation même si des dégâts sont constatés de part et d'autres.

Au total 3000 litres d'ULV ont été utilisés par les unités mobiles pour traiter autant d'hectares représentant 81% des superficies totales traitées et 3350 kg de poudre Fénicol (8 T reçues en 2009 dont 3T pour la protection des meules). Quant aux appareils micro ULVA, ils ont traité 1100 ha soit 37% des superficies traitées avec ULV. Les appareils de micro ULVA reçus sont au nombre de 25 dont 8 pour Bakel et Goudiry, 17 pour Tambacounda, Koumpentoum et Kédougou.

Les superficies traitées par poudrage est de 670 ha ; ce qui fait une superficie total (ULV et poudre) de 3670 ha.

IV.3 LA SITUATION DES INONDATIONS

Concernant les inondations dues aux crues du Fleuve Gambie, la situation à la date du 02 octobre 2009 porte sur une superficie totale de 166,7 ha de culture et 400 pieds de manguiers à Tambacounda et 156 ha et 3 bassins de pisciculture de 6 mois d'élevage perdus à Kédougou ; sur 4,5 millions investis pour la pisciculture, 2,25 millions sont perdus (matériel, poissons, autres coûts) plus 3 sacs NPK et 2 sacs urée, 1 Tonne de ciment. Le projet du GIE MIDL de M. Tandian avait un budget global de 29 millions.

IV.4 LA MISE EN PLACE DES INTRANTS

IV.4-1 LA MISE EN PLACE DES SEMENCES

IV.4-1-1 LES SEMENCES D'ARACHIDE

L'arachide sans fongicide et l'engrais mis en place avec une certaine disparité selon les départements de la région de Tambacounda où les dernières situations font état de 2740 tonnes d'arachide comme prévisions initiales et 2010 T comme rallonge soit un total de 4750 T en base coque.

Pour la région de Tambacounda, le taux de mise en place des prévisions initiales est 108% et 95% des quantités totales reçues (initiales + rallonges) sont vendues. Seuls Maka et Ndogo Babacar disposaient de stock invendu.

Tableau N° 31 : **Mise en place de l'arachide dans la région de Tambacounda**

Département	Total arachide en base coques (T)			
	Prévu	Reçu	Vente	Stock
Tambacounda	2265,00	2601,16	2341,88	259,28
Koumpentoum	1775,00	1796,30	1796,30	0,00
Bakel	85,00	85,00	85,00	0,00
Goudiry	625,00	640,00	640,00	0,00
Région	4750,00	5122,46	4863,18	259,28
		108%	95%	5%

IV.4-2 LA MISE EN PLACE DES SEMENCES D'ESPECES VIVRIERES

Pour la campagne agricole 2009-2010, les subventions pour les semences d'espèces vivrières sont fixées dans la fourchette entre 66,6% et 87,5%

Dans la région de Tambacounda, au niveau des espèces vivrières, 290,86 tonnes de maïs sont mises en place soit 88% des prévisions. Pour le sorgho, 15,613 tonnes sont reçues soit 54% des prévisions. Pour le manioc on est à 37100 tiges vendues sur 270 000 reçues soit un taux de

14% représentant une superficie de 18,55 ha. Quant au fonio, au mil, au niébé et au riz dans les départements de Tamba et Koumpentoum, on a respectivement reçu 18,5 tonnes, 90,85 tonnes, 34 tonnes et 27,5 tonnes soit des taux respectifs de 264%, 95%, 79% et 71% des prévisions. Les cessions se situent par rapport aux prévisions à un niveau acceptable pour le maïs 74%, le sorgho 40%, le fonio 81%, le mil 100%, le niébé 96% et le riz 92%.

IV.4-3 LA MISE EN PLACE DES ENGRAIS

Pour les engrais, les quantités totales prévues s'élèvent à 3260 tonnes toutes formules confondues. La mise en place s'améliore de plus en plus et concerne à présent que le 6-20-10, le 15-15-15, le 15-10-10 et l'urée. Les quantités respectives reçues et leur comparaison avec les prévisions sont consignées dans le tableau 10 ci-dessous.

Pour les engrais, les prix sont subventionnés toutes formules confondues à 50% par l'Etat ; pour les produits phytosanitaires la subvention a 50% a été abandonnée cette année.

Dans la région de Tambacounda, le triple quinze (15-15-15) est en place avec 1045 tonnes soit 80% des prévisions, le 6-20-10 avec 894,25 tonnes soit 93% des prévisions, le 15-10-10 avec 254,95 tonnes soit 102% des prévisions, l'urée avec 450 tonnes soit 90% des prévisions. Les quantités vendues représentent respectivement, 74%, 17%, 60% et 50% des quantités reçues pour le 6-20-10, le 15-15-15, le 15-10-10 et l'urée

IV.5 LA SITUATION ACTUALISEE DU MATERIEL AGRICOLE

Pour les équipements, le matériel de transformation et de transport a été cédé à 98%, le matériel de transformation, de transport et de culture à 91%.

Tableau N° 32 : **Situation du matériel agricole de 2004**

Situation programme équipement monde rural 22/3/2010				
Equipements	Région			%
	Reçu	Vente	Stock	
Semoir	2686	2667	19	99
Semoir tracté 4 rangs	0	0	0	0
Houe sine	1870	1864	6	100
Charrue UCF	520	463	57	89
Souleveuse	500	304	196	61
Adaptateur	500	226	274	45
Multiculteur sine	10	9	1	90
Multiculteur occi	10	9	1	90
S/ TOTAL matériels de culture	6096	5542	554	
Charrette équine	247	244	3	99
Charrette Asine	525	521	4	99
Charrette bovine	115	115	0	100
Moulins Noflaye	13	11	2	85
Décortiqueuse mil	3	1	2	33
Egréneuse Mais	10	4	6	40
S/ TOTAL matériels de transformation et de transport	913	896	17	
S/ TOTAL matériels de transformation, de transport et de culture	7009	6438	571	
Tracteurs	14	14	0	100
TOTAL EQUIPEMENT	7023	6452	571	92

Les récoltes des 1ers semis de mil et de maïs avaient démarré en octobre ; et les opérations culturales d'entretien, s'étaient poursuivies sur les dernières plantations de manioc. Le comportement phonologique des cultures est satisfaisant dans la quasi totalité des localités.

Quant à la situation phytosanitaire liée aux infestations de cantharides, elle a touché les zones de Goudiry, Kothiary Koulor, Koumpentoum et Kouthiaba.

Concernant les inondations, la situation à la date du 02 octobre 2009 porte sur une superficie totale de 166,7 ha de culture et 400 pieds de manguiers à Tambacounda et 156 ha et 3 bassins de pisciculture de 6 mois d'élevage perdus à Kédougou.

Pour les enquêtes statistiques agricoles, elles ont débuté avec un léger retard et ont été perturbées par l'enclavement de certaines zones augmenté par la pluviométrie en fin de saison (région de Kédougou, arrondissement de Kéniéba dans le Bakel, zone de Loumbi dans le Koumpentoum, etc.)

La Goana 2 pour les jeunes a connu du retard. Dans la Commune de Tambacounda, 2,75T d'arachide, 4T de mil Souna, 8 T de maïs et 200kg de fonio sont mis en place. Les faibles quantités d'arachide et le retard des autres semences n'ont pas permis les récoltes escomptées.

A Bakel, 1T d'arachide est distribuée à raison de 125 kg par arrondissement et par commune pour les 750 kg et les 250 kg donné à l'U.J.T.L. A Goudiry c'est 1,25 T d'arachide décortiquée distribuée aux 15 collectivités locales ayant reçu chacune 50 kg.

IV.6 LES RESULTATS DE LA CAMPAGNE AGRICOLE 2009/2010 (GOANA)

Les statistiques agricoles fournies par la Direction de l'Analyse, de la Prévision et des statistiques (DAPS) après traitement des enquêtes ont montré des résultats une situation en baisse par rapport à 2008/2009 GOANA an1 et à la moyenne de 2004/2005 à 2008-2009 pour toutes les spéculations dans la région de Tambacounda. Cette baisse est valable pour les superficies emblavées et les productions. Pour 2009-2010, les 120 170 ha de céréales emblavés ont donné 134 056 T contre 192 334 ha et 244 528 T en 2008-2009 soit une baisse respective de 30% et 45%. La moyenne de ces cinq dernières années est de 123 987 ha et 153 173 T. Malgré cette baisse la couverture céréalière d'un an (185kg / hbt /an) est assurée pour 724 627 habitants donc pour la région aussi.

LA COMMERCIALISATION

IV.7 COMMERCIALISATION DANS LA REGION DE TAMBACOUNDA AU 26 FEVRIER 2010

La commercialisation des produits agricoles de la campagne 2009/2010 a démarrée officiellement le 15 novembre 2009. Elle a commencé à la même période que la campagne précédente. Cette collecte concerne les départements de Tambacounda pour 66 points de collectes exécutés, Koumpentoum 48 et Goudiry 8. On note que certains points de collecte sont financés par plusieurs opérateurs.

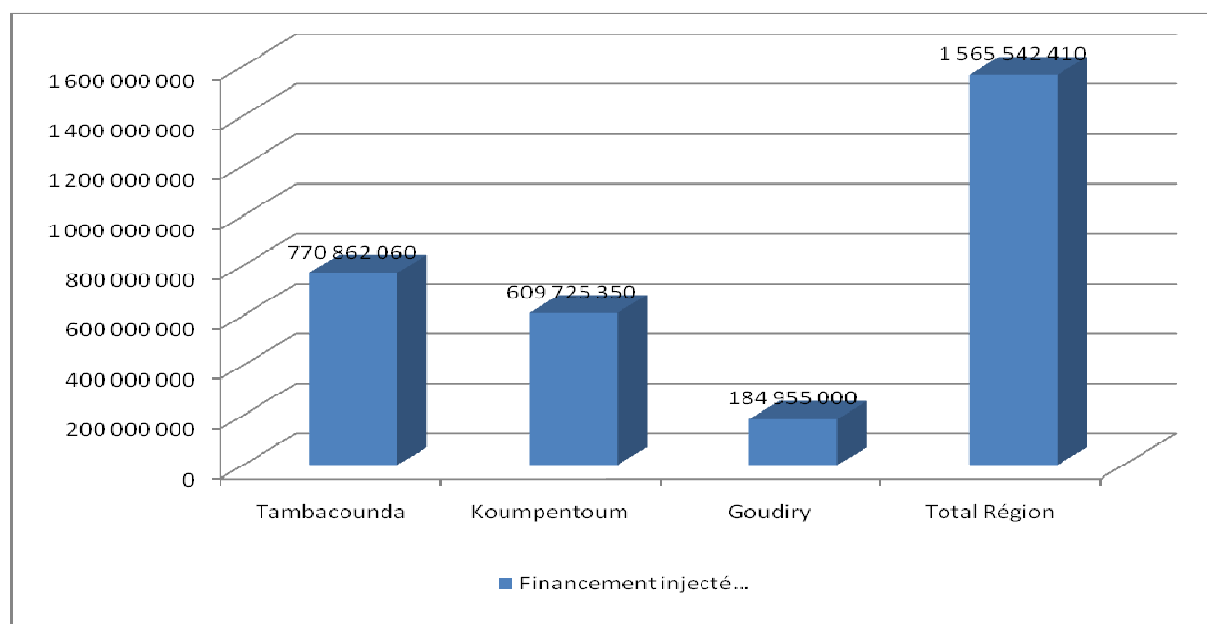
IV.7-1 LE FINANCEMENT DE LA COMMERCIALISATION DE L'ARACHIDE A LA DATE DU 26 FEVRIER 2010

Le volume total injecté s'élève **1 565 542 410f CFA** ainsi répartis à cette date.

- Département de Tamba : **770 862 060f CFA** 49% du montant total ;
- Département de Koumpentoum : **609 725 350f CFA** soit **39 %** du montant total ;
- Département de Goudiry 184 **955 000f CFA** soit **12%** du montant total.

Le graphique ci-dessous en constitue une illustration.

Graphique N° 10. Situation du financement total injecté (FCFA) et sa répartition par département à la date du 22 mars 2010



IV.7-2 SITUATION DE LA COMMERCIALISATION DE L'ARACHIDE A LA DATE DU 22 MARS 2010

Les points de collecte

Le financement de la commercialisation dans 17% des points n'a toujours pas encore eu lieu. Le nombre de points de collecte est resté à 122 et les résultats à la date du **22 mars 2010** sont consignés dans le tableau ci-dessous.

Tableau N° 33 : **Points de collecte programmés et exécutés**

Département	Points de collecte programmés	Exécutés	
		Nombre	Pourcentage
Tambacounda	66	60	91%
Koumpentoum	48	34	71%
Goudiry	8	7	88%
Total Région	122	101	83%

IV.7-3 LES MOUVEMENTS DES QUANTITES REPERTORIEES

Les quantités sont répertoriées ainsi qu'il suit :

Quantité achetée : 9 256,62 tonnes ;

Quantités évacuées 7 583,53 tonnes soit 82 % des quantités achetées ;

Quantités stockées 1673,1 tonnes soit 18 % des quantités achetées ;

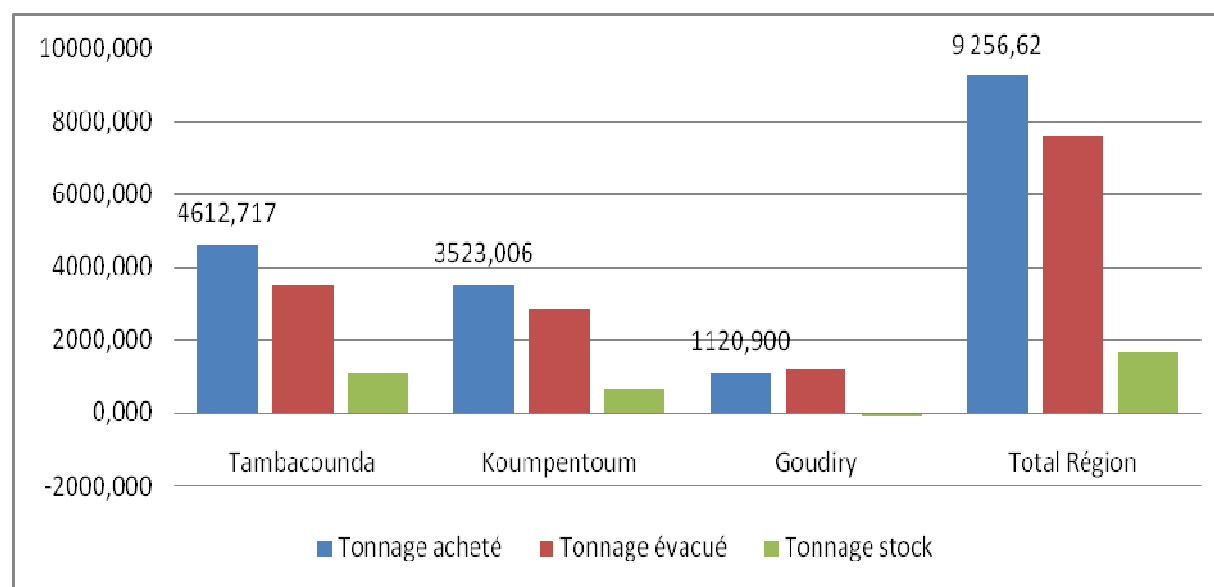
Il faut noter la quantité assez importante des dépôts ; Goudiry qui a moins de points compte 231,4 T. Des opérateurs ne sont pas payés par la SUNEOR. Ces dépôts sont signalés dans plusieurs localités. La commercialisation à Kédougou est en annexe.

Tableau N° 34 : **Mouvements des différents tonnages répertoriés à la date du 22 Mars 2010**

Département	Tonnage		
	Tonnage acheté	Tonnage évacué	Tonnage stock
Tambacounda	4612,717	3514,147	1098,570
Koumpentoum	3523,006	2872,533	650,473
Goudiry	1120,900	1196,842	-75,942
Total Région	9 256,62	7 583,52	1 673,10

Le stock négatif de Goudiry c'est-à-dire les -75,942 correspond à de l'arachide évacuée mais non payée.

Graphique N° 11. Représentation graphique des quantités d'arachide achetées, évacuées et des stockés à la date 22 mars 2010 (Tonnes)



IV.7-4 SITUATION DE LA COLLECTE DE SEMENCES D'ARACHIDE A LA DATE DU 22 MARS 2010

La collecte des semences d'arachide au niveau du centre de groupage de Tambacounda par la SUNEOR est de 2103,273Tonnes, de 73 33 et 151,5T pour l'URCAT soit 2254,278 T en tout.

Tableau N° 35 : **Commercialisation du coton graine au 22 Mars 2010**

Département	Points collecte	Villages (GPC)	collecte (T)	Financement placé FCFA
Tambacounda	235	297	3 644,96	
Koumpentoum	32	49	133,682	
Goudiry	14	32	0	
Bakel	22	88	633,74	
Total	303	466	4 412,382	539 000 000

La commercialisation du coton a démarré le 14 décembre 2009. La prévision de collecte estimée est de 6 389,192 T pour la région de Tambacounda. Le remboursement à la date du 24 Février est de 185 417 546 F sur 204 988 498 F soit 90%.

Le prix de la graine de coton (vente presque terminée) est aussi fixé comme suit :

- 131 F/ kg pour le détail ; 129 F / kg pour un tonnage supérieur à 90 T
- 127 F/kg pour un tonnage supérieur à 240 T

Avec une subvention de l'Etat de 1 556 millions, le prix officiel du coton graine est passé de 113 à 185 FCFA/ kg pour le 1^{er} choix. Cela a permis un engouement pour la relance de la culture du coton. Le matériel agricole subventionné à 60% : 979 Semoirs, 576 Houes Sine, 500 charrettes équines, 452 charrettes asines, 32 charrues UCF, 24 arara + charrues, 87 houes occidentales et 59 butteurs sine. L'achat de coton à Kédougou est en annexe.

On note que sur 122 points affectés aux opérateurs, 101 sont fonctionnels soit 74% en injectant 1 565 542 410 FCFA permettant d'acheter 9256,62 Tonnes contre 777 203 790 FCFA (6917,81 T achetées) en 2008-2009. Ceci est la conséquence de plusieurs contraintes dont l'insuffisance du financement est la principale

Pour atténuer ces contraintes, il a été proposé de :

- Désaffecter les points non fonctionnels afin de les affecter aux opérateurs solvables ;
- Revoir le choix des opérateurs qui devraient être solvables et choisis à partir de la base en collaboration avec les producteurs et les collectivités locales dans le souci de mieux cibler les subventions de l'Etat ;
- Faire de sorte que les producteurs occupent d'autres maillons de la filière telles que la commercialisation et la transformation pour bénéficier davantage de valeur ajoutée et d'emploi (but de la syndicalisation) ;

- Diversifier les sources de financement des opérateurs car seule la CNCAS leur a octroyés des fonds ; c'est le cas avec la SGBS qui a financé l'URCAT par la NOVASEN.
- Revoir le système carreaux usine qui retarde beaucoup les opérateurs à rentrer dans leur fonds pour pouvoir payer en retour les producteurs ; cela éviterait l'existence des **dépôts impayés**, compte tenu du fait que les producteurs veulent coûte que coûte se débarrasser de leurs graines (certains n'hésitent pas à brader sur le marché parallèle des arachides en coques et même en graines) ;
- Que les forces de sécurité et le service régional du commerce fassent le relevé de l'immatriculation des camions qui squattent les marchés hebdomadaires, pour s'assurer qu'ils ne s'y approvisionnent pas en arachide ;
- Renouveler le matériel de criblage dont l'absence ou la défectuosité oblige les producteurs dans certains points de collecte à vendre de l'arachide non criblée à des prix inférieurs à 165 f/kg ;
- Le respect des opérateurs des points de collecte qui leur sont affectés, etc.

Ces recommandations n'ont pas empêché les bons des opérateurs forcés par des producteurs qui ne veulent pas supporter les risques. Une solution durable doit être trouvée pour l'arachide par exemple augmenté les financements, trouver une solution à la transformation en huile et la vente de ce produit, etc.

IV.1 RESULTATS DU PROGRAMME NATIONAL D'AUTOSUFFISANCE EN RIZ (PNAR)

Pour la campagne agricole 2009-2010, les semences de riz dans les départements de Bakel, Goudiry, etc. n'ont pas été fournies. Toutefois 76, 20 et 15 motopompes sont distribuées respectivement dans les départements de Bakel, Tambacounda et la région de Kédougou dans le cadre du PNAR. Cependant peu sont fonctionnelles pour diverses raisons (le manque de pièces et de bacs flottants sont dominants) ; à Bakel (distribué depuis 2007) ils sont peu utilisés (placés) pour être opérationnel, Tambacounda et Kédougou n'ont reçu qu'en fin 2009 et avec des pièces manquantes et sans bacs ce qui est non opérationnel pour le fleuve Gambie.

Les superficies emblavées en riz ainsi que la production ont obéi à la baisse générale constatée avec les autres spéculations dans la région par rapport à 2008-2009 et à la moyenne 2004/2005 à 2008/2009 ; seuls 1059 ha produisant 2 772 T sont donnés pour 2009-2010 contre 5795 ha et 1498,5 ha produisant respectivement 13631 T et 2218,8 T en 2008-2009 et pour la moyenne de 2004-2005 à 2008-2009. Le rendement en riz a cependant

augmenté par rapport à la GOANA1 et à la moyenne des cinq dernières années : 2,618T/ha contre 2,352 T/ha et 1,378T/ha.

CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS

Malgré le bon déroulement de la campagne après un démarrage difficile de la pluviométrie dans certaines localités, nous pouvons souligner certains problèmes majeurs qui ont été rencontrés :

- Retard dans la mise en place des intrants de certains opérateurs,
- Insuffisance de contractuels et retard dans la prise en charge des statistiques agricoles,
- Insuffisance du matériel agricole
- non fonctionnalité des motopompes du Programme National d'Autosuffisance en Riz (PNAR)

Les recommandations formulées sont :

- Faire la mise en place des intrants à partir du mois d'avril pour permettre aux opérateurs d'accéder aux zones enclavées en hivernage.
- Améliorer la qualité des semences d'arachides pour certains opérateurs,
- Les producteurs disposant de réserves de semences de maïs, transférer la subvention des semences dans les engrais pour réduire la cherté,
- Prolonger les subventions des intrants pour les cultures de décrue, appui en bacs aux producteurs qui ont des GPM de moins de 400m³/H
- Prévoir des points de vente pour la commercialisation de l'arachide pour le nouveau département de Bakel.
- Faire le transfert des GPM dans les zones qui ont des sources d'eau qui n'ont pas été prises en compte par les aménagements hydro agricoles de Bakel et compléter les pièces manquantes dans le Tambacounda et Kédougou,
- Augmenter le budget des statistiques et déconcentrer la gestion au niveau de la région ;
- Prendre en compte les statistiques des cultures de décrue dans la planification des enquêtes agricoles
- Pré positionné des unités de traitement phytosanitaire dans la région pour réduire les dégâts en cas d'infestation ;
- Trouver des mesures d'accompagnement suite à la libéralisation de la commercialisation de l'arachide ;
- Avec la syndicalisation des producteurs (SYNAEP/JAPANDOO) la planification des besoins sera initiée au niveau local

- La vigilance de tous les partenaires est sollicitée, car les intrants sont subventionnés pour la production et ne sont pas destinés au commerce.

La mise en place précoce des intrants est une action très importante pour une bonne maîtrise du démarrage de la campagne.

Tableau N° 36 : Situation programme équipement en monde rural 22/03/2010

Equipements	Tambacounda			Kédougou			Bakel			Région			%
	Reçu	Vente	Stock	Reçu	Vente	Stock	Reçu	Vente	Stock	Reçu	Vente	Stock	
Semoir	1459	1459	0	276	257	19	951	951	0	2686	2667	19	99
Semoir tracté 4 rangs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Houe sine	119	1190	0	240	234	6	440	440	0	1870	1864	6	100
Charrue UCF	176	136	40	193	179	14	151	148	3	520	463	57	89
Souleveuse	250	232	18	125	8	117	125	64	61	500	304	196	61
Adaptateur Sine	250	161	89	125	0	125	125	65	60	500	226	274	45
Multiculteur Sine	6	6	0	1	0	1	3	3	0	10	9	1	90
Multiculteur occi	6	6	0	1	0	1	3	3	0	10	9	1	90
S/TOTAL Matériels de culture										6096	5542	554	
Charrette équine	182	182	0	0	0	0	65	62	3	247	244	3	99
Charrette Asine	190	190	0	240	240	0	95	91	4	525	521	4	99
Charrette Bovine	65	65	0	25	25	0	25	25	0	115	115	0	100
Moulins Noflaye	8	6	2	2	2	0	3	3	0	13	11	2	85
Décortiqueuse Mil	2	1	1	0	0	0	1	0	1	3	1	2	33
Égraineuse Maïs	6	3	3	2	0	2	2	1	1	10	4	6	40
S/TOTAL Matériels de Transformation et de Transport										913	896	17	
S/TOTAL Matériels de Transformation et de Transport et de culture										7009	6438	571	
Tracteurs	9	9	0	2	2	0	3	3	3	14	14	0	100
TOTAL EQUIPEMENT										7023	6452	571	92

Tableau N° 37 : Récapitulation annuelle des productions régionales par spéculation: TAMBACOUNDA

Tamba	Maïs			Riz			Mil			Sorgho			Fonio			Céréales	
Région	Sup (ha)	rdt kg/ha	prd (t)	Sup (ha)	rdt kg/ha	prd (t)	Sup (ha)	rdt kg/ha	prd (t)	Sup (ha)	rdt kg/ha	prd (t)	Sup (ha)	rdt kg/ha	prd (t)	sup(ha)	prod (t)
1990/91	29521	1151	33971	5833	1963	11448	30319	704	21352	44998	925	41609					108380
1991/92	22756	1159	26371	2665	2650	7062	33890	671	22749	23113	965	22303					78485
1992/93	26387	982	25921	2649	1316	3487	19444	759	14752	38337	888	34051					78210
1993/94	27728	1704	47241	4078	1458	5944	34610	693	24013	35768	649	23207					100405
1994/95	28890	1074	31020	2955	2141	6326	37000	782	28920	36661	842	30854					97120
1995/96	26740	1275	34100	4161	1471	6119	29784	782	23292	37191	872	32422					95933
1996/97	17510	1351	23663	2131	1478	3149	33747	787	26564	36197	913	33054					86430
1997/98	12884	943	12156	2135	948	2025	35478	719	25526	34577	872	30159					69866
1998/99	13756	730	10044	1366	1063	1453	43649	779	34006	47729	924	44091					89594
1999/2000	18777	1014	19038	2158	1476	3185	40422	864	34929	55369	942	52147					109299
2000/2001	19195	1145	21974	1487	715	1063	33631	1124	37810	39416	1152	45391					106237
2001/2002	26643	1322	35223	2257	1258	2840	37744	879	33194	40473	1034	41850	519	571	296	107665	113406
2002/2003	29628	520	15516	1703	1454	2476	38244	851	32539	42566	649	27639	1029	587	604	113170	78775
2003/2004	44610	2376	106008	1642	1696	2785	70145	842	59049	62161	1185	73638	581	743	432	179239	241480
moy04-08	31497	1912	60097	1498,5	1378	2218,8	49417	1006	49443	40398	1005	41204	1330	541	713	123987	153173
2004/2005	31559	2763	87195	1724	1020	1757	48845	1456	71147	37320	1201	46300	1374	404	555	120821	206950
2005/2006	31435	2843	89424	806	1475	1189	53228	890	47386	45317	1214	55014	1345	577	777	132131	193783
2006/2007	27330	1087	29701	2211	2244	4961	44882	1013	45488	37869	776	29390	1091	633	690	113383	110230
2007/2008	35664	955	34066	1253	773	968	50714	666	33752	41085	830	34113	1508	550	830	129611	101730
2008/2009	44101	1355	59773	5795	2352	13631	71674	1241	88957	65875	1175	79781	2889	826	2386	192334	244528
2009/2010	24671	1226	30235	1059	2618	2772	50286	946	47575	44014	1213	53369	141	750	106	120170	134056

Tableau N° 38 : Récapitulation annuelle des productions régionales par spéculation: TAMBACOUNDA

Tamba	Arachide huilerie			Arachide de buche			Coton			Niébé			Pastèque			Sésame			
	Région	Sup (ha)	rdt (kg/ha)	prod (t)	sup (ha)	rdt (kg/ha)	prod (t)	sup (ha)	Rdt (kg/ha)	prod (t)	sup (ha)	Rdt (kg/ha)	prod (t)	sup (ha)	rdt (kg/ha)	prd(t)	sup (ha)	rdt (kg/ha)	prod (t)
1990/91		78907	957	75505	0	0	0	14632	750	10977	831	150	125	0	0	0	0	0	0
1991/92		88761	961	85293	0	0	0	16895	1035	17493	14	429	6	0	0	0	0	0	0
1992/93		53354	994	53051	0	0	0	15416	1106	17046	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1993/94		64422	1046	67361	0	0	0	13461	1066	14350	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1994/95		73614	989	72800	0	0	0	9364	1163	10893	0	0	0	0	0	0	0	0	0
1995/96		52029		4E+05	0		0	13175	755	9950	600	562	337	0	0	0	0	0	0
1996/97		47192	1020	48135	0		0	18337	750	13749	1956	355	695	0	0	0	0	0	0
1997/98		40906	908	37155	0		0	17004	np	nd	785	521	409	0	0	0	774	401	310
1998/99		44738	1429	63925	518	1261	653	8235	598	4928	1706	607	1035	143	20000	2860	249	558	139
1999/2000		64343	1315	84588	0		0	5100	984	5017	1791	609	1090	143	20000	2860	200	495	99
2000/2001		88208	1066	94052	19	1204	23	7856	1050	8245	1915	610	1169	205	20000	4100	15	400	6
2001/2002		74130	1023	75847	0		0	12123	1078	13068	971	585	568	225	20000	4500	0	0	0
2002/2003		54575	687	37486	0		0	12578	959	12059	979	512	501	69	20000	1380	1495	525	785
2003/2004		56462	1195	67447	0		0	14214	1087	15447	1240	614	761	1551	20000	31020	1321	500	661
moy04-08		59638	929,4	57495	0	0	0	12805	1118,8	14260,2	2115	476	1065	191	11600	2140,4	1799	3394	2050,8
2004/2005		67707	1217	82407	0	0	0	12717	999	12707	3382	500	1691	89	20000	1780	6298	500	3150
2005/2006		68328	1031	70413	0	0	0	12910	1195	15426	2046	647	1324	0	0	0	1108	550	609
2006/2007		40337	672	27120	0	0	0	14577	1006	14668	2747	450	1236	132	15000	1980	794	550	436
2007/2008		39048	809	31595	0	0	0	13620	1193	16244	2291	381	1031	154	15000	2310	400	372	149
2008/2009		82769	918	75942	0	0	0	10203	1201	12256	109	400	44	579	8000	4632	394	15000	5910
2009/2010		63204	947	59885				6306	1013	6389	2193	500	1096	142	15000	2131	1488	400	591

CHAPITRE V. ELEVAGE

INTRODUCTION

En 2009, le cheptel régional est estimé à 752 055 bovins, 1 189 213 ovins, 1 071 266 caprins, 1 788 porcins, 21 348 équins, 40 128 asins et 1 334 474 volailles.

Ce potentiel animal riche et varié résulte de la combinaison d'une pluviométrie abondante et d'un réseau hydrographique dense, favorisant ainsi le développement d'un pâturage riche et varié capable d'entretenir le cheptel régional durant toute l'année.

V.1 REPARTITION DES EFFECTIFS DU CHEPTEL PAR ESPECES ET PAR DEPARTEMENT EN 2009 (en nombre de têtes)

A la lecture du tableau ci-dessous, on se rend compte qu'excepté les effectifs asins dans le département de Bakel, c'est plus dans le département de Tambacounda que l'on note la plus grande concentration du cheptel. On note également beaucoup d'ovins (752 055) et de caprins (1071266 têtes).

Tableau N° 40 : Répartition des effectifs du cheptel par espèces et par département en 2009

Départements	Bovins	Ovins	Caprins	Porcins	Equins	Asins	Camelins	Volaille
Tamba	364 385	850 693	632 570	551	11 396	11 995	-	614 282
Bakel	335 604	306 245	423 906	502	9 904	28 043	-	435 992
Kédougou	52 067	32 275	14 790	736	48	90	-	284 200
Total	752 055	1 189 213	1 071 266	1 788	21 348	40 128	-	1 334 474

V.2 CAMPAGNE DE VACCINATION 2009/2010

La campagne de vaccination 2008/2009 s'est déroulée du quinze (15) décembre 2008 au trente juillet 2009. Les opérations vaccinales ont été effectuées uniquement par les agents du service public en raison d'un calendrier chargé pour le privé avec le Programme Spécial d'Insémination artificielle bovine du mois d'octobre à juillet.

Tableau N° 41 : **Campagne de vaccination dans le Département de Bakel**

CPV	CR	Effectifs estimés PR	Vacc. PPR	Effectifs Estimés Equ	Vaccinations Polyéqui peste
DIAWARA	Moudéry	22 000	14 212	100	80
	Diawara commune	1 700	1 157	50	0
	Gabou	35 000	3 500	500	32
	Ballou	25 000	8 000	500	0
KIDIRA	Bellé	20 000	4 343	200	0
	Sinthiou Fissa	10 000	3 339	100	0
	Kidira	9 000	7 687		0
KOTHIARY	Kothiary	15 000	5 712	500	426
	Koulor	15 000	3 804	500	669
GOUDIRY	Sinthiou Mamadou Boubou	7 000	0	400	0
	Boyngel	7 000	0	300	0
	Dougué		0	400	300
KENIEBA	Gathiary	10 000	5 000	30	30
	Médina Foulbé	5 000	5 000	10	0
	Koussan	5 000	0	10	0
SADATOU	Sadatou	2 000	1 200	20	0
BALA	Bani israel	10 000	0	500	100
	Diankémakha	2 000		100	150
TOTAL			62 953		1 737

Tableau N° 42 : **Autres Vaccinations dans les postes vétérinaires**

Poste vétérinaire	Pasteurellose	Pasteurellox	Clavelée	anabot
DIAWARA	8 000	380	3 400	1 600
KIDIRA	1 636	453	1 930	
KENIEBA				
GOUDIRY	1 764	2 990		
KOTHIARY	3 765	624	17 669	12 281
TOTAL	15 165	4 447	22 899	13 881

V.3 ORGANISATION

Quelques difficultés ont été rencontrées dans l'organisation de cette campagne dues aux élections locales de mars 2009 et l'exécution du programme GOANA. Cette situation a entraîné une couverture incomplète dans certaines collectivités locales malgré tous les efforts déployés dans la sensibilisation

Tableau N° 43 : Moyens mis en œuvre

Equipe	Composition		Logistiques	
	ATE	Auxiliaires	Moto	Vélos
Maka / Kahène	1	5	1	5
Koumpentoum	1	8	1	2
Koutiaba	1	10	3	3
Koussanar	1	3	2	0
Missirah	1	1	1	1
Total	5	27	8	11

V.4 RESULTATS

Résultats techniques :

Tableau N° 44 : Les petits ruminants

Collectivités	Effectifs estimés	Objectifs	Effectifs visités	Effectifs vaccinés	V/O %	V/E %
Kahène	17000	8500	4455	4010	40.10	24
Bamba	16000	8000	10522	9470	118.37	59.18
Koumpentoum	11000	5500	7245	6520	118.54	59.27
Koutiaba	26000	13000	28788	25730	198	99
Koussanar	22000	11000	11100	10000	91	45.45
Missirah	13000	6500	4466	4020	62	31
Dialakoto	5000	2500	558	503	20.12	10.06
Nétéboulou	6000	3000	3220	2900	97	48.33
Tamba commune	1500	750	1110	1100	147	73.33
Total	117500	58750	71464	64253	109.36	54.68

Tableau N° 45 : Les équins

Collectivités	Effectifs estimés	Objectifs	Effectifs visités	Effectifs vaccinés
Maka	1600	320	1112	1000
Kahène	2100	420	956	860
Bamba	2100	420	2122	2 000
Koumpentoum	1100	220	923	830
Koutiaba	5200	1040	2544	2290
Malème Niani	2100	420	1 600	1520
Koussanar	1100	220	1 200	1000
Sinthiou Malème	1000	200	166	150
Tamba Commune	500	100	7 00	650
Total	16800	3360	11 323	10 300

Tableau N° 46 : **La volaille**

Collectivités	Effectifs estimés	Effectifs visités	Effectifs vaccinés
Maka	6000	700	655
Missirah	5000	250	200
Total	11000	950	855

NB : C'est le vaccin ITA NEW qui a été utilisé, le vaccin I2 n'était pas disponible à la bonne période.

Autres vaccinations

Il s'agit de la vaccination contre la dermatose nodulaire qui a sévi dans une grande partie de la région durant l'hivernage 2008. La vaccination s'est déroulée du mois d'août 2008 à janvier 2009. Quelques actions ont été menées, aussi, contre la clavelée, dans quelques villages des collectivités de Nétteboulou, Sinthiou Malème et Tamba commune.

Tableau N° 47 : **Synthèse des résultats de la région**

Département	PPR	Polyéqui peste	Pastllad	Pastllox	Clavelée	F A
BAKEL	62 953	1 737	15 165	4 447	22 829	
TAMBA	64 253	10 300			2 000	6 300
TOTAL	127 206	12 037			24 829	

Vaccins reçus

PPRH/ 160 000 doses

Affectés à Kédougou : 3 500

Affectés à un Dr du privé : 10 000 doses

Reliquat : 15 000 doses

Polyéqui peste :

Reçu : 15 000 doses et utilisés 15 000 doses

I2 Reçu 20 000 doses et reliquat 20 000 doses pour la prochaine campagne

Insémination artificielle à la date du 31 décembre 2009

Tableau N° 48 : *Recensement des Métis*

Départements	Nombre de métis	Sexe mâle	Sexe femelle
TAMBACOUNDA	161	56	105
KOUMPENTOUM	119	72	47
BAKEL	30	16	14
GOUDIRY	12	7	5
Total région	312	151	161

Les résultats de ce recensement ne concernent pas la GOANA II dont les premières naissances sont attendues à partir de décembre 2010.

Les races rencontrées sont la Montbéliarde, la Holstein et le Guzérat

CONTRAINTES ET RECOMMANDATIONS

Les contraintes suivantes ont été notées au cours de cette campagne :

- Les chefs de poste n'ont pas eu la disponibilité nécessaire pour s'occuper, spécialement, de la campagne comme les années précédentes. Une grande partie de leur temps a été consacrée au programme GOANA. Certains d'entre eux ont été mobilisés pour la préparation des élections locales de mars 2009.
- Pour la vaccination de la volaille, Il ya eu une absence totale de **12** durant la période propice. Ce qui a réduit fortement l'effectif vacciné par rapport aux campagnes antérieures. L'ITA NEW a été utilisé dans certaines collectivités.
- On note également que l'approvisionnement en PPRH et en polyéquipeste a été correct au cours de cette campagne.
Pour la prochaine campagne, il faut :
 - Démarrer la campagne dès le début du mois de novembre
 - Disposer d'un stock assez suffisant de vaccin dès le démarrage.
 - Adopter une nouvelle approche pour la vaccination de la volaille avant la prochaine campagne.
 - Doter les chefs de poste de congélateurs (modèle électrique à Missirah, Koussanar, Koumpentoum et modèle à gaz à Koutiaba et Maka).
 - Donner de nouvelles motos aux chefs de poste de Koumpentoum et Koussanar.

CONCLUSION

La campagne 2008/2009 a connu beaucoup de contraintes d'ordre générale

Sur les treize collectivités, neuf ont été couvertes aussi bien pour le PPRH que le polyéquipeste. Au niveau des résultats, l'objectif de 50% de vaccination des effectifs estimés a été largement dépassé chez les petits ruminants dans les neuf collectivités couvertes (109.36%).

Cependant, à ce niveau, on note une baisse de 30.36% sur l'effectif global vacciné par rapport à la campagne précédente.

Pour ce qui est des équins, l'objectif de 20% a été largement dépassé (261.60%). Si l'on se réfère sur le complément vacciné au cours de la précédente campagne, on note une augmentation de 33.3.%.

CHAPITRE VI. EAUX ET FORETS

INTRODUCTION

Ce présent chapitre concernant les eaux et Forêts occupe un poids très important dans ce document d'abord en raison de la qualité des données, ensuite par rapport à l'ampleur et la diversité des actions menées dans la région. En effet, à la faveur de sa position géographique, de son climat, de sa pluviométrie, et de l'étendue de ses forêts classées, la région de Tambacounda est sans aucun doute un des derniers bastions de la biodiversité de notre pays.

VI.1 PATRIMOINE FORESTIER DE LA REGION

VI.1.1 SITUATION DU DOMAINE FORESTIER

La région de Tambacounda : zone éco - géographique Est et du Sud-est couvre une superficie de **4.263.230 ha**, avec **1.185.522,75ha** de superficies classées (27,81 % du territoire régional) réparti entre une partie de la Zone d'Intérêt Cynégétique (ZIC) dans le département de Bakel et 15 forêts classées dont 07 dans le département de Tambacounda, 04 dans le département de Goudiry et 04 dans le département de Koumpentoum.

Tableau N° 49 : **Domaine classé**

Nom du massif forestier classé	Arrêté de classement	LOCALISATION	
		Département/	Commune /CR
Tamba Nord	2571/ du 16.08.1939	Tamba	Sinthiou-Malème
Botou	3224/ du 05.12.1941	Tamba	Koussanar
Koussanar	1584/ du 28.04.1942	Tamba	Koussanar
Tamba Sud	2400/ du 03.01.1946	Tamba	
Malème Niani	3497/ du 01.09.1947	Koumpentoum	Malème Niani
Ouly	1120/ du 18.03.1947	Tamba	
Panial	4397/ du 05.12.1950	Koumpentoum	
Panlates	4398/ du 04.08.1950	Koumpentoum	
Koumpentoum	3686 du 10.06.1950	Koumpentoum	
Gouloumbou	68112/ du 01.02.1968	Tamba	Missirah
Ndiambour	68113/ du 01.02.1968	Tamba	
Balla Est	3159/ du 08.02.1940	Goudiry	Bala
Balla Ouest	3160/ du 08.09.1941	Goudiry	Bala
Bala Sud	3161 du 08.09.40	Goudiry	Bala
Goudiry	1158/ du 09.03.1941	Goudiry	
ZIC/Falémé	1170 du 29.09.72	Bakel	

VI.2 PROBLEMATIQUE DU DEVELOPPEMENT FORESTIER

Il est important de préciser que la région de Tambacounda, partage une frontière de plus de 900 km avec quatre pays limitrophes (Mali, Mauritanie, Gambie et Guinée). Cette zone transfrontalière abrite d'importantes ressources naturelles dont l'exploitation génère parfois et par endroits des conflits entre les divers usagers des pays riverains. C'est le cas avec la pêche continentale, la chasse, l'agriculture, et la transhumance.

Tableau N° 50 : **Zones amodiées**

(Rappeler de manière succincte les grands principes)

Amodiataires	Nom	Superficie (ha)	Année amodiati on	Localisation	Délimitée/ Bornée	Pancarte	Cartographiée
Noel Saint James	Maka Sao I						
Michel HOUDEBINE	Guénéto	60000	1995	Tamba	Oui	Oui	Oui
Ansoumane SIGNATE	Gouloumbou	50000	1995	Tamba	Oui	Oui	Oui
Oumar SOW	Missirah	20000	1995	Tamba	Oui	Oui	Oui
Djidian FAYE	Mayel Dibi	60000	1995	Tamba	Oui	Oui	Oui
Oumar SOW	Diana	60000	1995	Tamba/Goudiry	Oui	Oui	Oui
Monique ALLOUIN	Goumbayel	60000	1995	Goudiry	Oui	Oui	Oui
	Louguéré	60000	1995	Goudiry	Oui	Oui	Oui
Gérard BOCCAMAELO	T.III	32000	1995	Bakel/Goudiry	Oui	Oui	Oui
Marcel CORRE	Sadatou	60000	1995	Bakel	Oui	Oui	Oui
Mor DIENG	Dindédji	10000	1995	Goudiry	Oui	Oui	Oui
Henri CROSSET	Louguéré T.I	60000	1995	Goudiry	Oui	Oui	Oui
Mme Alice DAKOUO	Goudiry	60000	1998	Goudiry	Oui	Oui	Oui
Gorgui NDIAYE	Louguéré T.II	60000	1999	Goudiry	Oui	Oui	Oui
Salvador MILTON	Kahène	60000	1999	Koupentoum	Oui	Oui	Oui
Oumar SARR	Kouthia	25000	2003	Goudiry	Oui	Oui	Oui
Jean Pierre DUROISSIN	Maka Sao II	40000	2000	Tamba	Oui	Oui	Oui
	Ndoga	15000	2001	Tamba	Oui	Oui	Oui
Asta KEBE	Babacar	30000	2002	Bakel	Oui	Oui	Oui
Salvador MILTON	Sinthiou Fissa	54000	2004	Goudiry	Oui	Oui	Oui
Yaya DEMBELE	Koulor	60000	2008	Bakel	Oui	Oui	Oui
Omar SARR	Médina						
	Foulbé						
Total	20 zones	1301 000					

Dans la région il existe 20 zones amodiées couvrant une superficie de 1301000 ha.

VI.4 REALISATIONS DU SERVICE

65

VI.3.1 RAPPEL DES ACQUIS MAJEURS DE LA REGION

- La mise en œuvre des plans d'aménagement, a permis de contenir toute l'exploitation du bois énergie dans les forêts aménagées. Cette nouvelle formule, qui responsabilise entièrement les populations dans la gestion de ces forêts

aménagées, garantit une protection et une surveillance rapprochée de ces ressources.

- La mise en place d'une stratégie de communication à l'échelle régionale pour endiguer les Feux de brousses.

VI.3.2 BILAN DES REALISATIONS PAR COMPOSANTE THEMATIQUE

VI.3.2.1 AMENAGEMENTS FORESTIERS

❖ ZONES AMENAGEES

Dans ces forêts communautaires aménagées (Missirah / Kothiary, Sita Niaoulé, Néttéboulou, Koar et Koulor), sur les cent quatre vingt quinze (195) organismes orientés, cent quatre vingt six (186) seulement ont retiré leur fiche d'orientation dans ces différents sites.

L'exécution du quota a été confiée :

- d'une part aux populations locales organisées en comités villageois de gestion et de développement (CVGD) et
- d'autre part aux organismes d'exploitants forestiers ayant signé des contrats avec les comités inter villageois de gestion et de développement (CIVGD).

L'installation des exploitants dans les parcelles ciblées est réalisée par le service forestier en compagnie du président du conseil rural et des organisations de base.

La délivrance du permis de coupe est faite sur la base d'un constat de production du charbon délivré par le Comité Inter Villageois de Gestion et de Développement (CIVGD).

VI.3.2.2 EXPLOITATIONS FORESTIERES

La campagne d'exploitation forestière (CEF) 2009 est organisée par l'arrêté numéro 00040/MEPN/DEFCCS du 09 Janvier 2009. En son article 1, il stipule que la campagne d'exploitation est ouverte du 01 janvier au 31 décembre 2009 avec une période de repos végétatif de deux (02) mois, aout-septembre.

66

Le présent rapport donne la situation globale de l'exécution de la campagne 2009 d'exploitation forestière à la date du 31 Décembre 2009, date de fermeture de la CEF pour tous les produits contingentés.

Tableau N° 51 : Exécution de l'exploitation du charbon de bois contractualisé.

Nom du massif	ZA	Nbre organismes	Possibilité octroyée	Quantité exploitée	Quantité déposée	Quantité non exploitée
MISSIRAH	oui	12	8 406	5555	1420	4135
KOTHIARY	Oui	50	36322	27 220	11 268	9 102
KOAR	Oui	84	55680	44 488	15 016	11 192
KOULOR	Oui	32	22996	18131	7938	4895
Sita Niaoulé	oui	17	13770	9020	2175	4750
Total		195	228356	104414	38392,5	123942

Tableau N° 52 : Exécution de l'exploitation du charbon de bois contractualisé par les producteurs locaux

Nomdu massif	ZA	Nbre d'OCB	Possibilité octroyée	Quantité exploitée	Quantité déposée	Quantité non exploitée	Revenus monétaires	Montant versé au fonds d'aménagement	Montant reversé aux employés	Observations
SITANIAOULE	oui	1	20490	20855	0					
MISSIRAH	oui	1	14325	14 827	0					
NETEBOULOU	oui	1	8945	8 647	0	297				
KOTHIARY	oui	1	18390	18 390	0					
KOAR	oui	1	52358	52 358	11 600					
KOULOR	oui	1	18390	16 975	4 200	1415				
Total	oui	1	132898	132053	15800					

Tableau N° 53 : Exécution de l'exploitation du charbon de bois de réserve

MASSIFS	Possibilité octroyée	Quantité Exploitée	Quantité Déposée	Quantité non exploitée
MISSIRAH	14400	11775	3400	2625
SITANIAOULE	9300	7325	4475	1975
KOTHIARY	62850	48700	30085	14450
KOAR	108750	70550	45205	3350
KOULOR	59250	53170	29300	5780
TOTAL	254550	191520	112465	28180

Tableau N° 54 : **Circulation du charbon de bois, du bois de chauffe et du bois d'artisanat à partir des zones de production**

Destinations	Charbon de bois		Bois de chauffe		Bois d'artisanat	
	Nbre camions	Quantité (en qx)	Nbre camions	Quantité (en st)	Nbre camions	Quantité (en st)
Touba			605	18120		
Tivaouane			66	1980		
Thiès			31	930		
Ndiassane			30	900		
Diourbel			7	210		
Prokhane			7	210		
Thiénaba			6	180		
Kaolack			32	960		
Mbour			32	990		
Rufisque			2	60		
Total			819	24540		

➤ **Charbon de bois et bois de chauffe en provenance des zones de production**

A la date de fermeture de la campagne 2009 qui correspond au 31 Décembre 2009 cent soixante quinze (175) organismes avaient retiré leur fiche d'orientation dans le cadre de la contractualisation. Le taux de réalisation global (contractualisation et production locale) de la campagne est de 87,56%.

Malgré le non retrait des fiches d'orientations par 10 organismes, le taux d'exécution du quota alloué à la région connaît un succès comparé au taux de l'année dernière.

Les populations locales quant à elles, avec l'absence de permis non déposé non circulé, se sont montrées plus engagées dans l'exécution de la dite campagne.

DIFFICULTES RENCONTREES :

- Manque de moyen logistique pour assurer un suivi régulier sur le terrain
- Insuffisance de la présence des agents à la base, dans les chantiers d'exploitation du charbon surtout. La faiblesse de ce suivi a conduit au constat de quelques dépassements (sans effets négatifs sur le quota alloué à la région), au niveau de la production locale, dans le Missirah.

68

En zones aménagées, par contre, les organismes tout comme les structures locales ont beaucoup de difficultés à exploiter leur quota. On peut citer entre autres problèmes, l'éloignement des chantiers de coupe des zones d'habitations, les conditions de vie difficiles liées au ravitaillement en eau des "sourghas" dans les dits chantiers.

Il serait donc souhaitable que le service forestier, avec l'appui de ses partenaires, déploie des moyens supplémentaires pour créer des points d'eau dans chaque massif aménagé.

➤ **Exécution quota bois d'artisanat à usage de sculpture**

Tableau N° 55 : **Récapitulation sur le bois d'artisanat à usage de sculpture**

N°	Zones	Quota alloué	exploité	Reliquat	Quota circulé	% d'exploitation
1	Arrondis. BALA	11400	1950	9450	1050	17,10
2	Arrondis. Missirah	2280	1560	720	930	68,42
TOTAL		13680	3510	10170	1980	25,66

Parmi les 86 organismes qui ont retiré leur fiche d'orientation, on note que seulement 29 ont exécuté leur quota et atteint un taux d'exécution réel 25,66%. Le taux d'exécution du quota est faible.

➤ **Exécution du quota de bois de menuiserie**

Tableau N° 56 : **Bois d'artisanat à usage de menuiserie**

Quantité Alloué	Quantité Exploité	Reliquat	% d'exploitation
250	150	100	60

Le quota artisanal à usage de menuiserie alloué aux artisans de la région de Tambacounda a connu cette année un niveau d'exécuté de 60%, taux qu'on n'atteint très rarement. Il faut saluer ici les actions de contrôle effectué sur le terrain par les agents, mais surtout l'impact de la sensibilisation / information développée en direction des dits artisans par l'Inspection régionale de Tambacounda.

Tableau N° 57 : **Exploitation locale des produits forestiers non ligneux**

Produits forestiers non ligneux	Quantité exploitée (kg)	Prix Unitaire	Revenu
Jujube	61330	15	919 950
Nététou	2197	15	32 955
Nété	300	15	4 500
Dankh	5140	15	77 100
Koncorong	1810	15	27 150
Piment noir	310	15	4 650
Gingembre	4144	15	62 160
Gingembre	60	30	1 800
Madd	6170	15	92 550
Diguidié	5748	15	86 220
Pain de singe	1736380	15	26 045 700
Tamarin	10540	15	158 100
Gousses	15	35	525
Huile de Palme	6718	50	335 900
Karité	1055	50	52 750
Gomme mbepp	402325	100	40 232 500
Gomme arabique	320	70	22 400
Ecorce Santan	82,5	40	3 300
Cure dent	400	30	12 000
Cure dent	510	15	7 650
Ecorce	36863	30	1 105 890
Encens	635	15	9 525
Feuilles de rônier	45150	15	677 250
Eponge	4180	50	209 000
Eponge	400	15	6 000
Racine	3610	30	108 300
Total			2 135 615

VI.3.2.3 PROTECTION DES FORETS

La région de Tambacounda recèle des potentialités énormes du point de vue diversité biologique. Ces multiples formations forestières se reconstituent naturellement grâce aux importantes lames d'eau enregistrées annuellement dans la région.

Cependant, avec les activités anthropiques (coupes illicites, défrichements entre autres), son équilibre est régulièrement bouleversé. Ces perturbations sont exacerbées par les multiples foyers de feux de brousse.

70

L'origine de ces feux est dans la plupart des cas inconnue mais émane à coup sûr de l'action de l'homme car les feux naturels comme ceux occasionnés par la foudre sont rares.

Dans tous les cas, la fréquence des feux prouve d'une part que le travail de sensibilisation entrepris dans ce domaine auprès des populations est insuffisant et doit être poursuivi.

Les superficies brûlées varient d'un département à un autre avec beaucoup plus de perte au niveau du tapis herbacé qui reste très vulnérable, par contre, certains ligneux ont développé un système de protection (écorce dure) qui leur permet de résister.

Tableau N° 58 : **Comités de lutte contre les feux de brousse**

Départements	Nbre de comités existants	Nbre de comités nouvellement créés	Nbre de comités redynamisés
Bakel	39	05	85
Goudiry	66	12	25
Koumpentoum	115	05	20
Tambacounda	245	15	72
Total	465	37	202

Tableau N° 59 : **Ouverture de pare-feu**

Localisation	Nbre km planifiés	Nbre km réalisés	Moyens utilisés	Intrants /Input			Origine du budget
				Prévus	Reçus	Utilisés	
Tambacounda	30	00	POP+SEF				
Goudiry	45	21	POP+SEF				
Koumpentoum	16	05	POP+SEF				
Bakel	28	10	SEF+POP+ONG				
Total	119	36					

Tableau N° 60 : **Réhabilitation de pare-feu**

Localisation	Nbre km planifiés	Nbre km réalisés	Moyens utilisés	Intrants /Input			Origine du budget
				Prévus	Reçus	Utilisés	
Tambacounda	150	259	SEF, POP PGIES PAPIL				
Goudiry	80	75	SEF, POP PAPIL				
Koumpentoum	72	47	SEF, POP PAPIL				
Bakel	50	50	SEF, POP du Projet Biodiversité Sen/Rim				
Total	352	431					

Tableau N° 61 : **Feux précoces**

Localisation	Nbre ha planifiés	Nbre ha réalisés	Intrants /Input			Origine du budget
			Prévus	Reçus	Utilisés	
Tambacounda	347 000	254 800				
Goudiry	10 800	3015				
Koumpentoum	00	00				
Bakel	100 000	44 600				
Total	457 800	302 415				

Cette année, le service forestier a jugé nécessaire d'encadrer les activités de mise à feu précoce en prédisposant un camion citerne tout au cours des opérations pour éviter le débordement. Ainsi, le traitement s'est fait lentement mais sûrement. C'est ce qui fait que les superficies traitées ont diminuées comparées aux années précédentes.

Tableau N° 62 : **Feux de brousse**

Départements	Nbre de cas de feu de brousse	Surfaces brûlées (ha)	Observations
Bakel	35	2024	
Goudiry	14	1950	
Koumpentoum	05	1705	
Tambacounda	40	13541	
Total	94	19.220	

VI.3.3 REBOISEMENT ET CONSERVATION DES SOLS

Ce chapitre faisant le point sur le déroulement de la Campagne Nationale de Reboisement 2009, présente le Bilan de la campagne tout en rappelant les objectifs de production de plants, les réalisations physiques, la stratégie mise en œuvre, les difficultés rencontrées et enfin les recommandations pour la campagne en perspective.

SEMENCES

Cette année encore, les besoins en semences forestières ont pu être satisfaits avec l'appui du PAPIL qui a permis d'acquérir 30kg d'*Acacia melifera*, 05 kg de citronnier, 300 kg d'anacardier, 200 kg de mangotiers, L'option était de produire des quantités importantes d'*Acacia melifera* pour répondre aux préoccupations des populations locales (haie-vive autour des champs et périmètres maraîchers).

Tableau N° 63 : Production de plants par type de pépinière et par espèce.

Espèces	Nombre de plants					
	Régie	Commun.	Privée	Villageoise	Scolaire	Total
Forestières						
Acacia senegal	6565	4755	10475	3265	0	25060
Acacia nilotica	7599	3987	800	0	0	12386
Acacia melifera	42954	20975	11335	22746	500	98510
Gmelina arborea	322	0	0	175	0	497
Eucalyptus	46542	8072	6077	19055	0	79746
Prosopis	22368	2596	800	9801	0	35565
Parkinsonia	2350	1201	0	2701	0	6252
Leucaena	14592	8547	0	0	0	23139
Sterculia setigera	9458	0	0	855	0	10313
Vène	9794	0	0	0	0	9794
Thevecia	8989	1800	0	2745	0	13534
Kad	1267	0	0	0	0	1267
Ratt	6721	0	0	0	0	6721
Albizia sp	8394	1234	0	11458	0	21086
Bambou	3754	0	0	0	0	3754
Jatropha curcas	45357	3246	200	82434	0	131237
Moringa olifera	4869	0	0	17340	0	22209
Sous-total	241.895	56.413	29.687	172.575	500	501.070
Fruitières forestières						
Anacardium occid.	38545	14754	5551	26199	0	85049
Néré		0	0	9740	0	9740
Dimb	11408	1221	6421	12203	0	32153
Zizyphus	28181	0	3426	17728	0	49335
Saba senegalensis	13082	1528	0	18145	0	32755
Sous-total	91.216	17.503	15.398	84.015	0	208.132
Fruitières						
Manguier	19446	8327	7691	43156	0	78620
Citronnier	14473	3159	13614	15839	0	47085
Papayer	23382	4503	1170	25504	0	54559
Goyavier	7312	0	4723	2859	0	14894
Oranger	4569	0	2150	2566	0	9285
Sapsap	10750	9648	1361	0	0	21759
Dattier		0	3112	0	0	3112
Mandarinier		0	1030	11897	0	12927
Pomme cannelle	6804	0	2408	5015	0	14227
Sous-total	86.736	25.637	37.259	106.836		256.468
Ornementales						
Flamboyant	11537	0	220	5438	0	17195
Hura crepitans	07	0	0	0	0	7
Neem	13906	0	0	3159	0	17065
Cordia	7232	0	40	0	0	7272
Terminalia sp	6905	0	0	2988	0	9893
Sous-total	39.587		260	11.585		51.432
Total	459.434	99.553	82.604	375.011	500	1.017.102

La production de la région reste largement dominée par la régie qui représente presque **45,17 %** des réalisations.

Les collectivités locales ont fourni beaucoup d'efforts cette année avec une production record de 99.553 plants soient **9,78 %** de la production régionale.

Cette production est rendue possible grâce à l'appui du PAPIL et la prise en charge des prescriptions techniques des plans d'aménagement par certaines collectivités locales (Missirah, Koar) et organisations chargées de la gestion des forêts aménagées.

Au niveau régional à la fin de la campagne, les objectifs en matière de production de plants ont été satisfaits à **102,12 %**.

Il convient de noter que dans toutes les pépinières en régie de la région, le problème de ravitaillement en eau s'est posé avec acquitté durant la campagne, à cause des forages tombés en panne depuis de longues dates.

☞ **CONTRAINTES**

La campagne nationale de reboisement 2009 s'est déroulée de façon assez satisfaisante. Néanmoins, quelques contraintes ont été relevées:

- la faiblesse de la participation des collectivités locales ;
- l'insuffisance de la main d'œuvre saisonnière ;
- la difficulté de coordination des opérations avec les programmes forestiers et les ONG intervenant dans la GRN notamment dans les activités de reboisement ;
- l'absence de main d'œuvre permanente dans la région pour assurer l'entretien et le suivi des plants pluriannuels en pépinière.
- Difficulté d'approvisionnement en eau des pépinières en régie de Tambacounda (panne de forage; installation du panneau solaire défectueuse) ;
- Difficulté à disposer de semences de qualité en quantité suffisante ;
- Absence de moyens de transport adaptés pour le terreau et le sable ;
- le déficit dans l'approvisionnement en eau des pépinières départementales.

VI.3.4 GESTION DE LA FAUNE

La campagne cynégétique 2008-2009 a démarré avec un retard par rapport à la saison de chasse précédente. Cela est lié aux difficultés évoquées par les amodiataires pour la capture de clients malgré les promotions effectuées dans les salons de chasse en Europe. La crise financière qui secoue actuellement toutes les bourses du monde pourrait expliquer cette situation.

Pour l'accès à la ressource, des centaines de chasseurs ont sportivement sillonné les zones amodiées pour le prélèvement de gibiers composé majoritairement d'oiseaux. Lièvre et phacochères ont été également la cible des pratiquants.

Les observations formulées par les guides de chasse s'articulent au tour :

- la moindre fréquence des feux de brousse par rapport à la saison écoulée
- la récurrence du braconnage dans certaines zones comme Gouloumbou
- le bon comportement de la faune aviaire en particulier : francolin, pintade, tourterelle, ganga
- la difficulté de tir du phacochère en début de campagne liée aux hauts herbages
- la présence gênante des transhumants qui causent de réels dégâts sur les ressources ligneuses avec les coupes abusives
- la sur fréquentation des points d'eau par le cheptel domestique

❖ Zone d'intérêt cynégétique

Tableau N° 64 : Zones amodiées

Espèces	Nombre de pièces abattues	Observation
Pintade	283	
Francolin	9926	
Caille	191	
Ganga	3459	
Tourterelle	26287	
Pigeon rônier	451	
Pigeon vert	344	
Poule de roche	117	
Lièvre	61	
Phacochère	174	

Tableau N° 65 : **Permis de chasses délivrés**

Désignations	Prix .Unitaire	Nombre	Montant Total
Permis coutumier	3000	02	6000
Permis P. chasse (R	15000	21	315000
Permis P. Chasse (T) 1 S	15000	491	7365000
Permis P. Chasse (T) 2S	25000	94	2350000
Permis P. Chasse (T) 1M	45000	12	540000
Permis de Grande Chasse R		00	
Permis Grande Chasse T 1S		00	
Permis Grande Chasse T 2S		00	
Permis Grande Chasse T 1M		00	
PERMIS GIBIER D'EAU			
Cat. (T) 1 Semaine		00	
Cat.(T) longue durée		00	
Cat. résident		00	

Pour la campagne cynégétique **2008-2009**, un total de **620 permis** est délivré toute catégorie confondue. Une diminution de **30 permis** est notée en comparaison avec la campagne précédente. Le permis de petite chasse touriste une semaine est le plus sollicité avec **491 titres** délivrés.

Le permis coutumier est le moins demandé avec seulement **2 pratiquants**

Tableau N° 66 : **Recettes liées à la chasse**

Désignations	Prix .Unitaire	Nombre	Montant Total
Attestation ramasseur	5000	00	00
Attestation pisteur	10000	88	880000
Licence guide	300000	15	4500000
Taxe Phacochère	15000	36	540000
Taxe amodiation	35/ha	-	28700000
Permis de capture			
.....			

Une baisse des recettes est notée par référence à la campagne précédente. Cela s'explique par l'érection de Kédougou en région. Cela s'est traduit par l'enregistrement de moins de chasseurs, de taxe d'abattage, d'attestation de pisteur.... Les recettes passent de **69 739 000 f CFA en 2007-2008 à 50 001 000 f CFA en 2008-2009** soit une baisse de **19 738 000 f CFA**.

Tableau N° 67 : **Recettes Forestières**

Nature	Sur permis (taxes et redevances)		Produits saisis (vente de gré à gré)	
	Nombre	recette	Nombre	Recettes (FCFA)
Charb, bois (defrich,)	11353	27 247 200		
Charbon de bois (zna)			27 231	27061750
Charbon de bois (za)	623389	436 372 300		
Bois de Chauffe	7781	3 890 500	125	62 500
Vène mort (menuiserie)	99	3 465 000	16	83000
Dimb (menuiserie)	70	1 400 000		
Autres espèces	816	2 856 000		
Dimb (usage sculp,)	8366	44 758 100		
Vène (usage sculp)	3538	26 004 300		
Bois Artisanat (qta réser,)	208	104 000		
Piquet de clôture	325	65 000		
Piquet de clôture	50	5 000		
Crinting			260	130 000
Jujube	61330	919 950		
Néttétou	2197	32 955		
Nété	300	4 500		
Dankh	5140	77 100		
Koncorong	1810	27 150		
Piment noir	310	4 650	12	30 000
Gingembre	4144	62 160		
Gingembre	60	1 800	12	30 000
Madd	6170	92 550	7	24 500
Diguidié	5748	86 220		
Pain de singe	1736380	26 045 700	28	115000
Tamarin	10540	158 100		
Gousses	15	525		
Huile de Palme	6718	335 900		
Karité	1055	52 750		
Gomme mbepp	402325	40 232 500		
Gomme arabique	320	22 400	200	20000
Ecorce Santan	82,5	3 300		
Cure dent	400	12 000		
Cure dent	510	7 650		
Ecorce	36863	1 105 890		
Encens	635	9 525		
Feuilles de rônier	45150	677 250		
Eponge	4180	209 000		
Eponge	400	6 000		
Racine	3610	108 300	10	20 000
Balais	436	8 720	3	4 500

Nature	Sur permis (taxes et redevances)		Produits saisis (vente de gré à gré)	
	Nombre	recette	Nombre	Recettes (FCFA)
Panier	100	3 500		
Nattes	3	750		
Nattes	10	700		
chaise en feuille de rônier	64	9 600		
Table en feuille de rônier	5	1 250		
Canapé en feuille de rônier	1	250		
Lit tara	45	31 500		
Lit tara	4	2 400		
Lit tara GM	5	3 750		
Lit tara PM	2	800		
Ardoise coranique	1303	65 150		
vans moy	100	5 000		
Vans GM	50	3 500		
Mortiers, Pilon en bois	4	3 000		
Gaulette	10140	507 000		
Etais de coffrage	450	112 500		
Manches	16485	824 250	12	18 000
CPEF	0	1 787 500		
Carte employé	724	2 172 000		
Permis coutumier	1	3 000		
P Petite chasse résident	21	315 000		
P.petit.chas.tourist.1.sem.	508	7 620 000		
P.petit.chas.tourist.15 jours.	106	2 650 000		
P.petit.chas.tourist.30 jours.	12	540 000		
Taxes de phacochère 1	278	4 140 000		
Amodiation droit chasse	0	30 000 000		
Attestation pisteur prof.	100	1 000 000		
Licence de chasse	15	4 500 000		
Attestation ramasseur oiseaux	29	145 000		
Etablissement classé	0	336 585		
PV réglés	158	26 568 250		
Bille de vène			1492	3 730 000
Bille de vène			350	700 000
Bille de vène			3	45 000
Bille de vène			193	289 500
Bille de Dimb			1	15 000
Bille de Dimb			2	20 000
Bille Kapokier			4	6 000
Huile de palme			20	5 000

Nature	Sur permis (taxes et redevances)		Produits saisis (vente de gré à gré)	
	Nombre	recette	Nombre	Recettes (FCFA)
Lattes de rônier			2105	2 105 000
Planche de Vène			76	114 000
Planche de Vène			1104	1 104 000
Tronc de kapokier			5	10 000
Tiges de bambou			400	20 000
Lit (140)			1	23 000
Petit Lit			3	21 000
lit(190)			1	28 000
Total		700050180		35 826 750

Les recettes ont atteint la somme de 735 876 930 F CFA cette année. Cet exploit est lié d'une part à la production en hausse de combustibles domestiques mais aussi à l'amélioration assez sensible des moyens logistiques reçus par le Service régional.

La poursuite de cet effort et son élargissement aux brigades et aux postes de contrôle pourrait permettre aux agents d'assurer un suivi rapproché des sites d'exploitation de produits contingentés, des massifs classés et des forêts de terroirs et d'obtenir de meilleures performances.

- **les taux d'exécution**

- production de plants de la région : 45,17 % ;
- production des collectivités locales 9,78 % de la production régionale ;
- taux de réalisation global (contractualisation et production locale) de la campagne d'exploitation forestière est de 87,56%.

- **les écarts**

Les écarts sont dus à :

- une insuffisance des moyens (financiers et humains) ;
- un manque de moyen logistique pour assurer un suivi régulier sur le terrain

79

- **les insuffisances**

- Insuffisance de la présence des agents à la base, dans les chantiers d'exploitation du charbon ;
- La faiblesse du suivi des activités.

- **les contraintes**

- Il convient de noter que dans toutes les pépinières en régie de la région, le problème de ravitaillement en eau s'est posé avec acuité durant la campagne, à cause des forages tombés en panne depuis de longues dates.
- la méfiance des populations du département de Bakel vis-à-vis des feux précoces (perte supposée de fourrage) ;
- Manque de moyen logistique pour assurer un suivi régulier sur le terrain

- **les suggestions**

- mise en place d'un réseau de pare feu suffisamment dense
- sensibiliser davantage les populations et autres acteurs sur l'action négative des feux de brousse sur les écosystèmes
- amener les collectivités locales à inscrire les feux de brousse dans leur ligne de crédit
- doter les brigades de postes radios émetteurs - récepteurs pour faciliter les alertes
- ceinturer les forêts classées par des pare feux

- **les recommandations**

- Il faut inciter les différentes collectivités locales à mobiliser les ressources allouées à la lutte contre les feux de brousse dans leur budget ;
- Inviter les programmes intervenant dans la région (Wula Nafa, PGIES) à appuyer le service forestier en logistique (Véhicule + carburant) pour assurer une bonne présence sur le terrain ;
- Renforcer les effectifs des brigades forestières.

CONCLUSION

Les principales préoccupations de la région sont :

- La rationalisation de la gestion des ressources forestières à travers :
- la connaissance des ressources ;
- l'aménagement et la gestion des formations ;
- la responsabilisation des populations ;
- l'application des prescriptions des plans d'aménagement

- La valorisation des produits forestiers non ligneux pour motiver d'avantage les populations afin qu'elles fournissent plus d'efforts dans la protection de leur environnement.

Cependant, le personnel technique insuffisant, le parc automobile peu fourni, les infrastructures vétustes et le sous-équipement notoire en matériel informatique, ont constitué autant d'handicaps dans **Malgré tout,** des avancées significatives ont été réalisées dans tous les secteurs de développement forestier, notamment :

- l'assainissement de l'exploitation forestière ;
- la lutte contre les feux de brousse ;
- la lutte contre le braconnage ;
- la maîtrise de l'espace forestier classé ;
- le reboisement ;
- l'aménagement participatif et intégré.

Pour l'année 2010, il faut que les efforts en cours soient maintenus pour améliorer sensiblement les conditions de travail de l'IREF à travers :

- la poursuite de la rénovation des infrastructures ;
- l'équipement informatique des Brigades ;
- Le renforcement de la formation des agents et des populations pour une prise en charge réelle des compétences transférées en GRN par les collectivités locales.

Il s'agit en définitive, de consentir davantage d'efforts pour la mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières nécessaires à la mise en œuvre de programmes de réhabilitation des zones dégradées, d'exercice des compétences transférées et à terme d'amélioration des conditions de vie des populations.

CHAPITRE VII. HYGIENE

INTRODUCTION

Le Service National de l'Hygiène est l'une des unités les plus opérationnelles du Ministère de la Santé et de la Prévention. Son personnel, constitué en corps hiérarchisés depuis sa militarisation, s'acquitte des missions qui lui sont dévolues conformément à la loi n° 81-12 du 04 mars 1981 fixant le statut du personnel du Service National de l'hygiène.

En effet, l'article premier de cette loi 81-12 dispose que « le personnel du Service National de l'Hygiène est chargé seul ou conjointement avec d'autres corps, d'assurer:

- L'éducation des populations en matière d'hygiène et salubrité publique
- Le respect et l'exécution de la législation et de la réglementation en matière d'hygiène dans les agglomérations urbaines et en zones rurales
- La recherche et la constatation des infractions en matière d'hygiène et de salubrité publique
- La surveillance aux frontières et le contrôle de la circulation des personnes et des biens en matière d'hygiène et de salubrité.
- La prophylaxie des épidémies et des endémies locales, de créer et de maintenir un environnement propice à une hygiène de vie correcte.
- L'assistance aux autorités administratives dans les domaines de l'hygiène et de la salubrité publique.

En d'autres termes, les missions tournent globalement autour d'activités de Contrôle et d'Assistance. Le contrôle qui se fait conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur consiste à effectuer des inspections et à prendre des mesures curatives, correctrices ou préventives.

La Brigade Régionale d'Hygiène de Tambacounda est une structure décentralisée qui œuvre dans le prolongement des activités du SNH. Son action est portée essentiellement aussi bien en zone urbaine qu'en zone rurale. Sa mission de lutte et de contrôle des facteurs environnementaux déterminants de maladies dans les domiciles et au niveau des établissements recevant du public contribue à faire disposer à la population d'un cadre de vie décent et d'une alimentation saine

VII.1 RESSOURCES

VII.1.1 RESSOURCES HUMAINES

En 2009, la Brigade Régionale d'Hygiène avait un effectif de 23 agents tout corps confondus dont la moitié est composée d'Auxiliaires de l'Hygiène comme l'indique le tableau. Ce personnel est réparti entre la brigade régionale de Tambacounda et les différentes Sous-Brigades de Koumpentoum, Bakel, Kidira et Goudiry.

Les agents détachés, essentiellement des auxiliaires d'hygiène, constituent l'effectif le plus important du personnel de la BRH.

Tableau N° 68 : **Les ressources humaines**

STRUCTURES	ING.	T.S.G.S	S/OFF.	ANG. HYG	AUX. HYG	TOTAL
Tambacounda	0	2	0	2	3	7
Koumpentoum	0	0	0	1	1	2
Bakel	0	0	0	1	1	2
Kidira	0	0	0	1	1	2
Goudiry	0	0	0	1	0	1
Détachés	0	0	2	1	6	9
TOTAL	0	2	2	7	12	23

VII.1.2 MISE A LA DISPOSITION DANS D'AUTRES STRUCTURES

Parmi le personnel de la Brigade Régionale d'Hygiène, neuf (09) agents ont été mis à la disposition d'autres structures notamment à Tambacounda qui en dispose 7.

Tableau N° 69 : **Mise à la disposition dans d'autres structures**

STRUCTURES	IGS.	T.S.G.S	SOFF. HYG	AGT. HYG	AUX. HYG	TOTAL
Tambacounda	0	0	2	1	4	7
Koumpentoum	0	0	0	0	1	1
Maka	0	0	0	0	1	1
Kidira	0	0	0	0	0	0
Bakel	0	0	0	0	0	0
Goudiry	0	0	0	0	0	0
TOTAL	0	0	2	1	6	9

VII.1.4 MOYENS MATERIELS

Les moyens matériels sont composés de 15 pulvérisateurs moteurs et de 13 pulvérisateurs manuels fonctionnels. Ces moyens matériels techniques mis à la disposition des différentes structures d'hygiène disséminés dans les départements de la région sont pour la plupart entretenus difficilement du fait du manque de pièces de rechange.

Ils sont sujets à de nombreuses pannes du fait des fortes sollicitations notamment pendant la couverture sanitaire des manifestations religieuses et autres événements culturels.

Tableau N° 70 : **Moyens matériels**

Structures	Pulvérisateurs moteurs		Pulvérisateurs manuels		Kit d'analyse d'eau de boisson
	Existant	Fonctionnels	Existant	Fonctionnels	
Tambacounda	5	5	5	4	Réchauds gaz : 02 Pistolets pour le flambage : 02 Glacières de 60 litres : 03 Potatest (mallette) : 01
Koumpentoum	4	3	3	2	
Bakel	3	3	3	3	
Goudiry	2	2	3	2	
Kidira	2	2	2	2	
TOTAL	16	15	16	13	

VII.2 ACTIVITES MENEES

VII.2.1 VISITE DES LIEUX

Les agents de la Brigade Régionale d'Hygiène ont procédé en 2009 à la visite de 2 268 concessions en zone urbaine et 894 concessions en zone rurale, d'après les informations consignées dans le tableau. Puis, lors d'un deuxième passage, ces agents ont revisité 531 concessions en zone urbaine et 20 concessions en zone rurale. Ces visites des lieux ont permis de vérifier le mode d'approvisionnement en eau potable et le mode d'évacuation des excréta, elles ont permis aussi de vérifier l'état des puits et des poubelles réglementaires entre autres.

Tableau N° 71 : **Visite des lieux**

		ZONE URBAINE	ZONE RURALE	TOTAL
Nbre de concessions visitées		2.268	894	3162
Nbre de concessions revisitées		531	20	551
Approvisionnement Eau Potable	Branchement particulier	1.742	93	1835
	Bornes fontaines	292	176	468
	Forages	26	277	303
	Puits	212	0	212
	Puits protégés	106	166	272
	Sources contrôlées	0	8	8
	Fut métalliques	1.011	22	1033
	Fut en plastiques	466	70	536
	Canaris traditionnels	1.999	464	2463
	Canaris à robinet	0	552	552
	Réfrigérateurs	799	133	932
Evacuation des Excrétas	Egouts	0	0	0
	Fosses septiques	577	52	629
	Latrines améliorées	290	216	506
	Latrines traditionnelles	1.078	586	1664
	Sans système	63	40	103
Nbre puisard		719	20	739
Nbre poubelle réglementaire		26	0	26

VII.2.2 INSPECTIONS DES E.R.P

Les établissements recevant du public ont fait l'objet d'inspection de la part des agents de la Brigade Régionale d'Hygiène. C'est ainsi que 2196 établissements ont été inspectés en zone urbaine et 1069 en zone rurale. Il s'agit essentiellement d'inspections des lieux recevant du public ou sont vendus , transformés ou fabriqués des produits et/ou des denrées alimentaires destinés au grand public.

CATEGORIES	ZONE URBAINE		ZONE RURALE	
	ERP VISITES	NBRE DE VISITES	ERP VISITES	NBRE DE VISITES
Boutiques	448	ND	454	ND
Restaurants	189	ND	38	ND
Gargotes	123	ND	66	ND
Cafétérias	57	ND	32	ND
Dibiteries	151	ND	55	ND
Boulangeries	44	ND	22	ND
Kiosques Pain	5	ND	1	ND
Kiosques à lait	25	ND	0	ND
Tangana	119	ND	32	ND
Vente SVP	318	ND	27	ND
Boucheries	52	ND	29	ND
Cantines	92	ND	70	ND
Vente eau glacée	88	ND	88	ND
Vente gâteaux	29	ND	30	ND
Marchés	24	ND	15	ND
Bars	39	ND	2	ND
Hôtels	1	ND	1	ND
Ecoles	25	ND	11	ND
Daaras	29	ND	11	ND
EPS (hôpitaux, CS, PS...)	24	ND	3	ND
Atelier menuisiers	38	ND	0	ND
Epiceries	8	ND	2	ND
Buvettes	12	ND	6	ND
Vendeurs de Poisson	101	ND	51	ND
Pouss-Pouss	155	ND	23	ND
TOTAL	2196	ND	1069	ND

VII.3 INSPECTIONS CONSTATEES

VII.3.1 VISITES DOMICILIAIRES

L'état de l'insalubrité et le manque d'hygiène constatés souvent dans les domiciles et aux alentours des concessions constituent un motif pour les agents d'hygiène de procéder à des visites périodiques dans ces localités. C'est ainsi qu'en 2009, les agents d'hygiène ont effectué 3621 visites en zone urbaine et 1534 visites en zone rurale. Le défaut de poubelles réglementaires est la première infraction constatée aussi bien en zone urbaine qu'en zone rurale comme l'indique le tableau.

Visites Domiciliaires

NATURE	ZONE URBAINE	ZONE RURALE	TOTAL
Défaut de balayage	224	12	236
Dépôts d'ordures non-conformes	232	17	249
Jet d'eaux usées	287	62	349
Ecoulement eaux usées	343	44	387
Syst.évacuat° sanit.non conforme	130	35	165
Défaut de Syst. évacuat°. Sanitaire	938	47	985
Défaut de poubelle réglementaire	1.151	444	1595
Dépôt de gravats	161	213	374
Défaut de désherbage	178	0	178
Ecurie/enclos insalubres	500	74	574
Dépôts de fumiers	433	539	972
Insalubrité notoire	148	0	148
Défauts de puisards	47	40	87
Autres	0	7	7
TOTAUX	3621	1534	5155

VII.3.2 INSPECTIONS DES E.R.P

Pour lutter contre l'insalubrité dans les ERP, les agents d'hygiène ont effectué 2651 inspections durant l'année 2009, comme l'indiquent les chiffres du tableau. Ces inspections ont permis de déceler plusieurs infractions, en particulier le défaut de visites médicales, le défaut de poubelles réglementaires, la vente de produits alimentaires périmés et bien d'autres types d'infractions prévues et réprimées par le code de l'hygiène.

Tableau N° 72 : **Inspections des ERP**

NATURE	ZONE URBAINE	ZONE RURALE	TOTAL
Défaut de balayage	66	12	78
Dépôts d'ordures non-conformes	70	22	92
Défaut de poubelle réglementaire	412	306	718
Vente aliments non protégés	61	15	75
Vente aliments avariés	4	2	6
Vente produits aliment périmés	126	105	231
Défaut de visites médicales	620	354	974
Défaut de tapis sur le comptoir	61	24	85
Vente produits pharmaceutiques	74	16	90
Défaut tabliers/blouse	38	140	178
Insalubrité notoire	92	31	123
TOTAUX	1624	1027	2651

VII.3.3 EDUCATION POUR LA PROMOTION DE L'HYGIENE PUBLIQUE

La méthode éducative la plus utilisée par les agents de l'administration de l'hygiène pour promouvoir l'hygiène publique est l'entretien individuel. En effet, durant l'année 2009, 1687 séances d'entretien ont eu lieu uniquement en zone urbaine. Les causeries et les mobilisations sociales ont aussi été des voies utilisées par le service d'hygiène dans le cadre de la sensibilisation des populations pour mieux faire comprendre l'utilité de l'hygiène publique pour la préservation leur santé des individus, de la famille et de la communauté toute entière

Tableau N° 73 : **Education pour la promotion de l'hygiène publique**

NATURE	TOTAL
Entretiens	1.687
Causeries	90
Projection de films	0
Mise en place de Comité de salubrité	0
Mobilisation sociale	24
Emission radio	15

Ces activités de sensibilisation ont été menées à travers les districts sanitaires par les agents d'hygiène avec l'appui des relais communautaires.

Les différents thèmes développés ont eu comme soubassement le relevé des infractions **et ont trait à :**

- la protection des sources d'approvisionnement en eau notamment les puits et forages villageois
- les avantages sanitaires et économiques d'un bon système d'évacuation des excréta
- le lavage des mains aux moments critiques

Pour ce qui concerne les puits non protégés, l'accent a été mis sur la construction de margelle d'une hauteur d'au moins de 90 centimètres. Ceci pour empêcher la pollution des ces **eaux** par le ruissellement mais également la pénétration des petits animaux et autres polluants et/ou contaminants majeurs de ces sources d'approvisionnement en eau

L'existence d'un bon système d'exhaure (un portique solide + une bonne poulie + un bon cordage) et l'adoption de très bonnes pratiques d'hygiène aident à éviter les actions contaminatrices et les pollutions des eaux de ces puits

88

Aussi les activités de lessivage des ustensiles de cuisine et des linges **ont été proscrites** sur toute l'étendue des abords immédiats de ces puits.

La suppression des margelles érigées avec l'aide de pneus usagés ou de tronc d'arbre, tout comme la construction d'aire de protection bien cimentée et la mise d'un dispositif de dalle munie d'un trou d'homme avec couvercle sont autant d'actions correctrices qui

contribuent de fort belle manière à la réduction des gîtes larvaires aux abords de ces précieuses sources d'approvisionnement en eau

L'absence de système d'évacuation des excréta dans une concession tout comme les latines, lavoirs, fosses septiques ou puisards non-conformes sont des actes majeurs dont l'une des conséquences logiques restent la pollution et la dégradation de notre environnement immédiat par :

- La production d'odeurs nauséabondes et de gaz
- L'Installation de situations d'inconfort et de gêne,
- La Production de facteurs favorisant la pullulation d'insectes et autres vermines
- La Pollution de la nappe phréatique par les eaux de ruissellement et/ou de percolation,
- Entretien de déterminants de maladies par la défécation à l'air libre.

Tout compte fait, l'analyse des infractions relevées démontre, que la quasi-totalité des maisons visitées souffrent d'au moins de la défectuosité, de l'absence ou de la non conformité d'un système d'évacuation ou de traitement des matières usées liquides.

A cet effet, les agents d'hygiène avec l'appui des relais communautaire ont prodigués des conseils et des recommandations pratiques aux responsables de concessions et chefs de ménage pour une meilleure prise en charge adéquate de notre cadre de vie devant la menace constante des maladies diarrhéiques notamment du choléra surtout en période d'hivernage.

VII.3.4 SUIVI DE LA QUALITE DE L'EAU DE BOISSON

C'est dans un contexte de réémergence de maladies épidémiques comme le choléra et la quête perpétuelle d'amélioration de la qualité des eaux de consommation des populations notamment celles établies dans les villages, que l'état du Sénégal en partenariat avec l'UNICEF, par le biais du Service National de l'Hygiène, a initié un programme de suivi de la qualité de cette précieuse denrée, indispensable pour toute vie.

Si en 2008, le taux de couverture des zones rurales par ce programme de suivi de la qualité de l'eau de boisson était de 12 %, il a été envisagé de le porter à 25 % pour l'année 2009. En outre, l'accent a été mis sur le suivi de la qualité d'un certain nombre de puits modernes et forages répertoriés par le PEPAM (cf. tableau ci-après) au niveau des autres villes mais surtout au niveau des villages où l'accès à des sources d'eau sûres est faible.

Région	Nbre AEP	localités desservies	Pop Totale desservies	Nbre PM/FV	localités desservies	Pop Totale desservie	PM/FV: 25%	PD: 30%
Ziguinchor	36	71	80837	165	163	81619	41	2045
Diourbel	81	518	710330	175	162	60026	44	1507
Tamba	115	135	165506	320	304	123705	80	3096
Kaolack	51	377	218142	379	377	136691	95	3413
Thiès	82	709	505070	582	487	174484	146	43621
Kolda	38	51	80101	236	234	99398	59	24850
Matam	69	132	241816	204	202	128392	51	32098
Louga	142	709	276222	409	371	76421	102	19105
Fatick	83	504	416227	59	56	27208	15	6802
Dakar	0	36	72594	2	2	6588	1	1647
St Louis	101	247	290309	129	128	72337	32	18084
Sédhiou	40	65	100390	286	286	165875	72	41469
Kaffrine	85	312	214466	247	230	81985	62	20496
Kédougou	15	17	15082	95	87	35663	24	8916
TOTAL	798	3489	3057154	2660	2486	986869	665	246717

La campagne a eu pour objectif général d'assurer le suivi de 80 puits modernes et forages villageois dans les communautés rurales de la région de Tambacounda. La première phase de prélèvement et d'analyse d'échantillons d'eau a concerné la période comprise entre le 24 Août et le 12 Septembre/2009.

Compte tenu de l'hivernage et de l'accessibilité géographique très difficile en la période, seule quelques localités ont été touchées (accessibles) pour l'équipe de la Brigade Régionale de l'Hygiène de Tamba pour la première phase de la campagne de suivi de la qualité de l'eau de consommation 2009 soit un taux de réalisation 63.75 %.

La deuxième phase de prélèvement et d'analyse d'échantillons d'eau, un peu plus étendue à cause des difficultés rencontrées dans la mobilisation des moyens logistiques roulants a concerné la période comprise entre le 09 et le 23 Septembre/2009.

Ainsi l'accent a été mis sur le suivi des points visités lors de la première phase nonobstant l'état des lieux de la qualité des eaux de consommation des villages ciblés (12 au total situés dans les Communautés Rurales de Mérétho et de Ndamé) par la construction de latrines améliorées par le PROGRAMME POUR LA SURVIE ET LE DEVELOPPEMENT DU JEUNE ENFANT de l'UNICEF.

Tout compte fait, pour cette deuxième phase de la campagne de suivi de la qualité de l'eau de consommation de l'année 2009 au total 63 prélèvements et analyses d'échantillons d'eau de consommation des populations de la région de Tambacounda ont été effectués par la Brigades Régionale de l'Hygiène soit un taux de réalisation 78,75 %.

VII.3.5 TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT

Les chiffres du tableau, étalent entre autres que les travaux d'assainissement sus mentionnés sont effectués uniquement en zone urbaine et périurbaine. Ces travaux sont menés généralement dans le cadre de demandes d'assistance et de soutien techniques formulées par les populations dans l'organisation et le déroulement d'activités d'investissements humains avec 131 opérations, mais aussi dans la construction de puisards, de latrines améliorées et de fosses sceptiques.

Aussi en 2009, la Brigade Régionale d'Hygiène à délivré à la population urbaine 175 certificats de salubrité.

Tableau N° 74 : **Travaux d'assainissement**

NATURE TRAVAUX	TOTAL
Investissement humains	131
Construction puisards	17
Construction latrines traditionnelles	0
Construction latrines améliorées	13
Construction fosses septiques	13
Certificat de salubrité	175

Au niveau du District sanitaire de Koumpentoum, les différentes visites de proximité ont permis de constater que les excréta sont évacués à travers des latrines traditionnelles souvent vétustes, mal entretenues et polluantes, lesquelles ne sont pas considérées comme une technologie "appropriée" d'assainissement.

Dans les concessions dépourvues de ces systèmes de traitement précaire des matières excrémentielles, les besoins se font dans la nature.

Cette pratique qui consiste à faire les besoins dans la nature est très courante en milieu rural; fait craindre notamment en période hivernale des risques de péril fécal, compte tenu de la proximité de l'eau en surface qui est aussi utilisée pour les besoins domestiques (linge, vaisselle etc.) et même parfois comme eau de boisson selon les contextes. Ainsi l'évacuation insalubre des fèces humaines et animales infectées conduit à la contamination du sol et des sources d'approvisionnement en eau.

Cette précarité, caractérisée par un environnement malsain, engendre une situation sanitaire préoccupante à beaucoup d'égard. Aussi l'ignorance, l'insuffisance des bonnes pratiques d'hygiène ajoutée à l'existence d'infrastructures d'assainissements de base affectent l'hygiène publique et favorisent l'émergence de maladies parasitaires et diarrhéiques strictement liées au péril fécal.

En effet, dans la région de Tambacounda, les maladies diarrhéiques constituent une des préoccupations majeures, surtout chez les enfants de 0 à 15 ans. Aussi au niveau du tout nouveau district sanitaire de Koumpentoum les enfants de 0 à 5 ans supportent 40 % des cas de diarrhées selon les statistiques de la région médicale de 2005.

C'est dans ce contexte que l'Unicef a bien voulu accompagner le Service National de l'Hygiène par le biais de la Brigade Régionale de l'hygiène de Tambacounda dans la lutte contre les maladies diarrhéiques et des parasitoses intestinales par la construction de latrines améliorées dans le cadre de son programme SURVIE ET DEVELOPPEMENT DU JEUNE ENFANT.

C'est ainsi, il a été organisé dans les nouvelles communautés rurales de Mérotho et de Ndamé au niveau de cinq villages cibles du district sanitaire de Koumpentoum, deux (02) phases de construction de quatre cents (400) latrines améliorées du type DLV.

Aussi des activités de sensibilisation et distribution de produits d'hygiène et d'entretien couplées à ces activités de construction ont été menées de manière concomitante dans les villages cibles au profit des familles bénéficiaires sous la supervision des agents de la Brigade Régionale de l'Hygiène de Tambacounda.

Le prototype d'ouvrage a été testé dans la région de Diourbel grâce à la coopération du Royaume de Belgique. Aussi à l'évaluation, une appropriation par les villageois bénéficiaires dans les différents départements a été constatée de par l'efficacité de l'ouvrage, sa simplicité de construction et d'entretien. Le choix plus que pertinent se justifie car les initiatives locales se conçoivent en la conception d'ouvrages d'assainissement qui sont souvent vétustes, mal entretenus et polluants.

C'est ainsi que les villages de Méréto, de Bamba et de Thialène dans la communauté rurale de Bamba Ndiayène qui n'échappent pas à cette réalité ont eu à bénéficier en 2008, d'un programme de construction de latrines grâce à la main généreuse du projet PEPTAC II à travers la synergie des actions de l'UNICEF et de la JICA fort apprécié des populations de la communauté rurale de Bamba Ndiayène.

Les technologies d'assainissement employées dans le projet se veulent appropriées parce que adaptées grâce aux matériaux locaux mobilisés et pratiques dans le style de construction, économiques face aux conditions de mobilisation des finances locales et conformes aux exigences pratiques et croyances culturelles locales. Aussi la bonne conception, la bonne planification et la formation des artisans-maçons ont été d'un apport d'une grande importance pour la bonne réussite du projet et cela malgré les difficultés inhérentes au manque criard de moyens logistiques adaptés à cet type d'activité déterminante dans la préservation de la santé des populations rurales très souvent laissées pour compte.

La promotion efficace de l'éducation à l'hygiène a participé à l'amélioration du comportement par rapport à l'hygiène, encouragé l'utilisation judicieuse et l'entretien des soubassements d'un assainissement moderne et généré enfin un fort éveil de conscience en accentuant la demande pour la conception et l'exécution de réalisations futures et bénéfiques pour toutes ces localités.

Enfin, les seuls efforts de subvention pour la réalisation d'ouvrages d'assainissement ne suffisent pas aujourd'hui pour atteindre les OMD. La Direction de l'assainissement avec soutien de l'Unicef et d'autres partenaires nationaux et régionaux dont la Brigade Régionale de l'hygiène de Tambacounda a expérimenté l'Assainissement Total Piloté par les communautés (ATPC/CLTS) dans neuf (09) des villages de la communauté rurale de Bani Israël et les résultats obtenus pronostiquent des lendemains meilleurs quant à l'atteinte des objectifs du millénaire pour le développement si il est porté à

l'échelle. Il va de soi que la Brigade Régionale de l'Hygiène de Tamba sans d'autres aides comme celle de l'Unicef nous n'atteindrons pas les résultats escomptés.

VII.4 SUIVI DES INFRACTIONS

VII.4.1 VISITES DOMICILIAIRES

Dans le cadre de leurs contrôles de routine, la Brigade Régionale d'Hygiène a envoyé 799 convocations à des personnes ou établissements en situation irrégulière au cours de l'année 2009, comme indiqué dans le tableau. A la suite de l'envoi de ces convocations, 769 ont été effectivement reçues. Il y a eu durant la même période un nombre important d'avertissements (784). Aussi, quelques sommations ont été faites, au nombre de 23 pour l'année 2009. Le montant total des amendes perçues durant cette période s'élevait à 40 500F.

Tableau N° 75 : **Visites domiciliaires**

DESIGNATION	TOTAL
Nbre convocations	799
Convocations reçus	769
Nbre avertissements	784
Nbre sommations	23
Nbre de saisies	2
Nbre PV Amendes	6
Montant amendes	40 500
PV à suivre	1

VII.4.2 INSPECTIONS DES E.R.P

Lors de l'inspection des Etablissements Recevant du Public en 2009, en zone urbaine, 711 convocations ont été adressées à ces établissements et parmi elles, 693 ont été reçues. Certains établissements qui ne répondaient pas aux normes d'hygiène et de salubrité ont reçu des avertissements. Des saisies ont été effectuées et des PV d'amendes adressés à certains établissements en situation non conforme avec les règles d'hygiène.

Le montant total des amendes perçues par la Brigade Régionale d'Hygiène s'élevait à 414 000F.

Inspection des ERP

DESIGNATION	TOTAL
Nbre convocations	711
Convocations reçus	693
Nbre avertissements	526
Nbre sommations	1
Nbre de saisies	45

Nbre PV Amendes	61
Montant amendes	414 000
PV à suivre	32

VII.4.3 NATURE DE SAISIES

Les Quantités de produits saisis en 2009 et leurs valeurs consignées dans le tableau permettent d'avoir une idée sur l'utilité de cette saisie de produits nuisibles pour la santé de la population.

Ces produits sont constitués de biens de consommation courante et de produits pharmaceutiques dont la date d'utilisation n'était plus conforme aux normes prescrites sur les emballages.

Nature de saisies

DESIGNATIONS	QUANTITE	MONTANT
Biskrem	2100	525.000
Boisson	240	67.750
Biscuits	46	92.000
Bonbon	191 sachets	143.250
Lait (sachets et pots)	188	70.000
Arome 3 lions	21 flacons	5.250
Petits poids	20 pots	11.600
Moutarde	36 pots	18.000
Beurre	15 pots	18.500
01 carcasse de mouton	7 kg	35.000
Pain	17 baguettes	2.550
Bonbon	8 boîtes	19.200
Beurre vital	34 pots	34.000
Moutarde	43 pots	41.500
Bonbon nice	86 sachets	2.150
Lait rose	01 boîte	500
Petits poids Julia	23 boîtes	10.000
Biskrem	821 sachets	200.000
Chocolat	21 boîtes	21.000
Arome 3 lions	71 pots	19.750
Gloria	48 boîtes	75.200
Bridel	27 boîtes	12.800
Biscuits	224 sachets	26.200
Lait Kerrylac	4 sachets	10.000
Foster clark	4 sachets	1.000
Macédoine julia	10 pots	4.000
Arome Maggi	6 bouteilles	6.600
Lait bridel	34 pots	18.900
Beurre jadida	11 pots	15.000
Pain	07 baguettes	ND
Macédoine	22	ND
Cannettes	38	ND
Bonbon	74 sachets	ND
Lait (sachets et pots)	82	ND
Arome 3 lions	42 flacons	ND
Spaguetti	9 boîtes	ND
Moutarde	11 pots	ND
Couscous	19 sachets	ND
Beurre	2	ND
Aspirine	2 boîtes	ND
Paracétamol	2 boîtes	ND
Pain	48 baguettes	ND

VII.1 OPERATIONS TECHNIQUES

VII.5.1 TRAITEMENTS DOMICILIAIRES

Le traitement domiciliaire est une opération qui consiste à procéder à l'intérieur et aux alentours des concessions à une désinfection, une désinsectisation et une destruction de certaines espèces animales. L'opération est menée aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rurale. Elle vise aussi bien les moustiques, les abeilles que les chauves souris, ainsi que d'autres parasites qui infestent les localités et qui sont susceptibles de nuire à la santé de la population.

Tableau N° 76 : **Traitements domiciliaires**

ZONE	Nature des Opérations	Nombre de pièces ou lieux traités	PRODUITS	
			Nature	Quantité
URBAINE	Désinfection	435 pièces + 01 corps sans vie	Chlore	66 cp
			Désodex	4 litres 200 cc
			Flash	21 litres
	Désinsectisation	1.047 pièces	ULV	65 litres
			Dursban	40 litres 200 cc
			K-othrine	03 litres
Destruction Abeilles	46			
Destruction Chauve souris	15			
RURALE	Désinfection	461 pièces		
	Désinsectisation	353 pièces		
	Destruction Abeilles	17pièces		
	Destruction Chauve souris	3		

VII.5.2 GRANDES ENVERGURES

VII.5.3 IMPREGNATIONS ET REIMPREGNATIONS DES MOUSTIQUAIRES MATERIAUX DIVERS

La Brigade Régionale d'Hygiène a effectué en 2009 la ré-imprégnation de 8 moustiquaires en zone urbaine. Cette opération entre dans le cadre de la lutte contre le paludisme et concerne les femmes enceintes et les enfants âgés de 0-5 ans.

Tableau N° 77 : **Imprégnations et ré-imprégnations des moustiquaires et matériaux divers**

DESIGNATION	ZONE URBAINE	ZONE RURALE	OBSERVATIONS
Moustiquaire			
moustiquaire réimprégnées	8		
rideaux et autres	0		
TOTAUX	8		

Tableau N° 78 : **Quantités de produits**

TYPE DE PRODUITS	DESIGNATION	QUANTITE	OBSERVATIONS
Désinfectant	Bactéricide	10 litres	
	Désodex	01 litre	
	Agrigem	01 litre	
Désinsectisant	Pétrole	50 litres	
	Dursban	32 litres	
	Décis	07 litres	
	K-othrine	08 litres	
	Déltaméthrine	04 litres	

VII.5.4 SUIVI DES MANIPULATEURS DE DENREES ALIMENTAIRES

Les établissements publics et les personnes qui procèdent à des transformations de produits alimentaires destinés à la consommation de la population utilisent généralement des manipulateurs de denrées alimentaires. En 2009, les agents d'hygiène ont procédé au contrôle de 861 manipulateurs de denrées alimentaires comme l'indique le tableau. Tous les appareils qui ont été suivis se sont révélés aptes pour le traitement des denrées alimentaires aussi bien en zone urbaine qu'en zone rurale.

Tableau N° 79 : **Suivi des manipulateurs de denrées alimentaires**

ZONES	NBRE DE MANIPULATEURS	APTES	INAPTES	OBSERVATIONS
Urbaines	563	563	0	
Rurales	298	298	0	
TOTAUX	861	861	0	

VII.5.5 ACTIVITÉS DE BUREAU DE CONSTRUCTION

Pour vérifier le respect des normes pour la construction d'habitat, La Brigade Régionale d'Hygiène procède à l'examen des dossiers qui lui sont présentés. C'est ainsi qu'en 2009, 45 dossiers ont été examinés par la BRH et parmi ceux-ci, 43 ont obtenu un avis favorable et les 2 autres dossiers ont obtenu un avis réservé, selon le tableau.

Tableau N° 80 : **Activités de bureau de construction**

STRUCTURES	Dossiers examinés	Avis favorables	Avis défavorables	Avis réservés
BRH	45	43	0	2
TOTAL	45	43	0	2

CONCLUSION

Pour autant, l'hygiène publique est un levier fondamental en santé communautaire. Elle doit à ce titre faire l'objet d'une promotion rigoureuse et s'inscrire en priorité dans les politiques de santé. Toutefois au regard de son double objectif (acquisition et préservation de l'état de santé), sa prise en compte s'avère plus réaliste au niveau des pays à faible revenu où la prise en charge correcte des communautés en médicaments n'est pas toujours supportable par les budgets.

En effet l'approvisionnement public en eau potable et l'assainissement du cadre de vie sont indispensables à la santé publique. Ils en constituent la base, car lorsqu'on aura garanti à tout un chacun, l'accès à une eau salubre en quantité suffisante et à un assainissement de base correct, la lutte contre un grand nombre de maladies transmissibles sera en partie gagnée.

La Brigade Régionale d'Hygiène, malgré l'insuffisance de son personnel et les maigres moyens qui sont mis à sa disposition, s'emploie à lutter énergiquement contre les facteurs déterminants de maladies.

Le manque de propreté et d'hygiène dans les concessions et au niveau des établissements recevant du public, ainsi que la vente de médicaments périmés nuisibles à la santé de la population constituent des dangers contre lesquels les agents d'hygiène s'efforcent de combattre à travers toute la région.

Nous ne saurions terminer la rédaction de ce rapport d'activités sans porter nos remerciements les plus sincères aux autorités administratives, sanitaires et locales de la région de Tambacounda pour leur soutien constant et diverses mais de manière particulièrement à l'Unicef qui ont bien voulu mettre à la disposition du Service National l'Hygiène, au travers de la Brigade Régionale de l'hygiène de Tambacounda, différents financements nous prêter mains fortes aux populations de notre zone de responsabilité par des réalisations aussi diverses que la construction de latrines VIP et/ou des DLV , des campagnes de suivi de la qualité de l'eau de boisson, des campagnes de promotion du lavage des mains au savon aux moments critiques .

CHAPITRE VIII. ASSISTANCE DES SAPEURS POMPIERS

INTRODUCTION

Le Sous-Groupement des Sapeurs Pompiers de Tambacounda s'active quotidiennement en intervenant au sein de la population en cas de détresse. Les incendies, les accidents de la circulation, l'assistance à des personnes en danger, le ravitaillement en eau de la population et bien d'autres types d'interventions constituent les motifs de sorties des Sapeurs Pompiers dans les différentes localités de la région. Les interventions effectuées par le Sous- Groupement des Sapeurs Pompiers sont des activités menées gratuitement par l'Etat pour le bien être de la population.

VIII.1 BILAN GENERAL DES INTERVENTIONS

Du 1^{er} Janvier au 31 Décembre 2009

En 2009, le Sous-Groupement des Sapeurs Pompiers de Tambacounda a effectué 1102 sorties en 2009, comme l'indique le tableau. Parmi ces interventions, l'assistance à personnes a occasionné le plus grand nombre de sorties, il y en a eu 403 pour ce motif. Les Sapeurs Pompiers ont effectué 289 sorties pour venir au secours de certaines malades et 148 sorties pour cause d'incendies. Les opérations et activités diverses ont amené les sapeurs à effectuer 262 sorties.

Tableau N° 81 : Bilan général des interventions en 2009

NATURE DES INTERVENTIONS	NOMBRE DE SORTIES
I- INCENDIE	148
Habitations	76
Etablissements Recevant du public	05
Industries	19
Agriculture	33
Autres risques	15
II- ASSISTANCES A PERSONNES	403
Asphyxies	01
Malades	402
III- SECOURS A VICTIMES	289
Accidentés	227
Personnes en danger	62
IV- OPERATIONS DIVERSES	150
Corps sans vie	58
Ravitaillement en eau	02
Assainissements	34

Alertes motivées	49
Fausses alertes	07
V- ACTIVITES DIVERSES	112
Service de représentation	109
Evénements religieux	01
Autres évènements religieux	00
Visite de prévention	01
Tournées de bouches d'incendie	01
T O T A L	1102

VIII.2 SORTIES DE SECOURS PAR NATURE DE L'INTERVENTION : BILAN GENERAL DE L'ANNEE 2009

Les sorties effectuées par les Sapeurs Pompiers en 2009 dans le cadre des secours portés à l'endroit de la population sont répartis entre différentes causes. Les maladies, les accidents et les incendies ont été les principaux motifs de la sortie des Sapeurs Pompiers. Compte tenu de la fréquence des sorties dans le cadre de ces interventions, leur répartition mensuelle ne révèle pas un grand écart entre les totaux mensuels pour l'ensemble des interventions.

Tableau N° 82 : **Sorties de secours par nature de l'intervention**

NATURE DES INTERVENTIONS													Total
	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.	
Incendie	18	12	25	10	17	06	07	06	02	04	15	26	148
Accidents	13	14	16	22	27	21	13	20	15	24	23	19	227
Asphyxies												01	01
Malades	36	49	32	29	36	25	37	34	34	38	26	26	402
Personnes en danger	06	03	04	04	04	02	03	10	04	08	07	07	62
Corps sans vie	05	03	03	06	05	08	04	07	04	01	05	07	58
Ravitaillement en eau			01			01							02
Assainissements	03	06	05	03	04		01	02	01	04	01	04	34
Alertes motivées	03	05	05	01	05	04	03	07	03	05	05	03	49
Fausses alertes	01			01	01	01	02	01					07
Sce de représentation	01	04	10	07	03	06	04	11	26	26	08	03	109
Autres événements religieux					01								01
Visites de prévention		01											01
Tournées de bouche					01								01
T O T A L	86	97	101	83	104	74	74	98	89	110	90	96	1102

VIII.3 REPARTITION DES MOYENS D'APPEL

UTILISES PAR NATURE DE L'INTERVENTION

Le téléphone mobile et l'appel verbal constituent les principaux moyens utilisés par la population pour alerter le Sous-Groupement des Sapeurs Pompiers en cas de besoin de secours pour une assistance à personne ou une catastrophe. Les autres moyens d'appel que sont le téléphone urbain et la radio constituent, à une moindre mesure, des voies de recours pour solliciter les services des Sapeurs Pompiers. Les chiffres contenus dans le tableau permettent d'affirmer qu'avec 709 appels sur un total de 1102, le téléphone mobile constitue le principal moyen d'appel qu'utilise la population pour alerter le Sous-Groupement des Sapeurs Pompiers en cas de danger.

Tableau N° 83 : Répartition des moyens d'appel utilisés par nature de l'intervention

NATURE DE L'INTERVENTION	MOYENS D'APPEL				TOTAUX
	APPEL VERBAL	TEL URBAIN	TEL MOBILE	RADIO	
Incendies	33	05	109	01	148
Assistance à Personnes	131	16	233	23	403
Secours à Victimes	17	07	260	05	289
Corps sans Vie	07	13	38	00	58
Ravitaillements en Eau	02	00	00	00	02
Assainissements	10	04	20	00	34
Alertes Motivées	06	01	42	00	49
Fausse Alertes	00	00	07	00	07
Service de Représentation	98	11	00	00	109
Evénements religieux	01	00	00	00	01
Visite de prévention	01	00	00	00	01
Tournées de bouches	01	00	00	00	01
TOTAL	307	57	709	29	1102

VIII.4 INTERVENTIONS PAR NATURE DU RISQUE

Les interventions des Sapeurs Pompiers dans le cadre du risque en 2009 ont concerné les habitations, les établissements recevant du public, les industries et l'agriculture. C'est au sein des habitations que les Sapeurs Pompiers ont effectué plus d'interventions, car il y en a eu 75 en 2009 sur un total de 148, alors que les établissements recevant du public n'ont connu que 3 interventions.

Tableau N° 84 : Intervention par nature du risque

NATURE DES INTERVENTIONS	Nombre
a) HABITATIONS	75
Maison en dur	14
Baraques et cases en pailloles	59
Cuisines et appartements	01
b) ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC	03
Boutiques de vente en gros ou détails	03
Autres	
c) INDUSTRIES CHIMIQUES	00
Fabriques d'engrais ou de produits chimiques	
d) INDUSTRIES DE PRODUCTION D'ENERGIE ELECTRIQUE	03
Installation électrique	03
Autres	
e) INDUSTRIE DU PETROLE	00
Essencerie	00
Autres	00
f) INDUSTRIE DU TRANSPORT	20
Terrestre, Autobus, Autocar, Camion, Camionnette, véhicule touristique.	20
Autre	00
Maritimes Fluviaux, Bateau et embarcation en tous genres	00
g) INDUSTRIES DIVERSES	01
Magasins de dépôts	01
h) AGRICULTURES	34
Brousses, Broussailles, Champs, Arbres, Fourrages	30
Charbons, coques d'arachides etc....	
Autres	04
i) AUTRES RISQUES	12
Dépôts d'ordures	06
Gaz	01
Divers	05
TOTAL	148

VIII.5 INCENDIES PAR MATERIALIZATION DES FAITS

En 2009, les Sapeurs Pompiers ont effectué 148 sorties pour intervenir lors d'incendies dont les causes sont multiples et variées. L'imprudence, sous toutes ses formes, constitue l'une des principales causes d'incendie. L'appareillage électrique, la négligence des personnes dans leur domicile, sont aussi à l'origine de plusieurs incendies.

Tableau N° 85 : Incendies par matérialisation des faits

MATERIALIZATION DES FAITS	NOMBRE DE SORTIES
CAUSES ACCIDENTELLES	02
Fuite de gaz	02
Retour de flamme du carburateur d'un véhicule	00
Appareil de chauffage non électrique	00
Fausse manœuvre	00

APPAREILLAGE ELECTRIQUES	06
Court – circuit sur appareillage électrique	03
Court-circuit sur appareil électrique d'un véhicule	01
Court-circuit sur appareil électroménager	01
Court-circuit sur équipement électrique	01
EXPLOSION	00
Bidon de liquide inflammable	00
Bouteille de gaz	00
Par suite concentration de gaz	00
Autres	00
ECHAUFFEMENT OU ETINCELLES DUS AUX FROTTEMENTS OU AUX CHOCS	02
Echauffement par frottements métalliques	00
Feux de véhicules par suite de choc	02
NEGLIGENCE	03
Lampes tempêtes ou bougies allumées et laissés sans surveillance auprès d'une matière inflammable	01
Ordures allumées et laissées sans surveillance	02
Matière inflammable laissée à côté d'une source de chaleur	00
Autres	00
IMPRUDENCE D'ENFANTS	08
Enfant ayant mis le feu dans des broussailles	05
Enfant ayant mis le feu dans une maison	02
Enfant ayant mis le feu dans un entrepôt	00
Enfant ayant mis le feu dans des ordures	01
Autres	00
IMPRUDENCE DE FUMEURS	05
Cigarettes ou allumettes jetées, allumées	05
IMPRUDENCE DE MENAGERES	14
Marmite d'huile abandonnée sur le feu	01
Fourneau malgache allumé et laissé sans surveillance	05
Encensoir allumé et laissé sans surveillance	00
Foyers de cuisine non éteints	05
Fourneaux gaz allumés et laissés sans surveillance	00
Autres	03
IMPRUDENCE D'OUVRIERS	01
Ouvriers effectuant des travaux	00
Foyers allumés	00
Manipulation de liquides inflammables	00
Combustions spontanées	00
Autres causes	01
INCENDIES VOLONTAIRES	02
CAUSES INDETERMINEES	105
T O T A L	148

VIII.6 REPARTITION DES ASSISTANCES AUX ACCIDENTS

Les chiffres consignés dans le tableau indique que les Sapeurs Pompiers ont effectué plus de sorties pour des accidents de la circulation en 2009 que pour tout autre accident survenu dans l'année au sein de la population. En effet, parmi 227 sorties à la suite d'alerte des Sapeurs Pompiers, 159 interventions concernaient les accidents sur la voie publique dont le nombre de victimes atteignait 420 personnes sur un total de 553. Les accidents de loisir et d'autres types d'accidents ont aussi été le motif d'intervention des Sapeurs Pompiers durant l'année 2009.

Tableau N° 86 : Répartition des Assistance aux accidents

NATURE DES ACCIDENTS	NOMBRE DE SORTIES	NOMBRE DE VICTIMES	VICTIMES	
			Sauvées	Décédées
Accidents sur la voie publique	159	420	402	18
Accidents ferroviaires	01	42	37	05
Accidents domestiques	03	03	03	00
Accidents de loisirs	29	33	33	00
Accidents divers	31	48	41	07
Crash d'avions	00	00	00	00
Effondrement de maisons	04	07	07	00
T O T A U X	227	553	523	30

VIII.7 REPARTITION DES ACCIDENTS SUR LA VOIE PUBLIQUE

Les dérapages et renversements de véhicules ont constitué le principal motif de sortie des Sapeurs Pompiers en 2009. En effet sur 227 sorties effectuées par les Sapeurs Pompiers, on en a dénombré 100 pour cause de dérapage et de renversement de véhicules. Ce sont ces interventions qui ont permis de secourir 162 victimes sur un total de 389 victimes enregistrées.

Les victimes décédées provenaient essentiellement de dérapages et de renversements de véhicules, mais aussi de collisions entre véhicules automobiles qui ont causé 13 décès sur les 18 décès enregistrés en 2009.

Tableau N° 87 : Répartition des accidents sur la voie publique

NATURE DES ACCIDENTS	NOMBRE DE SORTIES	NOMBRE DE VICTIMES	VICTIMES	
			Sauvées	Décédées
Collision entre véhicules automobiles	11	87	82	05
Collision entre véhicules autos et hippomobiles	06	10	10	00
Collision entre véhicules autos et cyclo	10	13	13	00
Dérapages et renversements de véhicules	100	162	154	08
Cyclo tombés sur la chaussée	16	13	13	00
Cyclo renversés par un véhicule auto	12	21	21	00
Véhicule hypo renversé sur la chaussée	05	08	08	00
Piétons renversés par un véhicule auto	17	17	17	00
Piétons renversés par cyclo	12	15	15	00
Collision entre deux (02) cyclomoteurs	01	03	03	00
Piétons renversés par un véhicule hippomobile	05	06	06	00
Chute à partir d'un véhicule en mouvement	24	26	26	00
Divers	08	08	03	05
TOTAL	227	389	371	18

VIII.8 REPARTITION DES ASSISTANCES AUX MALADES PAR NATURE

Les Sapeurs Pompiers sont intervenus en 2009 pour venir au secours des malades pour leur évacuation vers les infrastructures sanitaires. Les crises d'épilepsie, les grossesses à terme, le paludisme, les maux de ventre et les troubles mentaux sont les principales causes qui ont nécessité l'intervention des Sapeurs Pompiers en 2009, comme l'indique les chiffres contenus dans le tableau.

Les victimes recensés lors des sorties des Sapeurs Pompiers étaient atteintes pour la plupart par une crise d'épilepsie, une grossesse à terme ou par le paludisme.

Au total, à la suite des 402 sorties enregistrées au Sous-Groupement des Sapeurs Pompiers, 413 victimes ont bénéficié de secours en 2009.

Tableau N° 88 : Répartition des assistances aux malades par nature

NATURE DES MALADES	NOMBRE DE SORTIES	NOMBRE DE VICTIMES
Maladies cardiaques	01	01
Maux de ventre	14	15
Intoxications alimentaires	01	01
Ivresse	03	03
Crise d'épilepsie	110	116
Tuberculose	01	01
Troubles mentaux	04	04
Grossesse à terme	68	70
Avortement	01	01
Paludisme	28	28
Coup de chaleur	02	02
Maux de tête, malaises	13	13
Rougeole	00	00
Maladies diverses	36	36
Maladies non déterminées	120	125
T O T A U	402	413

VIII.9 REPARTITION DES ASSISTANCES AUX PERSONNES EN DANGER

L'assistance aux personnes en danger a provoqué 62 sorties des Sapeurs Pompiers en 2009. Le nombre de victimes se chiffraient à 160 personnes dont 8 décès enregistrés durant l'année.

Les chutes accidentelles, les rixes, les agressions et les tentatives de suicide ont constitué les motifs pour la sortie des Sapeurs pompiers vers les différentes localités de la région. Les chiffres recueillis dans le tableau révèlent que les chutes accidentelles, les rixes et les agressions causent plus de victimes dans la population.

Tableau N° 89 : Répartition des assistances aux personnes en danger

NATURE DES SORTIES	NOMBRE DE SORTIES	NOMBRE DE VICTIMES	VICTIMES	
			Sauvées	Décédées
Personnes coincées dans une cabine d'ascenseur	00	00	00	00
Chutes accidentelles	30	72	70	02
Tentatives de suicides	05	05	02	03
Agressions	07	07	07	00
Rixes	10	16	16	00
Autres	10	60	57	03
Accident de travail	00	00	00	00
TOTAUX	62	160	152	08

VIII.10 REPARTITION DES ASSISTANCES AUX ASPHYXIES

Les Sapeurs Pompiers ont effectué une seule sortie pour cause d'asphyxie en 2009. L'ammoniac a fait une victime qui a été sauvée.

Tableau N° 90 : Répartition des assistances aux asphyxiés

NATURE DES ASPHYXIES	NOMBRE DE SORTIES	NOMBRE DE VICTIMES	VICTIMES	
			Sauvées	Décédées
Noyade	00	00	00	00
Electrocution	00	00	00	00
Gaz de ville				
Ammoniac	01	01	01	00
Personnes tombées dans un puits				
Autres	00	00	00	00
T O T A U X	01	01	01	00

VIII.11 REPARTITION DES CORPS SANS VIE

Le Sous-Groupement des Sapeurs Pompiers a enregistré 58 décès en 2009. Les accidents sur la voie publique, les noyades, les chutes accidentelles les suicides et les décès pour cause indéterminée ont été à l'origine des décès constatés durant l'année 2009.

Tableau N° 91 : Répartition des corps sans vie

NATURE DES CORPS SANS VIE	NOMBRE DE CORPS
MORT NATURELLE	00
INFANTCIDE	00
NOYADE	06
INDETERMINEE	29
ACCIDENTS SUR LA VOIE PUBLIQUE	18
SUICIDE	03
CHUTE ACCIDENTELLE	02
RIXE	00
INCENDIE	00
ELECTROCUTION	00
CHUTE DANS UN PUIITS	00
ACCIDENT DE TRAVAIL	00
TOTAL	58

VIII.12 NOMBRE D'INTERVENTIONS PAR NATURE ET PAR DUREE

Les interventions des Sapeurs Pompiers pour venir au secours de la population en 2009, ont eu parfois une durée assez longue. Le tableau indique que la durée des interventions dépend de leur nature.

Tableau N° 92 : Nombre d'interventions par nature et par durée

DUREE	NATURE											TOTAL	
	Incendie	Accident	Asphyxie	Malade	Personne en danger	Corps sans vie	Raillage - ment en eau	Assainissement	Alertes motivées	Fausses alertes	Sce de représen tation		Autres évènements
Moins de 10mn		07		09					09	02			27
De 10 à 14mn	10	11		23	01			03	09	02			59
De 15 à 20mn	05	22		63	02				06	01			99
De 21 à 24mn	10	13		37	07			01	05	01	01		75
De 25 à 29mn	06	11		30	01			02	01				51
De 30 à 39mn	14	15		47	05	01		05	04				91
De 40 à 59mn	14	21		54	16	01		06	03	01	04		120
De 1h à 1h59mn	64	78	01	118	20	09	01	08	05		09	01	314
De 2h à 2h59mn	12	25		16	10	11	01	05	03		20	01	104
De 3h à 3h59mn	06	07		03		11		01			10		38
De 4h à 4h59mn	04	11		02		08		02	01		48		76
De 5h à 5h59mn	01	02				07			01		05		16
De 6h à 8h59mn	01	03				07		01	01		04		17
De 9h à 11h59mn	01					03			01		04		09
De 12h à 7h59mn		01									04		05
De 18h à 3h59mn													
De 24h à 5h59mn													
De 36h à 02 jours											01		01
De 02 jrs à 03 jrs													
De plus de 03 jrs													
TOTAUX	148	227	01	402	62	58	02	34	49	07	110	02	1102

VIII.1 NOMBRE D'INTERVENTIONS PAR NATURE ET PAR TRANCHE HORAIRE

D'après les données du tableau, le rythme des interventions est lié à la tranche horaire durant laquelle elles se sont produites. Les interventions se sont démultipliées entre 8 heures et 24 heures, car, d'après les données du tableau, c'est durant cette période que l'on a enregistré le maximum d'interventions.

Tableau N° 93 : Nombre d'interventions par nature et par tranche horaire

Tranche Horaire	Incendie	Accident	Asphyxie	Malade	Personne en danger	Corps sans vie	Ravitaillement en eau	Assainissement	Alertes motivées	Fasse alert es	Sce de représentation	Autres événements	TOTAL
00h à 01h	05	08		12	04			01	01	01			32
01h à 02h	03	05		10	01	04			01	01			25
02h à 03h	07	02		10		01			02	01			23
03h à 04h	01	03		06	01				01				12
04h à 05h	00	03		10									13
05h à 06h	03	02		06									11
06h à 07h	02	03		06	01	01			01		05		19
07h à 08h	02	05		17	01	04		01			04		34
08h à 09h	03	12		20	02	01		04	03		05		50
09h à 10h	03	07		26	05	04		03			05	01	54
10h à 11h	08	07		45	03	02	01	02	02	01	01	01	73
11h à 12h	16	08		34	05	02		01	04		02		72
12h à 13h	15	06		21	03	05		01	03				54
13h à 14h	13	12		19	01	02		02	02	02	01		54
14h à 15h	08	07		14		02		02			14		47
15h à 16h	09	07		18	01	05		04	06		13		63
16h à 17h	07	12		12	01	04		04	03		18		61
17h à 18h	11	10	01	11	04	03		04	03		22		69
18h à 19h	03	24		19	03	03	01	01	05		15		74
19h à 20h	11	26		15	08	07		01	06				74
20h à 21h	04	22		18	05	04		01	02	01	04		61
21h à 22h	06	14		22	06	01		02	03				54
22h à 23h	03	07		16	05	01			01				33
23h à 00h	05	15		15	02	02					01		40
TOTAUX	148	227	01	402	62	58	02	34	49	07	110	02	1102

CONCLUSION

En 2009, il y'a eu une évolution des activités du Sous Groupement des Sapeurs pompiers de Tambacounda aussi bien pour l'assistance aux incendies, les Assistance aux accidentés et les assistantes aux personnes en dangers. Plusieurs types d'interventions ont été effectués. En 2009, on constate surtout que ce sont les sorties pour assistance à personne en danger qui sont les plus nombreuses. Les sorties pour causes d'incendies, concernent en majorité les cases en paille, elles ont lieu entre avril et mai. Pour les accidents, on rencontre les accidents sur la voie publique et la tranche d'âge la plus concernée est celle de 15 à 39 ans.

CHAPITRE IX. LA POSTE

INTRODUCTION

Les services rendus par la poste à ses usagers sont multiples et variés. Les émissions et paiements de mandats sous plusieurs formes, l'établissement de correspondances par l'intermédiaire des courriers, l'expédition et la réception de colis, ainsi que d'autres services assurant la liaison entre les personnes résidant dans des localités différentes constituent un paquet de services que la poste met à la disposition de la population.

IX.1 REPARTITION DES BUREAUX DE POSTE PAR DEPARTEMENT - ANNEE 2009

En 2009, la région de Tambacounda comptait 13 bureaux de poste répartis entre les départements de Bakel, Goudiry, Tambacounda et Koumpentoum. Le département de Bakel disposait de 7 bureaux, le département de Tambacounda comptait 4 bureaux tandis que les deux nouveaux départements que sont Goudiry et Koumpentoum ne comptait qu'un seul bureau de poste.

Tableau N° 94 : Répartition des bureaux de poste par département - Année: 2009

Départements	Localités	Nombre
Département de Bakel	Kidira, Golmy, Yaféra	7
	Moudéry, Bakel, Diawara, Ballou	
	Goudiry	1
Département de Goudiry	Tamba RP	
Département de Tambacounda	Annexe Pont	4
	Koussanar, Makacolibantang	
Département de Koumpentoum	Koumpentoum	1
	13	

IX.2 REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE DANS LE DEPARTEMENT DE TAMBACOUNDA/ ANNEE 2009

Parmi les différents types de mandats émis et de mandats reçus dans les bureaux de poste implantés dans le département de Tambacounda en 2009, les mandats 1406 fax sont les types de mandats le plus souvent émis ou reçus par rapport aux autres catégories de mandats. Leurs nombre et leur montant dépassent de loin les autres catégories de mandats, comme l'attestent les chiffres du tableau. Par contre, certains types de mandats tels que : les mandats RE, les mandats 5CHP mais aussi les mandats 1 406 ordinaires se font substituer par les mandats 1 406 fax et le Western Union que les usagers utilisent le plus souvent. Le montant des mandats émis se chiffrait à 2 419 433 430 F CFA et les mandats payés s'élevaient à 3 346 344 547 F CFA.

Tableau N° 95 : Répartition des mandats émis et payés selon la catégorie dans le département de Tambacounda: 2009

Catégorie	Mandats émis		Mandats payés		Taux de couverture
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	
Mandats 1406 ordinaires	409	19 620 645	421	19 577 270	
Mandats 1406 Fax	31 092	1 956 820 865	17 682	1 188 728 691	
Mandats 5CHP	205	115 655 386	2 008	582 452 376	
Western Union	1 883	181 012 572	11 220	1 341 722 872	
Mandats RE	18	801 062	669	88 129 798	
CNE	711	145 522 900	1033	152 733 600	
Total général	34 318	2 419 433 430	33 033	3 346 344 547	

IX.3 REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE DANS LE DEPARTEMENT DE BAKEL : 2009

Dans le département de Bakel, le montant total des mandats émis se chiffrait à 9 623 869 942 F CFA en 2009, alors que le montant des mandats payés s'élevait à 5 955 742 367 F CFA. Les mandats 1406 fax, les mandats 5CHP et les CNE constituent les principales catégories de mandats émis ou payés au niveau des bureaux de poste de ce département.

Tableau N° 96 : Répartition des mandats émis et payés selon la catégorie dans le département de BAKEL/ Année: 2009

Catégorie	Mandats émis		Mandats payés		Taux de Couverture
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	
Mandats 1406 ordinaires	115	5 433 234	216	12 900 192	
Mandats 1406 Fax	25 708	1 566 928 631	6 914	568 727 694	
Mandats 5CHP	3 904	7 489 267 340	5 146	789 237 502	
Western Union	1 470	175 453 867	10 884	2 884 865 743	
Mandats RE	1	19 072	10 283	1 384 142 502	
CNE	1 492	386 767 798	1 441	315 868 734	
Total général	32 690	9 623 869 942	34 884	5 955 742 367	

IX.4 REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE DANS LE DEPARTEMENT DE GOUDIRY

L'unique bureau de poste que compte le département de Goudiry a assuré le paiement des mandats pour une valeur de 1 447 595 209 F CFA en 2009. Le montant des mandats émis se chiffrait à 388 948 942 F CFA pour la même période. Dans ce bureau de poste du département, le montant des mandats payés par le Western Union avait atteint 1 066 879 909 F CFA en 2009.

Tableau N° 97 : Répartition des mandats émis et payés selon la Catégorie dans le département de Goudiry

Catégorie	Mandats émis		Mandats payés		Taux de couverture
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	
Mandats 1406 ordinaires	12	325 500	19	676255	
Mandats 1406 Fax	3 560	214 409 150	1 547	96403143	
Mandats 5CHP	306	123 202 840	400	40025528	
Western Union	213	18 695 352	2 867	1066879909	
Mandats RE			1 415	215425909	
CNE	106	32 316 100	112	28184 464	
Total général	4 197	388 948 942	6 360	1 447 595 208	

IX.5 REPARTITION DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE DANS LE DEPARTEMENT DE KOUMPENTOUM

Le montant des mandats émis dans le département de Koumpentoum avait atteint 500 458 336 F CFA en 2009, tandis que le montant des mandats payés s'élevait à 506 053 168 F CFA. Dans cet unique bureau du département, toutes les catégories de

mandats participent aux flux monétaires. Si les mandats 5CHP et les mandats 1406 fax ont permis l'émission d'une somme plus importante en 2009, par contre le Western Union et les mandats 1406 fax ont permis le paiement d'importantes sommes d'argent durant cette période.

Tableau N° 98 : Répartition des mandats émis et payés selon la Catégorie dans le département de Koumpentoum

Catégorie	Mandats émis		Mandats payés		Taux de couverture
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	
Mandats 1406 ordinaires	109	4 442 394	93	2 909 484	
Mandats 1406 Fax	3 737	191 421 646	3 062	171 185 866	
Mandats 5CHP	231	243 880 654	406	52 727 162	
Western Union	305	26 460 442	2 439	257 859 319	
Mandats RE			31	2 372 529	
CNE	126	34 253 200	103	18 989 808	
Total général	4 508	500 458 336	6 134	506 053 168	

IX.6 REPARTITION DES MANDATS SELON LA NATURE ET PAR DEPARTEMENT/ ANNEE 2009

L'ensemble des bureaux de postes implantés dans les 4 départements de la région ont permis l'émission de 75 713 mandats toutes catégories confondues pour un montant total de 12 932 710 650 F Cfa en 2009 d'après les chiffres du tableau. Durant la même période, le paiement de 80 411 mandats reçus a mobilisé la somme de 11 255 735 290 F CFA. Les Départements de Bakel et de Tambacounda se distinguent par l'importance du nombre de mandats émis et reçus et de leurs montants. Le bureau de poste de Goudiry, bien qu'émettant et recevant sensiblement le même nombre de mandats que le département de Koumpentoum, assure le paiement de sommes importantes d'argent par le truchement de mandats reçus par sa population.

Tableau N° 99 : Répartition des mandats selon la nature et le département - Année: 2009

Département	Mandats émis		Mandats payés		Taux de couverture
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	
BAKEL	32 690	9 623 869 942	34 884	5 955 742 367	
Goudiry	4 197	388 948 942	6 360	1 447 595 208	
TAMBA	34 318	2 419 433 430	33 033	3 346 344 547	
Koumpentoum	4 508	500 458 336	6 134	506 053 168	
Total général	75 713	12 932 710 650	80 411	11 255 735 290	

IX.7 REPARTITION TOTALE DES MANDATS EMIS ET PAYES SELON LA CATEGORIE AU NIVEAU REGIONAL

Au niveau régional en 2009, l'ensemble des 75713 mandats émis pour un montant de 1 293 710 650 F CFA avait concerné toutes les catégories de mandats que la poste met à la disposition de ces clients. Les mandats payés, au nombre de 80411 avaient mobilisé la somme de 11 255 735 290 F CFA. Parmi les différentes catégories de mandats, le Western Union est celle qui a permis le paiement du montant le plus important en 2009, soit 5 551 327 843 F CFA au niveau des bureaux de poste. Les mandats 5CHP ont été les plus utilisés pour l'émission de mandats car ayant permis l'émission de mandats d'un montant de 7 972 006 220 F CFA en 2009. D'autres catégories de mandats tels que les mandats 1406 fax, CNE et Western Union ont constitué d'autres moyens d'émissions de mandats en 2009.

Tableau N° 100 : Répartition des mandats émis et payés selon la catégorie- Année : 2009

Catégorie	Mandats émis		Mandats payés		Taux de couverture
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	
Mandats 1406 ordinaires	645	29821773	749	36063201	
Mandats 1406 Fax	64097	3929580292	29205	2025045394	
Mandats 5CHP	4646	7972006220	7960	1464442568	
Western Union	3871	401622233	27410	5551327843	
Mandats RE	19	820144	12398	1690070678	
CNE	2435	598859998	2689	488785606	
Total général	75713	1293710650	80411	11255735290	

IX.1 REPARTITION DU VOLUME DE COURRIER POSTAL PAR BUREAU DE POSTE EN 2009

Le courrier postal est constitué de lettres recommandées, de paquets et de colis. En 2009, le courrier postal était composé de 25528 lettres recommandées expédiées, de 15868 lettres recommandées reçues, de 136 colis reçus et de 76 colis expédiés d'après les données du tableau. Dans le courrier postal, on n'a enregistré aucun paquet en 2009. Aussi, dans certaines localités telles que Golmy, Moudéry, Yaféra et Ballou aucun colis n'a été expédié ou reçu. Dans les autres bureaux de poste, à l'exception du bureau de poste de Tambacounda qui a expédié 76 colis, tous les autres bureaux ont réceptionné des colis mais ils n'en n'ont pas expédié.

Tableau N° 101 : Répartition du volume de courrier postal par bureau de poste en 2009

Bureaux de poste	Cycle	Lettres R	Paquets	Colis	Total
Bakel	Expédiés	7348			7348
	Reçus	8716		60	8776
	Total	16064		60	16124
Ballou	Expédiés	188			188
	Reçus	60			60
	Total	248			248
Diawara	Expédiés	3004			3004
	Reçus	172		8	180
	Total	3176		8	3184
Golmy	Expédiés	544			544
	Reçus	76			76
	Total	620			620
Goudiry	Expédiés	348			348
	Reçus	168		4	172
	Total	516		4	520
Kidira	Expédiés	4648			4648
	Reçus	284		8	292
	Total	4932		8	4940
Koumpentoum	Expédiés	220			220
	Reçus	112		8	120
	Total	332		8	340
Koussanar	Expédiés	568			568
	Reçus	212		28	240
	Total	780		28	808
Makacolibantang	Expédiés	140			140
	Reçus	208		20	228
	Total	348		20	368
Moudéry	Expédiés	1704			1704
	Reçus	252			252
	Total	1956			1956
Tamba	Expédiés	6664		76	6740
	Reçus	5604		656	6260
	Total	12268		732	13000
Yafera	Expédiés	152			152
	Reçus	4			4
	Total	156			156

CONCLUSION

La poste continue de jouer sa mission de service public malgré le développement des nouvelles technologies de la communication. Elle joue un rôle capital dans les transferts d'argent des émigrés vers le pays d'origine. La poursuite de l'implantation de bureaux de poste dans les grands centres, mais aussi dans les zones enclavées permet de faciliter les échanges entre des correspondants résidant dans différentes localités. Les dernières innovations qui consistent en un transfert rapide d'argent est une initiative à développer, car elle permet d'obtenir un gain de temps pour la population et pour les activités économiques.

CHAPITRE X. HYDRAULIQUE RURALE

INTRODUCTION

La population en milieu rural est souvent confrontée à un problème d'accès à l'eau potable. L'Etat, avec l'appui de ses partenaires a consenti beaucoup d'efforts dans la construction d'infrastructures dans le domaine de l'hydraulique rurale. L'implantation des forages et le fonçage des puits dans la région ont contribué de façon significative à l'amélioration de l'accès à l'eau potable par la population vivant en milieu rural.

X.1 ETAT DE FONCTIONNEMENT DES INFRASTRUCTURES DANS LES DIFFERENTES LOCALITES EN 2009

Les infrastructures en matière d'hydraulique rurale mises à la disposition de la population par l'Etat sont constituées de forages solaires, de forages motorisés et de pompes manuelles. La construction des ces infrastructures a été possible grâce à l'appui financier de certains partenaires de l'Etat. Les fonds saoudiens, la JICA, l'Union Européennes et d'autres partenaires se sont associés à l'Etat qui, à travers ses projets et programmes tels que PRS 2, PLCP, GRDR, PLC assurent le financement de ces infrastructures dans le domaine de l'hydraulique.

Les infrastructures dans le domaine de l'hydraulique sont implantées dans plusieurs localités de la région. L'objectif que l'Etat s'est assigné, c'est de mettre à la disposition de la population de l'eau potable pour leur alimentation et l'abreuvement des animaux domestiques.

CONCLUSION

L'eau potable n'est pas à la portée des populations vivant dans certaines localités enclavées de la région. L'Etat, pour atteindre les normes fixées par les Objectifs du Millénaire pour le Développement, mène une politique hardie en procédant à la construction d'infrastructures en milieu rural pour permettre à toute la population d'accéder à l'eau potable. Cet objectif ne peut être atteint que si les autorités assurent de façon pérenne, l'entretien des infrastructures existantes et la construction d'autres infrastructures.

Tableau N° 102 : **Etat de fonctionnement des infrastructures dans les différentes localités en 2009**

FINANCEMENTS	INFRASTRUCTURES	N° d'ordre	LOCALITES	ETAT DE FONTIONNEMENT
PRS 2	Forages solaires	1	Djimbe	Bon
		2	Darhatou	Bon
		3	Boinguel	Bon
		4	Dakaba Gourel el Madiou	bon
		5	Ounoubaba	Bon
		6	Gallade	Bon
		7		
PLCP	Forages solaires	8	STH Diaobé	Bon
		9	Bodou Boudou	Panne
		10	STH Tabanani	Pane
		11	Temento gadia sow Bon	sow
		12	STH Diouldé Ly Panne	Panne
		13	Sare Goubou	Bon
		14	Safalou	Bon
		15	Sare Pathe	Bon
		16	Sare Niana	Bon
		17	Sara Mady	Bon
3. GRDR facilite eau union européenne	Pompes Manuelles	1	Alaweli	Bon
		2	Borde Diawara	Idem
		3	Lombol Gandji	Idem
		4	Sara Fadoubé	Idem
		5	Nanmandery	Idem
		6	Manthiabou	Idem
		7	Seno Simbi	Idem
PLC	Pompes Manuelles	9	STH Thiedy	Bon
		10	Toulde Thiokoye	Panne
		11	Ngalla Bawde	Bon
		12	Soubacounda	Bon
		13	Thiangally	Bon
		14	Médina Moussa	Bon
		15	STH soufa	Bon

		16	Sara Ngaye	Bon
Fonds Saoudiens	Pompes manuelles	17	Koiniguel	Bon
		18	Banipelly	Bon
		19	Youpe	Bon
		20	Hamady	Bon
		21	Sinthiou Fissa	Bon
				1
Fonds saoudiens	Forages motorises	2	Diamegene Sine	Bon
		3	Foulakolon	Bon
		4	Loff	Bon
				5
Jica	Forage motorises	6	Malem Niani	Bon
				1
Eauvive UE	CE	2	Ndogo Babacar	Bon
				1
	Asufor	2	Gabou	Bon
		3	Diawara	Bon
		4	Mouréry	Bon
		5	Méreto	Bon
		6	Keur Daouda	Bon
		7	Diagle Sine	Bon
		8	Dawady	Bon
		9	Darou Ndimbelane	Moins Bon
		10	Fasse Ndimbelene	Moins Bon
		11	Darou Diawene	Moins Bon
		12	Goumbayel	Bon
		13	Bamba	Bon
		14	Médina diakha ouly	Bon
		15	Dialacoto	Moins Bon
		16	Malem Niani	Bon
		17	Touba Niani	Bon
		18	Touba Sine	Bon
		19	Kouthiaba	Bon
		20	Sao	Bon

		21	Sitacourou	Bon
		22	Darou Salam	Bon
		23	Darou Salam Sine II	Moins Bon
		24	Missirah	Bon
		25	Netteboulou	Bon
		26	Ndogo Babacar	Bon
		27	Tabading Ouolof	Bon
		28	Syl escale	Bon
		29	Missira Thiarene	Bon
		30	Ainoumane	Bon
		31	Kahene	Bon
		32	Boustane	Bon
		33	Sinthiou Maleme	Bon
		34	Koussanar	Bon
		35	Diam Diam	Moins Bon
		36	Colibantang	Bon
		37	Bidancoto	Moins Bon
		38	Ségoucoura	Bon
		39	Gouloumbou	Bon
		40	Samécouta	Bon
		41	Kalbiron	Moins Bon
		42	Sinthiou Demba Dem	Moins Bon
		43	Koar	Bon
		44	Sam Guene	Mons bon

CHAPITRE XI. HYDRAULIQUE URBAINE

INTRODUCTION

Parmi les missions régaliennes de l'Etat, figure l'obligation de mettre à la disposition de la population de l'eau potable. L'approvisionnement en eau potable de la population est assuré par la SDE dont le rôle est de faire des branchements pour conduire l'eau dans les concessions, les établissements et les édifices publics qui en font la demande. En plus de l'approvisionnement de la population pour son alimentation et ses travaux domestiques, l'eau est aussi utilisée pour l'abreuvement des animaux domestiques, les travaux maraîchers et les travaux de construction d'habitats.

XI.1 EVOLUTION DES ABONNES

L'augmentation du nombre d'abonnés est une conséquence de l'urbanisation et son corolaire que constitue la croissance démographique. Le nombre total d'abonnés, pour la région a connu une croissance de 5,75% entre 2008 et 2009 alors que cette hausse s'établissait à 1,78% entre 2007 et 2008. Pour le Département de Bakel, le nombre d'abonnés s'est accru de 1,48% entre 2008 et 2009, alors que cette croissance était seulement de 0,07% entre 2007 et 2008. En ce qui concerne le Département de Tambacounda, le nombre d'abonnés enregistrés à la SDE s'est accru de 6,68% entre 2008 et 2009, alors que cette croissance du nombre d'abonnés avait augmenté de 2,15% entre 2007 et 2008, selon les chiffres contenus dans le tableau.

Tableau N° 103 : Evolution des abonnés

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Bakel	1098	1146	1191	1249	1300	1349	1350	1370
Tambacounda	3774	4237	4785	5389	5805	6082	6213	6628
Total	4872	5383	5976	6638	7105	7431	7563	7998

Source : SDE Tambacounda

XI.2 EVOLUTION DE LA PRODUCTION D'EAU EN M3

La production d'eau a connu une progression entre 2002 et 2009 pour l'ensemble de la région, comme l'indique le tableau. La quantité d'eau produite est passée de 1642021 m3 en 2008 à 1652814 m3 en 2009, soit un accroissement de 0,66%. En ce qui concerne le

département de Tambacounda, la production d'eau a augmenté de 0,85% entre 2008 et 2009. Cependant, les chiffres du tableau montrent que la production d'eau a connu une baisse de 0,09% dans le département de Bakel puisqu'elle est passée de 341626 m3 en 2008 à 341319 m3 en 2009.

Tableau N° 104 : **Evolution de la production d'eau en M3**

	PRODUCTION D'EAU EN M3 PAR VILLE							
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Bakel	234413	241657	271914	298479	327498	333842	341626	341319
Tambacounda	890786	989172	1067566	1160807	1154750	1206862	1300395	1311495
Total	1125199	1230829	1339480	1459286	1482248	1540704	1642021	1652814

Source : SDE Tambacounda

XI.1 EVOLUTION DE LA CONSOMMATION (VENTE) D'EAU EN M3

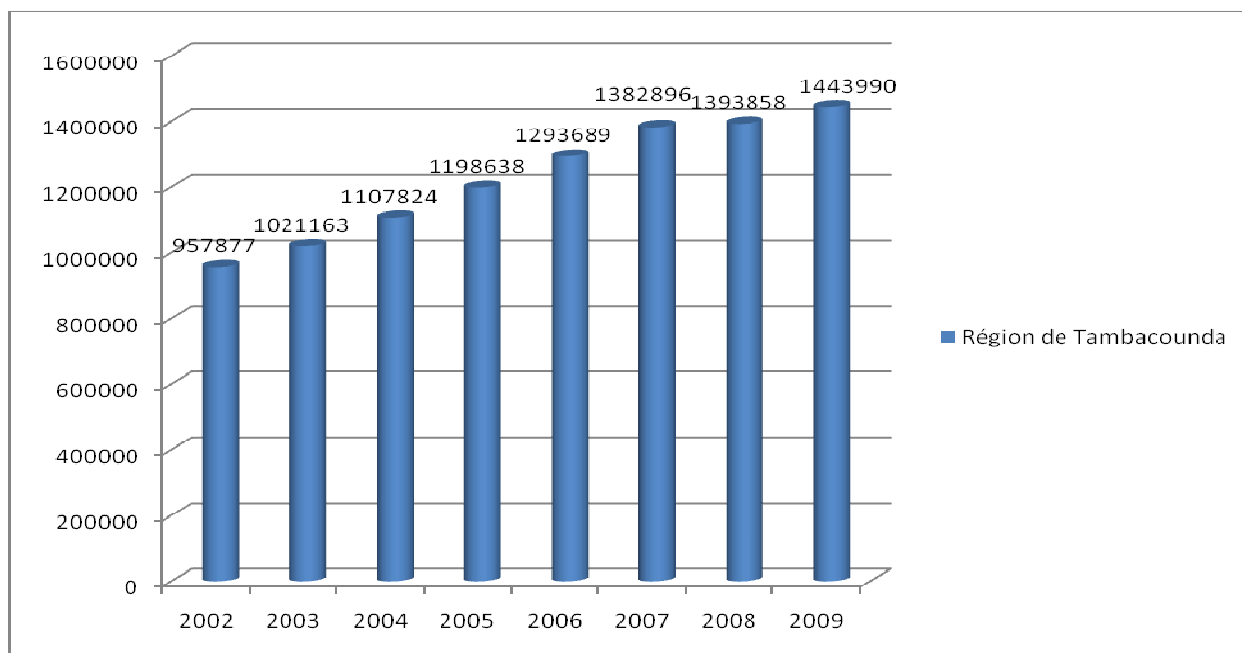
La vente d'eau par la SDE a connu une croissance régulière à l'échelle de la région entre 2002 et 2009. Les chiffres consignés dans le tableau indiquent que la vente d'eau par la SDE au niveau de la région est passée de 1382896 m3 en 2007 à 1393858 m3 en 2008 soit une hausse de 0,79%. La quantité d'eau vendue en 2009 avait atteint 1443990 m3, soit une augmentation de 3,6% entre 2008 et 2009. Cette hausse régulière de la quantité d'eau vendue au niveau régional provient essentiellement de la hausse des ventes d'eau dans le département de Tambacounda, car dans le département de Bakel, la quantité d'eau vendue a connu une baisse entre 2007 et 2009.

Tableau N° 105 : **Evolution de la consommation (vente) d'eau en M3**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
BAKEL	180553	194913	244348	249794	285003	288993	279146	275255
TAMBACOUNDA	777324	826250	863476	948844	1008686	1093903	1114712	1168735
TOTAL	957877	1021163	1107824	1198638	1293689	1382896	1393858	1443990

Source : SDE Tambacounda

Graphique N° 12. Evolution de la consommation (vente) d'eau en M3 entre 2002 et 2009



CONCLUSION

L'accès à l'eau potable est une préoccupation pour la population. En zone urbaine, le service de l'eau est assuré par la SDE grâce à des branchements établis par leurs soins sur la demande des clients. Les branchements individuels, s'ils ne font pas partie des cas sociaux, sont assujettis à des coûts onéreux. Pour permettre à la population urbaine d'accéder plus facilement à l'eau potable, il faudra peut être envisager une baisse des couts des branchements, ou bien alors le retour des bornes fontaines dans les quartiers déshérités avec des mesures d'accompagnement social.

INTRODUCTION

Les Maisons d'Arrêt et de Correction de Tambacounda et de Bakel sont les deux structures d'accueil des personnes jugées et condamnées. Les relances répétitives des autorités de la Maison d'Arrêt et de Correction de Bakel n'ayant pas abouti à la mise à disposition des informations demandées, seules les informations recueillies au niveau de la Maison d'Arrêt et de Correction de Tambacounda feront l'objet d'analyse dans ce chapitre.

Les autorités judiciaires procèdent souvent à des transferts de détenus qui ont été jugés au niveau d'autres juridictions situées dans d'autres localités du pays. Ces détenus transférés viennent s'ajouter à ceux qui ont été jugés par les juridictions siégeant dans la région pour former la population carcérale.

XII.1 COMPOSITION DE LA POPULATION CARCERALE SELON L'INFRACTION A LA M.A.C DE TAMBACOUNDA EN 2009.

En 2009, la M.A.C de Tambacounda comptait 286 détenus comme l'indique le tableau. Cette population carcérale composée d'hommes et de femmes avait été jugée pour différents délits dont les principaux étaient : La détention et le trafic de chanvre indien qui concernait 128 personnes, les vols ont été la cause d'incarcération de 63 prévenus, les détournements de mineurs et les viols ont constitué des motifs d'emprisonnement pour 28 détenus. Les coups et blessures volontaires, les meurtres, les assassinats, les parricides, les escroqueries et abus de confiance et les autres types de délits ont été les principales causes de détention de la population carcérale à la M.A.C de Tambacounda.

Les détenus sont âgés de plus de 23 ans. Ils sont essentiellement de sexe masculin, on décèle quelques femmes reconnues coupables de délits tels que la détention et le trafic de chanvre indien, l'escroquerie ou l'abus de confiance et l'infanticide.

Tableau N° 106 : **Composition de la population carcérale selon l'infraction M.A.C.de Tambacounda/année 2009**

Infractions	23-26ans		27-36ans		37-46ans		47-56ans		57 ans et plus		TOTAL
	Hom	Fem	Hom	Fem	Hom	Fem	Hom	Fem	Hom	Fem	
Coups et blessures volontaires	2	0	4	0	3	0	1	0	0	0	10
Vol	21	0	27	1	12	0	1	1	0	0	63
Détournement de mineur/Viol	11	0	9	0	7	0	1	0	0	0	28
Meurtre-Assassinat- Parricide	2	0	4	0	3	0	1	0	0	0	10
Infanticides	0	2	0	1	0	0	0	0	0	0	3
Escroquerie-Abus de confiance	1	0	6	2	3	0	2	0	0	0	14
Détention et trafic de C.I.	19	0	47	5	36	0	12	0	2	0	121
Faux et usages de faux	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Détournements de deniers publics	0	1	2	0	0	0	1	0	2	0	6
Autres délits	3	1	10	0	2	1	1	0	0	0	18
Homicide Volontaire et involontaire	2	0	1	0	2	0	0	0	0	0	5
Exploitation de débit de boisson alcoolisée sans autorisation administrative	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recel	3	0	1	0	1	0	0	0	2	0	7
Refus de soumettre au contrôle préventif pour prostituées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total Général	64	4	111	9	70	1	20	1	6	0	286

XII.2 COMPOSITION DE LA POPULATION CARCERALE SENEGALAISE DE LA M.A.C DE TAMBACOUNDA PAR MOIS EN 2009

Selon les informations fournies par le tableau, c'est au mois de décembre que la M.A.C de Tambacounda comptait plus de détenus de nationalité sénégalaise, soit 274 détenus, hommes et femmes qui ont été condamnés à des peines d'emprisonnement ou détenus provisoirement. La majorité de ces prévenus ou condamnés était constituée d'hommes. C'est au mois de septembre 2009 que la population carcérale était réduite à son effectif minimum dans l'année avec 195 personnes en détention provisoire ou condamnées.

Tableau N° 107 : *Composition de la population carcérale sénégalaise de la M.A.C. de Tamba par mois pour l'année 2009*

MOIS	Détenues provisoires		Condamnés		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Janvier	97	22	83	11	213
Février	99	25	84	14	222
Mars	109	27	89	17	242
Avril	105	20	91	10	226
Mai	112	19	80	7	218
Juin	115	24	83	7	229
Juillet	115	24	83	7	229
Août	115	24	83	7	229
Septembre	95	15	80	5	195
Octobre	92	10	89	4	195
Novembre	109	15	81	6	211
Décembre	132	30	95	17	274

XII.3 COMPOSITION DE LA POPULATION CARCERALE ETRANGERE DE LA M.A.C DE TAMBACOUNDA PAR MOIS EN 2009

En 2009, la population carcérale étrangère avait atteint son maximum durant les mois de juillet et août au niveau de la M.A.C de Tambacounda qui comptait 49 détenus condamnés ou en détention provisoire. Entre juillet et septembre 2009, l'effectif des femmes étrangères était plus significatif par rapport au reste de l'année.

Tableau N° 108 : *composition de la population carcérale étrangère de la M.A.C. de Tamba par mois pour l'année 2009*

MOIS	Détenues provisoires		Condamnés		TOTAL
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	
Janvier	11	3	15	2	31
Février	12	4	13	1	30
Mars	12	4	13	1	30
Avril	12	4	13	1	30
Mai	15	6	14	3	38
Juin	14	5	15	4	38
Juillet	16	7	18	8	49
Août	16	7	18	8	49
Septembre	16	7	18	8	49
Octobre	11	3	15	2	31
Novembre	12	4	13	1	30
Décembre	16	5	15	4	40

XII.1 RECAPITULATIF DE LA POPULATION CARCERALE DE LA M.A.C DE TAMBACOUNDA EN 2009

Tableau N° 109 : Récapitulatif de la population carcérale M.A.C. de Tambacounda/2009

NATIONALITE	DETENUS		TOTAL
	PROVISOIRES	CONDAMNE	
SENEGALAISE	83	56	139
ETRANGERE			0
TOTAUX	67	19	86

CONCLUSION

La M.A.C de Tambacounda abrite une population carcérale importante. Les infractions sont des actes généralement commis après l'âge de la majorité, elles concernent en particulier les adultes, mais on y retrouve parfois des personnes d'un âge assez avancé.

Les informations recueillies permettent de déduire que c'est surtout durant la période hivernale qu'on note une forte propension de personnes détenues provisoirement ou condamnées que durant les autres périodes de l'année.

CHAPITRE XIII. TOURISME

INTRODUCTION

Le Tourisme est un secteur important pour le développement économique de la région de Tambacounda au regard des nombreuses potentialités touristiques qu'elle recèle. Pour la période 2008-2009, le tourisme cynégétique a permis d'obtenir des recettes de 782.591.000 FCFA dont 282.590.000 FCFA pour l'amodiation (statistiques IREF). Les difficultés en matière de collecte de données concernant les arrivées des touristes et les nuitées au niveau des réceptifs constituent une contrainte pour l'analyse de l'activité touristique dans la région de Tambacounda.

XIII.1 LES POTENTIALITES DE LA REGION

Parmi les nombreuses potentialités du tourisme dans la région on peut citer :

- ❖ Le Parc National de Niokolo -Koba avec sa faune et sa flore riches et variées qui couvre une superficie de 913.000 ha. Cette richesse faunique et florale a valu au parc en 1981, son classement en site du patrimoine mondial de l'UNESCO;
- ❖ Les réserves communautaires ;
- ❖ Les zones d'intérêt cynégétique (1.312.000 ha) et amodiées (8.074.000 ha) très riches en gibier, la grande chasse dans la ZIC ;
- ❖ Le fleuve Sénégal, la Falémé et le fleuve Gambie ;
- ❖ Les manifestations culturelles et un artisanat traditionnel riche et varié ;
- ❖ Le fort de Bakel, le Pavillon René Caillé, la tour du « Mont des singes », le fort de Sénédebou ;
- ❖ Le chemin de fer et l'hôtel de la gare
- ❖ La préfecture de Tambacounda qui rappelle le passé colonial éprouve le besoin d'être réhabilité ;
- ❖ le cimetière militaire français (19^{ème} siècle) et celui des 99 circoncis morts après avoir mangé le fruit d'un arbre à Bakel ;
- ❖ Les mégalithes de Koumpentoum témoins d'un riche passé historique ;
- ❖ L'aéroport de Tambacounda et les aérodromes de Simenti et Bakel ;
- ❖ une gamme variée de réceptifs comprenant différent standing (hôtels, auberges, campements touristiques dans les zones amodiées) ;

- ❖ La construction (ANPT) d'un centre d'information et d'orientation touristique pour le Syndicat d'Initiative et de Tourisme

XIII.2 CAPACITE D'HEBERGEMENT TOURISTIQUE

HOTELS	ASTA KEBE	NIDJI	KHOUDIA	RELAIS HORIZON BLEU	COMPLEXE LEGAL PONT	SOMINTI	CAPACITE TOTALE
Nbre de Chambre	70	59	7	20	8	43	216
Nbre de Lits	130	120	14	28	16	86	342

XIII.3 LA POLITIQUE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE

Les journées de concertation organisées en novembre 2009 ont permis l'élaboration d'un plan d'action régional, bréviaire de développement touristique de Tambacounda. Ce plan d'actions repose sur trois axes prioritaires :

1. structuration et organisation ;
2. formation et orientation ;
3. promotion et sensibilisation.

XIII.1 LES CONTRAINTES

- ❖ accessibilité aux zones d'intérêt touristique ;
- ❖ réseau routier très dégradé ;
- ❖ manque de desserte malgré l'existence de l'aéroport de Tambacounda et des aérodromes de Simenti et Bakel ;
- ❖ syndicat d'Initiative : dynamisme à améliorer;
- ❖ Aucune promotion au niveau local et une timide promotion dans les marchés émetteurs ;
- ❖ bas niveau de qualification des ressources humaines ;
- ❖ absence d'agenda culturel ;
- ❖ moyens des gérants de réceptifs très limités pour participer aux salons et foires internationaux du tourisme ;
- ❖ offre touristique en matière d'hébergement difficilement appréciable en raison d'exploitation illégale sans autorisation préalable du Ministre du Tourisme ;

- ❖ mauvaise appréhension des autorités locales du phénomène tourisme souvent perçu comme une activité de débauche.

CONCLUSION

Le Tourisme dans la région de Tambacounda est un secteur très prometteur, malgré les difficultés rencontrées. Le tourisme cynégétique (de chasse) est en progression avec la présence des Zones amodiées. Cependant l'information touristique reste à être améliorée au niveau des tours operators pour faire la promotion de la destination Tambacounda.

CHAPITRE XIV. JEUNESSE ET SPORTS

INTRODUCTION

Au Sénégal, la définition de la jeunesse se réfère à « la période située entre l'enfance et la vie adulte ». Le jeune y est défini « comme étant la personne dont l'âge est compris entre 15 et 34 ans ». Si « la première jeunesse » communément appelée adolescence va de 15 à 19 ans, il arrive, cependant, que certains programmes d'appui au développement élargissent cette notion pour l'étendre à 24 ans.

Dans la région de Tambacounda, les jeunes c'est-à-dire, la population comprise entre 15 et 34 ans, représentent 32,4% de la population totale régionale avec 52% de filles et 48% de garçons. Ce présent chapitre concerne les activités du secteur de la Jeunesse et des sports dans la Région de Tambacounda.

Dans le cadre du Projet National pour la Cohésion sociale et l'Emploi des Jeunes (PNCSEJ), la région de Tambacounda compte :

1- des fermes agricoles

La ferme agricole située à Nétteboulou, d'une superficie de 10 hectares dispose d'équipements comme tracteurs, bacs flottants moto -pompes..., d'intrants et sera exploitée par les Volontaires de l'Agriculture.

2- Les maisons à outils

La région de Tambacounda dispose dans chaque capitale départementale d'une maison à outils. Après concertation avec les partenaires, acteurs et futurs bénéficiaires, Tambacounda a choisi la filière bois, Goudiry a opté pour la transformation du lait et Bakel pour les Bâtiments et Travaux Publics.

XIV.1 LES INFRASTRUCTURES SOCIO-EDUCATIVES ET SPORTIVES

Les infrastructures sportives et de loisirs sont essentiellement localisés en milieu urbain. Elles se résument ainsi:

XIV.1.1 LES INFRASTRUCTURES SPORTIVES

A- Le stade régional qui est en réhabilitation

A l'instar des autres régions du pays, Tambacounda verra son stade réhabilité au dans le cadre de la coopération avec la Chine : A terme le stade disposera des améliorations suivantes :

- 1- Un gazon synthétique,
- 2- une piste d'athlétisme de 6 couloirs
- 3- Un terrain de basket-ball
- 5-Un plateau multifonctionnel comprenant des terrains de hand et volley
- 7-Un système d'éclairage avec des projecteurs modulables

Le chantier du stade régional de Tambacounda

En dehors du stade régional, il existe

- **Département de Tambacounda**
 - 1 Terrain clôturé à Koussanar
- **Département de Bakel**
 - 3 Stades à Bakel, Diawara et Kidira
 - 1 Plateau multifonctionnel dans la commune de Bakel
 - 89 aires de jeu
- **Département de Koumpentoum**
 - 06 Aires de jeu aménagées pour Foot
- **Département de Goudiry**
 - 13 Aires de jeu aménagées pour Foot
 - 01 Plateau multifonctionnel

XIV.1.2 LES INFRASTRUCTURES SOCIO-EDUCATIVES

- 2 CDEPS réhabilités et équipés
- 1 Espace jeune construit et équipé
- 1 CDEPS en cours de réhabilitation
- 06 Maisons d'outils construites non encore équipées

- 03 Centres Conseil Adolescents/ Centres de dépistage volontaires

CONCLUSION

Dans le cadre de la gestion du secteur jeunesse, plusieurs actes ont été posés dans la région de Tambacounda. Ce constat est une remarquable illustration de l'intérêt que les pouvoirs politiques attachent à la jeunesse de cette région.

La région de Tambacounda est une région carrefour, frontalière avec plusieurs pays de la sous région, par conséquent sa jeunesse peut jouer un rôle très important dans le cadre de l'Intégration sous régionale.

Ainsi, des activités comme la Semaine de l'amitié et de la fraternité (SAFRA) et la Semaine Tripartite des jeunes de Kédougou doivent être et inscrites dans l'agenda culturel national et soutenues par les pouvoirs publiques.

ANNEXES

Tableau N° 110 : Répartition de la population de la région de Tambacounda par arrondissement en 2008 et 2009

Nom localité	2008			2009		
	Homme	Femme	Totale	Homme	Femme	Totale
REGION TAMBACOUNDA	306 375	306 691	613 066	314 838	315 409	630 248
ZONE URBAINE	64 731	62 947	127 678	66 519	64 737	131 256
ZONE RURALE	241 644	243 744	485 388	248 319	250 672	498 991
DEPARTEMENT BAKEL	67 539	69 456	136 995	69 405	71 431	140 836
COMMUNES	14 511	13 855	28 366	14 911	14 249	29 160
Commune de BAKEL	7 495	6 854	14 349	7 702	7 049	14 751
Commune de DIAWARA	4 386	4 391	8 777	4 507	4 516	9 023
Commune de Kidira	2 630	2 609	5 239	2 703	2 683	5 386
ARRONDISSEMENT KENIABA	9 135	10 053	19 188	9 387	10 339	19 726
CR Tomboura	1 614	1 903	3 517	1 659	1 957	3 616
CR GATHIARY	1 139	1 233	2 372	1 170	1 268	2 438
CR MEDINA FOULBE	991	1 099	2 090	1 018	1 130	2 148
CR SADATOU	5 391	5 819	11 210	5 540	5 984	11 524
ARRONDISSEMENT BELE ex KIDIRA	14 167	14 422	28 589	14 558	14 832	29 390
CR BELE	10 475	10 449	20 924	10 764	10 747	21 511
CR SINTHIOU FISSA	3 692	3 972	7 664	3 794	4 085	7 879
ARRONDISSEMENT MOUDERY	29 727	31 127	60 854	30 548	32 011	62 559
CR BALLOU	10 974	11 470	22 444	11 277	11 796	23 073
CR GABOU	8 436	8 425	16 861	8 669	8 665	17 334
CR MOUDERI	10 317	11 231	21 548	10 602	11 551	22 153
DEPARTEMENT GOUDIRY	43 645	45 563	89 208	44 851	46 858	91 709
COMMUNES	4 601	4 524	9 125	4 728	4 653	9 381
Commune de Goudiry	2 727	2 644	5 371	2 802	2 719	5 521
Commune de Kothiary	1 874	1 881	3 755	1 926	1 934	3 860
ARRONDISSEMENT BOYNGUEL BAMBA	14 571	15 957	30 528	14 973	16 411	31 384
CR BOYNGUEL BAMBA	4 586	5 311	9 897	4 712	5 462	10 174
CR SINTHIOU MAMADOU BOUBOU	4 271	4 513	8 784	4 389	4 642	9 031
CR KOUSSAN	2 885	3 214	6 099	2 965	3 306	6 271
CR DOUGUE	2 829	2 919	5 748	2 907	3 002	5 909
ARRONDISSEMENT DIANKE MAKHA	9 427	9 992	19 419	9 687	10 276	19 963
CR DIANKE MAKHA	3 266	3 488	6 754	3 356	3 587	6 943
CR BOUTOUCOUFARA	2 043	2 216	4 259	2 100	2 279	4 379
CR BANI ISRAEL	837	1 017	1 854	860	1 046	1 906
CR KOMOTI	3 280	3 270	6 550	3 371	3 363	6 734
ARRONDISSEMENT KOULOR	7 548	7 405	14 953	7 756	7 615	15 371

Nom localité	2008			2009		
	Homme	Femme	Totale	Homme	Femme	Totale
CR SINTHIOU BOCAR LY	2 566	2 509	5 075	2 637	2 581	5 218
CR KOULOR	4 982	4 895	9 877	5 120	5 035	10 155
ARRONDISSEMENT BALA	7 498	7 685	15 183	7 705	7 903	15 608
CR BALA	2 468	2 439	4 907	2 536	2 509	5 045
CR KOAR	2 501	2 667	5 168	2 570	2 743	5 313
CR GOUMBAYEL	2 529	2 578	5 107	2 599	2 652	5 251
DEPARTEMENT KOUMPENTOUM	68 512	67 538	136 050	70 405	69 458	139 863
COMMUNES	5 304	5 295	10 599	5 450	5 446	10 896
Commune de Koumpentoum	4 134	4 123	8 257	4 248	4 240	8 488
Commune de Malem Niani	1 170	1 172	2 342	1 202	1 206	2 408
ARRONDISSEMENT Bamba THIALENE	34 311	33 865	68 176	35 258	34 828	70 086
CR NDAME	2 688	2 644	5 332	2 762	2 719	5 481
CR KAHENE	7 151	7 000	14 151	7 348	7 199	14 547
CR MERETO	6 601	6 394	12 995	6 783	6 576	13 359
CR BAMBA THIALENE	13 950	14 041	27 991	14 335	14 440	28 775
ARRONDISSEMENT KOUTHIBA WOLOF	28 898	28 377	57 275	29 697	29 184	58 881
CR PAYAR	10 230	10 073	20 303	10 513	10 360	20 873
CR KOUTHIBA OUOLOF	10 191	9 923	20 114	10 472	10 205	20 677
CR KOUTHIA GUAYDI	3 921	3 786	7 707	4 030	3 894	7 924
CR PASS KOTO	4 556	4 595	9 151	4 682	4 726	9 408
DEPARTEMENT TAMBACOUNDA	126 678	124 134	250 812	130 177	127 663	257 840
COMMUNES	40 315	39 273	79 588	41 429	40 389	81 818
Commune de TAMBACOUNDA	40 315	39 273	79 588	41 429	40 389	81 818
ARRONDISSEMENT KOUSSANAR	22 016	21 670	43 686	22 624	22 286	44 910
CR K OUSSANAR	12 244	12 253	24 497	12 582	12 601	25 183
CR SINTHIOU MALEME	9 772	9 417	19 189	10 042	9 685	19 727
ARRONDISSEMENT MAKAKOULIBANTAN	31 374	31 338	62 712	32 241	32 229	64 470
CR Niani Toucouleur	5 192	5 127	10 319	5 336	5 273	10 609
CR MAKAKOULIBANTAN	15 722	16 140	31 862	16 156	16 599	32 755
CR NDOGA BABACAR	10 461	10 071	20 532	10 749	10 357	21 106
ARRONDISSEMENT MISSIRAH	32 972	31 853	64 825	33 883	32 758	66 641
CR DIALAKOTO	7 660	7 023	14 683	7 872	7 223	15 095
CR MISSIRAH	17 509	17 076	34 585	17 993	17 561	35 554
CR NETTEBOULOU	7 802	7 754	15 556	8 018	7 974	15 992